

COLLECTION DES RAPPORTS

BAROMÈTRE DE LA COHÉSION SOCIALE

**POUR L'OPINION, LA COHÉSION SOCIALE
REPOSE SUR LES EFFORTS DE CHACUN ET
L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS**

Etude réalisée à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale
Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

■ Sandra HOIBIAN

■ JUIN 2011



CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Document réalisé à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale

Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective

Le département « Conditions de vie et Aspirations » est composé de Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Jörg Müller et Fanette Recours

C R E D O C

Avant-Propos

Ce document présente les résultats des questions insérées à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale dans la vague de début 2011 de l'enquête permanente du CRÉDOC sur « les Conditions de vie et les Aspirations ». Cette étude constitue la première vague d'un baromètre appelé à être suivi au cours des prochaines années.

Encadré 1 - Précisions méthodologiques

L'enquête a été réalisée en « face à face », entre décembre 2010 et janvier 2011, auprès d'un échantillon représentatif de 2 006 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus¹.

Trois grands thèmes ont été abordés :

- **La perception de la cohésion sociale par la population** : les évocations spontanées associées à cette expression, la perception de la force de la cohésion sociale en France, les facteurs de renforcement et de fragilité de la cohésion sociale, etc.
- **Quelques indicateurs tentant de mesurer la cohésion sociale en France** : le sentiment d'appartenance à tel ou tel échelon territorial (du quartier où l'on vit au monde dans son ensemble), le sentiment de solitude, la perception d'inégalités générationnelles, la confiance dans la possibilité pour chacun de trouver la place qu'il mérite dans la société, etc.
- **Les acteurs les plus à même d'améliorer la cohésion sociale** et les attentes vis-à-vis des pouvoirs publics.

¹ Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de début 2011 » (CRÉDOC, mars 2011).

Abstract

Social cohesion relies on public authorities intervention and everyone's efforts

Within the last twenty years “social cohesion” has become a notion broadly used by the media, in the political world, by associations as well as by other professional or institutional actors. The CREDOC conducted a survey in behalf of the *Direction Générale de la Cohésion Sociale* in order to explore public opinion on this topic. The perception that society has become individualistic and unequal is widely held. Eight out of ten people think that the society is poorly unified. However, the survey reveals some indicators that attenuate this negative view. These indicators show that social relations are not that loose as they may appear and that the feeling of belonging to the national territory is still prevalent. In order to strengthen the cohesion of the country French public opinion is pleading for the model of “mixt solidarity” combining the intervention of public power, which is meant to guarantee a certain level of well-being to everybody (housing, employment, access to a good level of education), and individual efforts intended to improve relations with the others. Mutual respect and tolerance appear as requirements in order to reconcile the individual claim for living one’s life independently by disengaging from rules and norms formerly imposed and the establishment of a united society.

Sommaire

Synthèse	6
<u>I – Pour l’opinion, la cohésion sociale repose en grande partie sur l’attitude de chacun</u>	12
1. La cohésion sociale évoque surtout la qualité des relations entre les citoyens.....	12
2. Un pré-requis : le respect mutuel	19
3. La cohésion sociale relève d’abord des efforts individuels mais s’appuie aussi sur les institutions	21
4. L’individualisme est perçu comme la principale menace de la cohésion sociale	25
<u>II - Une vision plutôt négative de la cohésion sociale.....</u>	29
1. Les Français déplorent une faible cohésion sociale	29
a. 83% jugent que la cohésion sociale en France n’est pas forte	29
b. Une confiance mitigée en autrui	30
c. Près d’une personne sur deux se sent « parfois » ou « souvent » seule	32
2. Plusieurs indicateurs viennent tempérer cette vision négative	37
a. Les nouvelles technologies permettent de nouer des liens avec de nouvelles personnes	37
b. Le corps social n’identifie pas de conflits générationnels	39
c. Une mixité sociale jugée satisfaisante	40
d. La France et la commune : les deux échelons auxquels la population se sent appartenir en priorité.....	44
3. Un sentiment d’injustice sociale.....	46
a. Seule une petite minorité a le sentiment que chacun peut trouver la place qu’il mérite dans la société	46
b. Le sentiment que les inégalités se creusent est très ancré dans l’opinion	52
c. Un sentiment d’injustice qui nourrit l’idée d’un pays peu uni.....	53
<u>III - Une attente d’action de la part des pouvoirs publics.....</u>	56
1. Les Français pensent que la cohésion sociale contribue beaucoup à améliorer la compétitivité économique.....	56
2. L’Etat est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale	58
3. Les pouvoirs publics doivent agir en priorité sur l’emploi, le logement et l’éducation	60
<u>Annexe 1. Post-codage des questions ouvertes.....</u>	63
<u>Annexe 2 – Tableaux complémentaires</u>	66
<u>Annexe 3 – Questionnaire</u>	87

Synthèse

Le respect mutuel, socle du « vivre ensemble »

Qu'entend l'opinion lorsqu'on lui parle de « cohésion sociale » ? Premier constat, l'expression est **très évocatrice** puisque 78% des interviewés en proposent spontanément une définition. Les deux mots riment, d'abord, avec l'idée de **relations harmonieuses entre membres de la société** (46%). 19% se figurent une société où l'on peut « vivre ensemble » en bonne entente, 18% mentionnent la solidarité dont chacun peut faire preuve avec ses pairs, 8% songent au « respect de l'autre ».

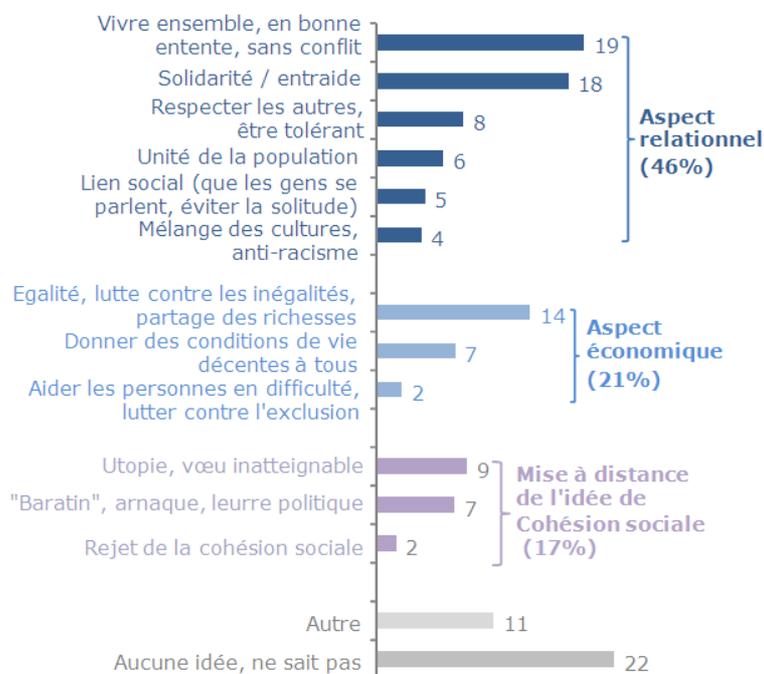
La dimension **économique** de la cohésion sociale est ensuite abordée par 21% des personnes interrogées, que ce soit à travers la thématique de l'égalité entre les citoyens, du partage des richesses (14%) ou de l'équité des conditions de vie (logement, travail, éducation, alimentation, soins, etc) qui rassemble 7% des suffrages.

Mais l'expression suscite également une **mise à distance** dans une part non négligeable du corps social (17% exactement). Certains parlent spontanément d'une utopie, d'un vœu pieu qui ne prendra jamais corps (9%), d'autres expriment des réserves très marquées, considérant qu'il s'agit là d'un

« attrape-nigaud » destiné à manipuler l'opinion (7%) et 2% manifestent leur rejet « du social » en évoquant l'idée d'assistanat. Les réticences sont plus présentes chez les catégories aisées et diplômées.

Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de «cohésion sociale»?

Question ouverte, réponses spontanées recodées à posteriori (en %)

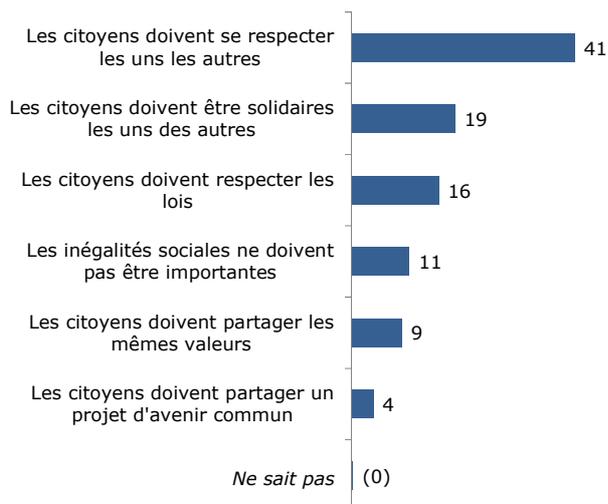


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Pour 41% de la population, **le respect mutuel** entre citoyens est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale. Il constitue, en quelque sorte, un pré-requis incontournable pour concilier le désir grandissant de chacun de tracer sa propre voie, loin de normes ou de conduites imposées, et l'édification d'une société

unie. Il introduit aussi une notion de réciprocité et la reconnaissance à chacun de sa valeur : autrement dit, j'attends pour moi-même autant de considération que j'en dois à autrui. L'opinion se montre par ailleurs relativement **pragmatique** et considère les conduites et les comportements (être solidaire, 19%, respecter des lois, 16%) plus indispensables à la cohésion sociale qu'un éventuel consensus autour de « valeurs communes » (9%), ou d'un « projet commun » (4%).

Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? (en %)



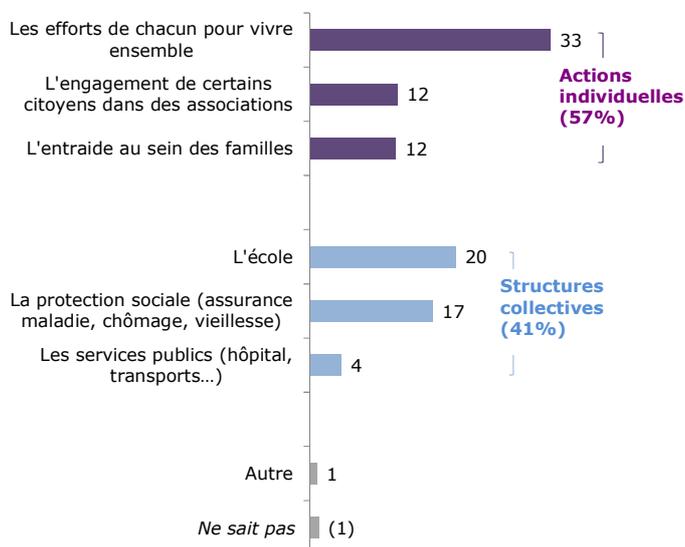
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

L'individu, au cœur de la cohésion sociale

L'individu se révèle la pièce maîtresse de la cohésion sociale dans l'esprit de l'opinion. « Les efforts de chacun pour vivre ensemble » arrivent ainsi en tête des facteurs renforçant la cohésion sociale (33%), signe que nos concitoyens, loin

d'être désengagés, se sentent pleinement responsables. Au-delà de la place accordée aux initiatives personnelles, nos concitoyens se montrent attachés à un **modèle alliant solidarité privée et solidarité publique**. L'école (20%) et la protection sociale (17%) occupent, en effet, à leurs yeux un rôle important pour renforcer la cohésion sociale.

Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Mais, comme une pièce de monnaie à double face, l'individu peut être le principal moteur de la cohésion sociale ou son pire ennemi. **L'individualisme** est en effet cité comme le premier facteur fragilisant (31%), devant les discriminations (15%), le chômage (13%) et la pauvreté (12%). Et, au total, l'image d'une société égoïste et repliée sur elle-même semble l'emporter puisque 83% de la population déplorent la **faiblesse de la cohésion sociale**.

Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Un lien social en demi-teinte

L'individualisme est-il aussi prégnant que les enquêtés le suggèrent ? Les différents indicateurs que nous avons intégrés dans l'enquête révèlent une réalité plus nuancée.

Près d'une personne sur deux adhère à l'idée qu'en règle générale, il est possible de **faire confiance aux autres** (47%), alors qu'une majorité considère à l'inverse que l'on n'est jamais assez méfiant (52%). Cette question est assez clivante, les catégories aisées et diplômées penchant plutôt du côté de la confiance tandis que les groupes modestes et fragilisés (chômeurs, personnes handicapées) sont plutôt défiantes.

Le sentiment de solitude n'affecte pas, lui non plus, toutes les franges du corps social de la même façon. Les personnes vivant seules, les familles monoparentales, les bas revenus et les personnes âgées sont plus durement touchées. Au total, 12% de la population déclarent **se sentir seuls** « souvent » et 35% éprouvent « parfois » ce sentiment. Pour autant, plusieurs éléments indiquent que **la sociabilité des Français se porte plutôt bien**. La participation associative

est très stable au cours des trente dernières années : elle concerne près d'une personne sur deux (45% exactement). Les liens avec la famille restent vivaces : 86% rencontrent régulièrement des membres de leur famille, la proportion est à peine moins élevée qu'au début des années 80 (-8 points). L'habitude de recevoir des amis a, quant à elle, plutôt tendance à progresser : 78% invitent des amis chez eux au moins une fois par mois en 2011, contre 65% en 1991. De plus, **Internet et les technologies de l'information** contribuent, d'une certaine manière, à enrichir cette sociabilité. 34% de la population déclarent ainsi avoir noué des liens avec de nouvelles personnes, au-delà de leur cercle habituel de connaissances grâce à Internet. Les publics traditionnellement familiers des nouvelles technologies (cadres, diplômés du supérieur, urbains) et en particulier les jeunes (69%) mais aussi les employés et des ouvriers (42%) se sont saisis de ces outils pour élargir leur cercle relationnel.

Entretenir des liens avec les autres, « vivre ensemble », c'est aussi pouvoir croiser quotidiennement des personnes issues d'horizons différents. La représentation d'une société hiérarchisée jusque dans son inscription géographique, avec des espaces de vie cloisonnés en raison de l'origine sociale ou ethnique des habitants revient fréquemment dans le débat public. Or, 76% réfutent l'idée que « dans leur quartier, les habitants se

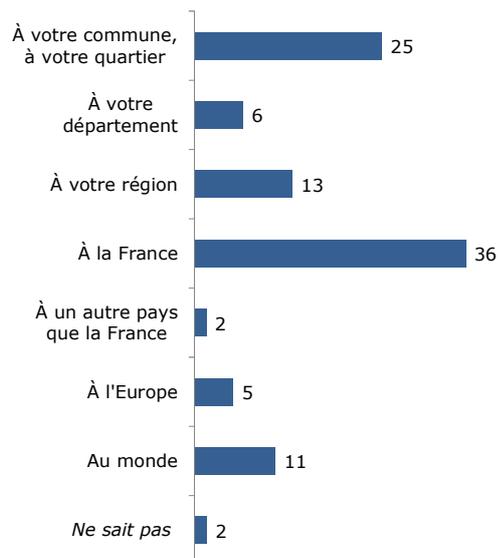
ressemblent trop et qu'il faudrait davantage de diversité ». Doit-on comprendre que la **mixité sociale** est jugée satisfaisante ? Ou faut-il y lire au contraire le désir de rester « entre-soi » et une faible appétence pour le mélange et la diversité ? En tout état de cause, on pourra remarquer que les catégories modestes se montrent plus critiques à ce sujet (30% regrettent le manque de diversité sociale dans leur quartier). Des travaux menés par ailleurs au Crédoc sur le logement et le cadre de vie invitent également à relativiser ce *satisfecit*. La complexité du choix du quartier d'habitation - qui doit prendre en compte à la fois les prix de l'immobilier, la proximité géographique avec le lieu de travail, l'école des enfants, la présence d'un réseau amical et familial, les préférences de cadre de vie, etc. - conduit à tempérer les critiques que l'on peut faire de son logement ou de son quartier, car il est bien souvent difficile de le quitter simplement, sans remettre en cause tous les arbitrages qui ont conduit à s'y installer.

Nous avons également abordé la question des liens entre les générations, et des places respectives accordées aux personnes âgées et aux jeunes dans notre société. 76% des Français assurent qu'aucune classe d'âge n'est favorisée aux dépens d'une autre. **Très peu identifiant des conflits générationnels** : seuls 13% décrivent une société où les jeunes sont lésés au profit de leurs aînés, et à peine

10% ont au contraire dans l'idée que les jeunes sont privilégiés au détriment des plus âgés.

Enfin, la force du lien entre les membres de la société se mesure aussi à travers le **sentiment d'appartenance à l'Hexagone**, qui s'articule autour de deux axes principaux : la France (36%) et la commune ou le quartier d'habitation (25%). Très peu (16%) se rattachent à un espace plus étendu (Europe 5%, Monde 11%) ou à un autre pays que la France (2%).

Auquel de ces lieux, avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Ce sentiment d'appartenance ne s'est d'ailleurs pas délité avec le temps. En dix ans, on observe même un recentrage sur l'échelon national, fruit de deux évolutions concomitantes : les seniors et habitants de communes de taille moyenne s'identifient moins à un échelon local,

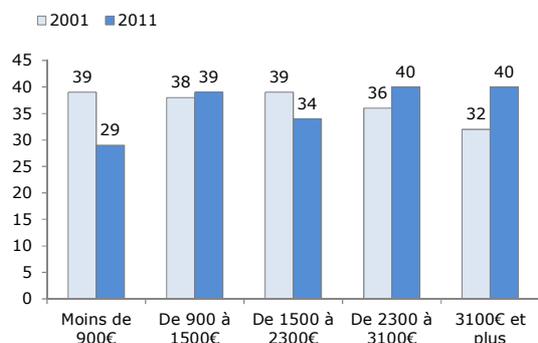
tandis que les classes moyennes (professions intermédiaires, diplômés du bac) s'inscrivent moins dans un espace international.

Au total, le lien social, dépeint si sévèrement par la population lorsqu'elle regrette l'absence de cohésion sociale, ne semble donc pas si fragile.

Un sentiment d'injustice sociale très ancré, qui nourrit l'idée d'une société fragmentée

En revanche, le sentiment d'inéquité est profondément installé dans l'opinion. **Seuls 38% de nos concitoyens pensent que la société française offre à chacun la place qu'il mérite vraiment.** Et si les perceptions se sont améliorées en haut de l'échelle des revenus en l'espace de dix ans, le sentiment de déclassement semble à l'inverse se diffuser dans les catégories modestes et les classes moyennes.

Adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société, selon le niveau de revenus (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Depuis vingt ans, domine aussi l'idée que **les inégalités de revenu vont en se creusant** : 86% considèrent que « les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés sont de plus en plus défavorisés ». L'impression d'injustice sociale trouve un écho dans de nombreux domaines : par exemple, 75% sont convaincus qu'il existe en France une médecine à deux vitesses, où l'on est mieux soigné lorsqu'on dispose d'argent ou de relations (une perception en constante progression depuis trente ans : +16 points depuis 1979).

Sans doute l'image d'une société fragmentée se nourrit-elle davantage de ces inquiétudes que d'une crainte relative à la montée de l'individualisme.

Une attente d'action de la part des pouvoirs publics

Les pouvoirs publics sont, dès lors, jugés les plus légitimes à intervenir pour redresser la situation. Lorsqu'on demande à la population de désigner les acteurs les mieux placés pour améliorer la cohésion sociale, l'**Etat** arrive en tête des réponses (35%), les mairies rassemblent 12% des suffrages, les services sociaux et services publics spécialisés 9%, les départements ou régions 9%. Au total, 65% de la population attendent une action des pouvoirs publics, contre 19% qui s'en remettent aux habitants eux-mêmes, ou 6% aux solidarités familiales.

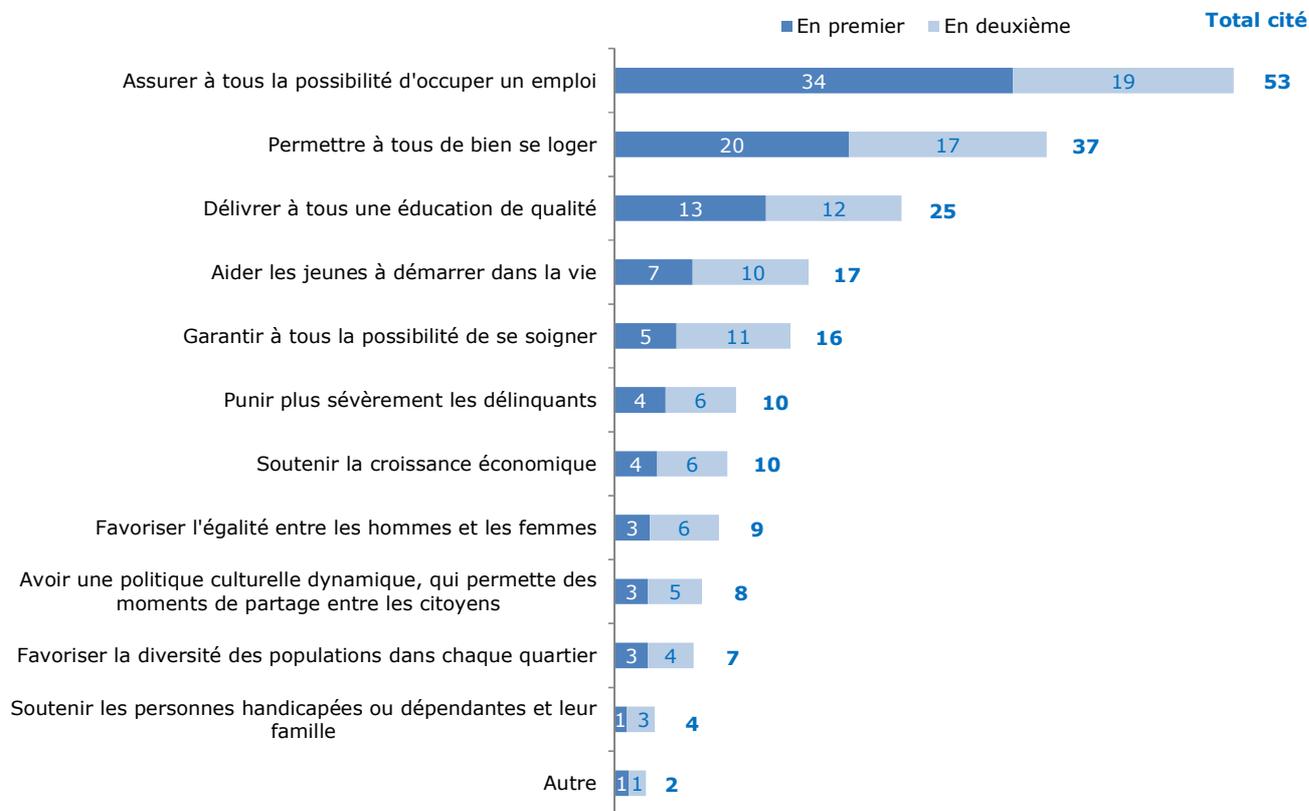
Les Français demandent principalement à la puissance publique la garantie d'accès pour tous à **l'emploi (53%)** et au **logement (37%)**, des domaines dans lesquels nos concitoyens rencontrent aujourd'hui des difficultés sévères. **L'éducation** est, elle aussi, perçue comme un levier important de la cohésion sociale (25%).

En définitive, la population semble attendre de l'Etat qu'il intervienne en **amont des ruptures**. En garantissant à tous un accès équitable aux biens fondamentaux (emploi, logement, éducation), les pouvoirs publics peuvent limiter les lignes de fracture au sein du corps social. En assurant à tous des

conditions de vie décentes, la puissance publique **donne aussi à chaque individu la capacité d'assumer** pleinement la responsabilité de ses choix, et favorise l'émergence de relations apaisées entre membres de la société.

L'intervention de l'Etat s'impose d'autant plus que, aux yeux des enquêtés, l'économique et le social sont intimement liés : 90% de la population pensent ainsi que la cohésion sociale contribue à améliorer la **compétitivité économique du pays**, 46% estimant même qu'elle y contribue « beaucoup ».

Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

I – Pour l’opinion, la cohésion sociale repose en grande partie sur l’attitude de chacun

1. La cohésion sociale évoque surtout la qualité des relations entre les citoyens

La notion de « cohésion sociale » rencontre, depuis une vingtaine d’années, un écho grandissant dans les médias, le monde politique, associatif, professionnel ou institutionnel. Organismes internationaux, Union européenne, ministères² l’ont mis au rang de leurs objectifs politiques ou de leurs préoccupations, parfois en lieu et place de concepts connexes tels que la « solidarité » ou l’« action sociale », la « paix sociale », la « réduction des inégalités » ...

Elaboré par Emile Durkheim en 1893³, le concept a largement évolué au cours du temps et il revêt aujourd’hui des acceptions multiples, tant les approches conceptuelles ont été nombreuses et fluctuantes selon les périodes, les cultures ou le rôle des acteurs impliqués⁴. Difficile d’en donner une définition stabilisée et exhaustive. On pourra néanmoins évoquer les dimensions suivantes :

- La notion **d’unité**. Au sens étymologique, la cohésion se définit comme la propriété d’un ensemble - unité - dont toutes les parties sont intimement unies. Celle-ci peut tout à la fois signifier une unité **des valeurs, des normes, un projet commun**. On pourra notamment se référer à la notion de capital social défini par Robert D. Putnam comme « *un ensemble de relations, de valeurs et de normes communes et de confiance qui permet une action collective en vue d’objectifs partagés* »⁵.
- La **réduction des inégalités** est également souvent invoquée, de façon à ce que « *les écarts entre les individus et les groupes sociaux [soient] réduits ou du moins*

² L’Unesco promeut la cohésion sociale en mars 1995, à Copenhague, au sommet mondial pour le développement social. Le Traité de Lisbonne (2009) consacre la triple ambition de la « cohésion économique, sociale et territoriale » parmi les objectifs de l’Union européenne.

³ Emile Durkheim, *De la division du travail social, étude sur l’organisation des sociétés supérieures*, Thèse présentée à la Faculté des lettres de Paris, Alcan, Paris, Presses Universitaires de France (réédition 1978).

⁴ Parmi les nombreuses discussions sur le sujet, voir par exemple le guide méthodologique du Conseil de l’Europe : « *La cohésion sociale n’est pas un concept « scientifique » ou technique. Elle résulte plutôt d’exercices interprétatifs que les acteurs institutionnels et les individus autonomes dégagent dans l’exercice de leur responsabilités collectives face à la résolution des conflits* ». *Elaboration concertée des indicateurs de la cohésion sociale*. Guide méthodologique, Editions du Conseil de l’Europe, 2005.

⁵ Robert D. Putnam, « Tuning in, tuning out. The strange disappearance of social capital in America », *Political Science and Politics*, vol. 28, n°4, 1995, p. 664-683.

acceptables »⁶. La cohésion sociale recouvre également la recherche de la **lutte contre les exclusions** (prise en charge du handicap, des personnes âgées, aide aux familles vulnérables...) et les **mécanismes de redistribution et de protection sociale**.

- Mais la cohésion sociale dépasse le périmètre traditionnel de l'action sociale - qui intervient traditionnellement en réparation des ruptures - pour s'intéresser aux modes de création des **liens sociaux**, intégrant le "**vivre-ensemble**" et la **citoyenneté**. La cohésion sociale est la force des liens sociaux qui unissent les membres d'un groupe social. A ce titre, la participation à la vie sociale, que ce soit à travers l'engagement politique, associatif, ou syndical, peut en constituer un marqueur.
- **Le bien-être** : le Conseil de l'Europe définit la cohésion sociale comme étant « *la capacité de la société à assurer le bien-être de tous et d'éviter les disparités et les polarisations [...] le bien-être ne peut être atteint s'il n'est pas partagé. Une partie de l'humanité ne peut vivre bien si l'autre est dans le mal-être ou si elle y parvient aux dépens des générations futures, en léguant à ses propres enfants et petits-enfants un monde incertain, aux ressources appauvries* »⁷.

Au-delà des différentes définitions académiques ou politiques de la cohésion sociale, quelle **idée s'en font les premiers concernés**, à savoir les citoyens eux-mêmes ?

Le premier constat qui s'impose à la lecture des résultats est la **richesse** des évocations liées au concept. C'est une surprise compte-tenu de son apparition relativement récente dans la sphère publique. **78% des Français proposent une définition**. Les évocations spontanées se rapportent à trois dimensions.

Le principal registre d'évocations a trait aux relations entre les membres de la société française et rassemble **46% des verbatim**. Plusieurs idées sont tour à tour

⁶ « Dans son acception courante, la cohésion sociale comporte trois composantes : l'égalité, le lien social et l'unité. Elle qualifie un état social dans lequel les écarts entre les individus et les groupes sociaux seraient réduits ou du moins acceptables et où les individus seraient insérés dans des liens d'appartenance leur donnant le sentiment d'être membres à part entière d'une même communauté pacifiée »⁶. La Cohésion Sociale - Séminaire 2007, Dossier n°3 du CERC, (Conseil Emploi Revenus Cohésion Sociale), Avril 2008.

Judith Maxwell a fourni une définition de la cohésion sociale qui sert souvent de référence au Canada : « La cohésion sociale se construit sur les valeurs partagées et un discours commun, la réduction des écarts de richesse et de revenu. De façon générale, les gens doivent avoir l'impression qu'ils participent à une entreprise commune, qu'ils ont les mêmes défis à relever et qu'ils font partie de la même collectivité. ». Social dimensions of economic growth, Conférences commémoratives Eric Jhon Hanson, vol VIII, Université de l'Alberta, 1996 http://www.cprn.org/documents/15744_fr.pdf.

⁷ Le bien-être pour tous. Concepts et outils de la cohésion sociale, *Tendances de la cohésion sociale* n°20, Editions du Conseil de l'Europe, novembre 2008.

exprimées. 19% des enquêtés définissent ainsi la cohésion sociale comme la capacité de la population à « **vivre ensemble** », à atteindre une « *bonne entente sociale* », voire pour certains une société « *sans conflits* », en « *symbiose* ».

La « **solidarité** », « *l'entraide* » arrivent au second rang des citations (18%). La cohésion sociale consiste alors pour les enquêtés à « *aider les autres* », à « *se serrer les coudes* ». Cette vision rejoint peu ou prou celle de Marcel Mauss⁸, pour qui le don et le contre-don entretiennent la cohésion du groupe par le développement d'une dette éternellement renouvelée, issue des multiples échanges entre ses membres. « *S'entraider* », « être solidaire » c'est donner son aide, son appui en cas de difficulté et recevoir en retour cette même aide.

8% conçoivent la cohésion sociale comme le « **respect de l'autre** », « *la tolérance* » et « *l'acceptation mutuelle des différences* ». 6% mentionnent la capacité des individus à « **unir leurs forces** ». La notion est également synonyme de **lien social** pour 5% des interviewés, qu'il s'agisse d'avoir de bonnes « *relations de voisinage* », de « *communiquer* » avec les autres, ou d'entretenir des liens d'amitié avec ses pairs. Enfin 4% font référence à l'idée **d'intégration** des différentes cultures présentes dans la société française, appelant de leurs vœux une plus grande « *mixité sociale* » et l'« *intégration des minorités* ».

La cohésion sociale revêt ensuite une **dimension économique pour 21% des Français**. Il s'agit tout d'abord de « *mieux partager les richesses* » afin de limiter « *les différences entre le niveau de vie des gens* » (14%). 7% associent la cohésion sociale à la capacité de la société à offrir des conditions de vie décentes à tous : « *que tout le monde ait un travail, un logement* », « *que tout le monde puisse se nourrir correctement* ». 2% mentionnent l'aide aux plus démunis, en situation de rupture ou d'exclusion.

Pour autant le terme ne fait pas consensus. **17% de la population expriment de fortes réserves**. Certains jugent l'idée irréaliste, relevant du domaine de **l'utopie, voire du vœu pieu** (9%) et d'autres (7%) expriment une très forte suspicion à son encontre et n'hésitent pas à qualifier l'expression de « *fumisterie* », de « *baratin* », de « *manipulation politique* », etc.

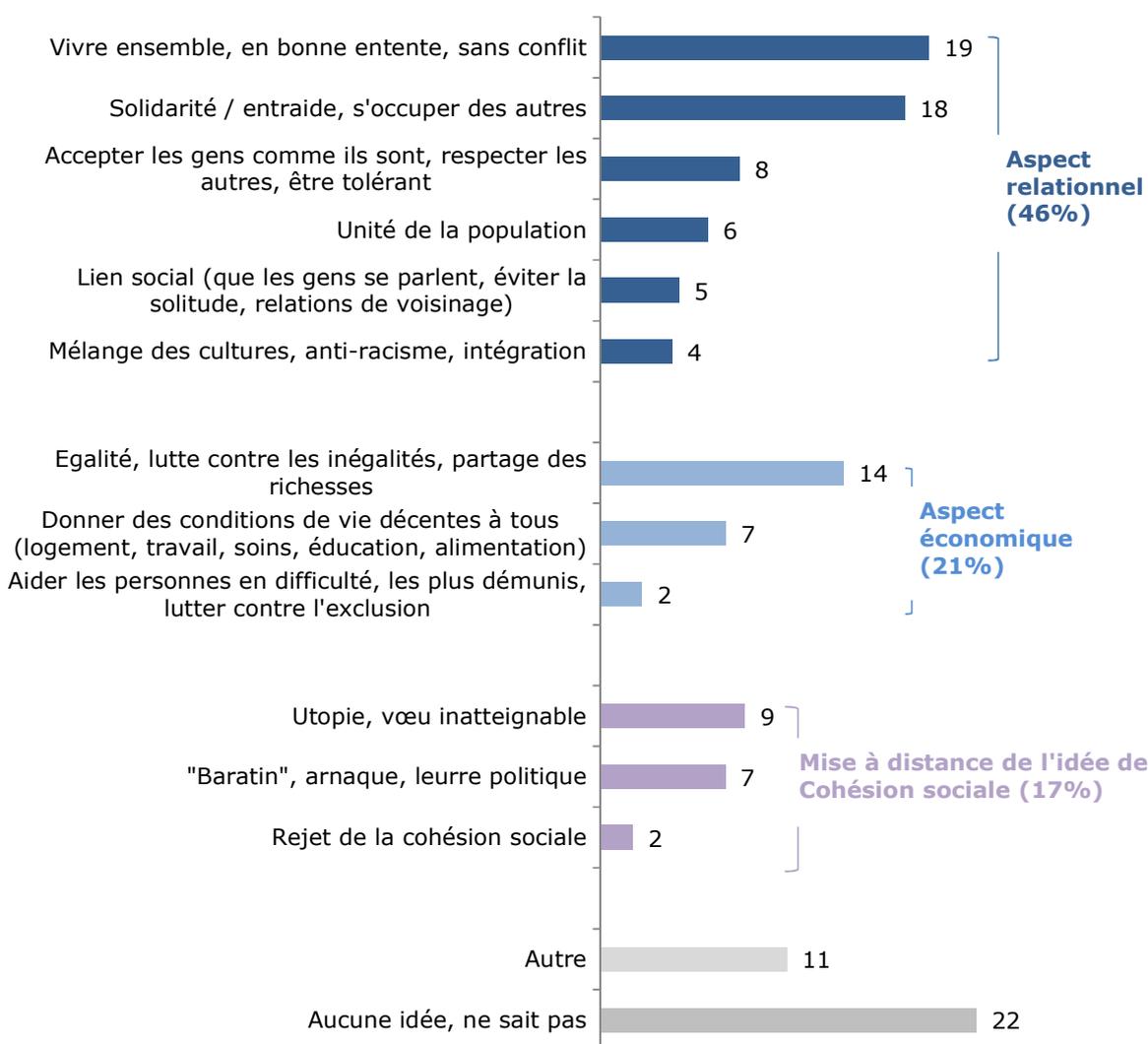
Enfin, il convient de souligner que près d'un **quart de la population ne sait pas quelle signification** attribuer au concept de cohésion sociale. A titre de comparaison, dans un tout

⁸ Marcel Mauss, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. », initialement paru dans *L'Année sociologique*, seconde série, 1923-1924. In Presses Universitaires de France, collection « Quadrige grands textes », octobre 2007

autre domaine, nous avons interrogé en juin 2010 nos concitoyens sur les idées qui leur venaient à l'esprit lorsqu'ils entendent l'expression « développement durable ». La méthodologie d'enquête était comparable (question formulée de la même façon, échantillon et mode d'administration de l'enquête identiques). Seuls 13% n'ont aucune idée sur le sujet⁹.

Graphique 1 - Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « Cohésion sociale »?

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à posteriori (en %) -



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Détail des verbatim des enquêtés en annexe p.63

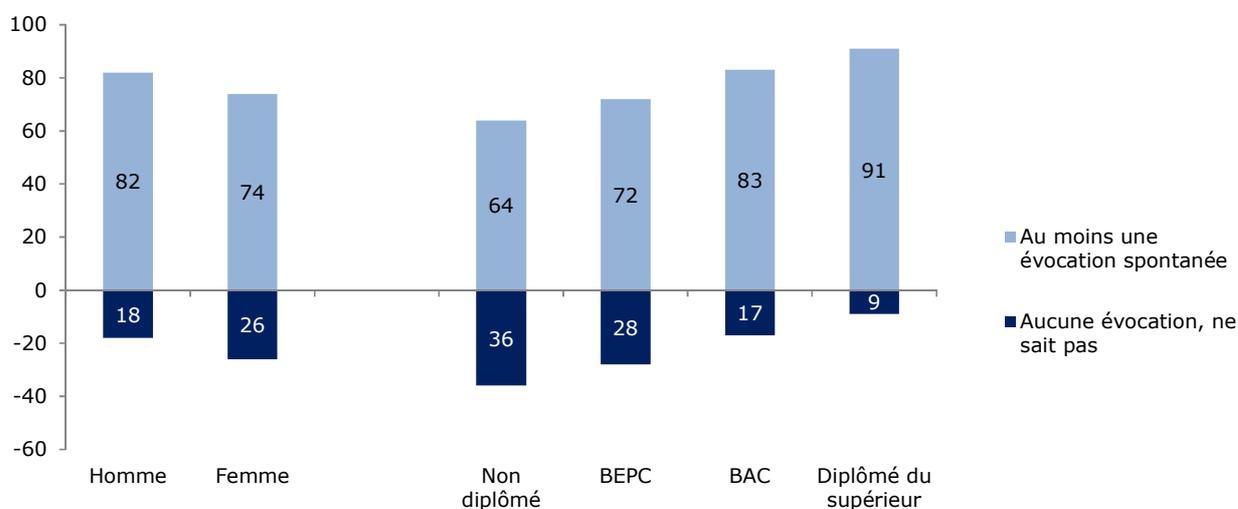
Nota : Le total des réponses est supérieur à 100, car les interviewés pouvaient donner plusieurs réponses. Les personnes regroupées dans la proposition « aucune idée, ne sait pas » n'ont donné aucune autre réponse.

⁹ Cf. Sandra Hoibian, *Enquête sur les attitudes et comportements des Français en matière d'environnement (édition 2010)*, Etude réalisée pour l'ADEME, Collection des rapports du CRÉDOC, n°270, octobre 2010, <http://www.CRÉDOC.fr/pdf/Rapp/R270.pdf>

L'expression est d'autant plus porteuse de sens que l'on est mieux placé dans l'échelle sociale : diplômés, personnes avec des revenus élevés, cadres et professions intellectuelles supérieures se montrent les plus prolixes. Lorsque l'on compare les effets du sexe, de l'âge, du diplôme, des revenus, de la profession et de la taille de l'agglomération de résidence via une analyse économétrique, le niveau d'études se révèle le critère le plus explicatif des réponses. Un diplômé du supérieur a 3 fois plus de chances d'avoir une idée de ce que recouvre la notion de cohésion sociale qu'une personne disposant du bac (cf. régression logistique Tableau 21 p.67).

Les **hommes** sont plus nombreux à proposer une définition du concept que les femmes. Cet écart est confirmé en contrôlant les effets de diplôme et de profession. La différence est relativement inattendue, si l'on tient compte par exemple du caractère très féminin des métiers du champ social¹⁰. Mais c'est une spécificité que l'on observe souvent dans des questions de connaissance : les hommes se montrent souvent moins hésitants dans leurs réponses.

Graphique 2 – Propension à donner une définition de la cohésion sociale selon le sexe et le diplôme (en %)

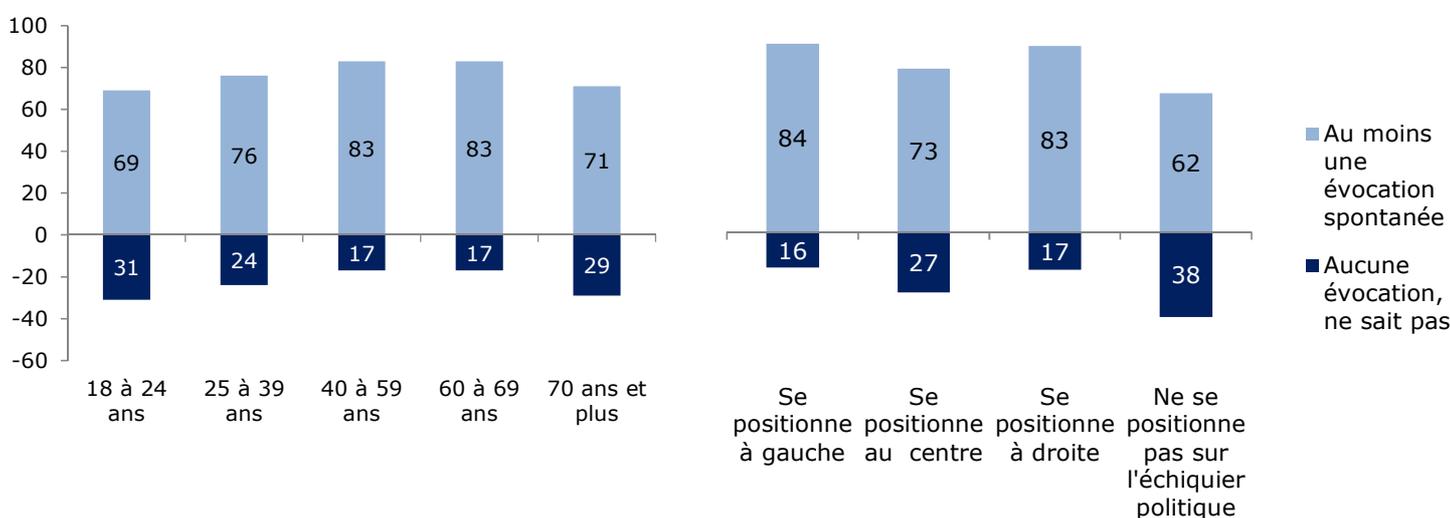


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

¹⁰ François Chevalier, Isabelle Macario-Rat, Anne Mansuy, « Une photographie du marché du travail en 2007 », *Insee Première*, n°1206, INSEE, aout 2008, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1206/ip1206.pdf> « trois femmes sur dix travaillent dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, contre à peine un homme sur dix ».

La connaissance de la notion de cohésion sociale est également sujette à des variations notables selon **la politisation des individus**. 27% de ceux qui se placent au centre de l'échelle politique et 38% des personnes qui n'affichent aucune conviction n'accrochent spontanément aucune signification à la cohésion sociale. A l'inverse, sympathisants de gauche comme de droite se montrent plus à l'aise avec le concept (84% et 83% proposent une définition). D'ailleurs la notion fait davantage sens chez les personnes **d'âge mûr** (entre 40 et 70 ans) que chez les jeunes lesquels sont, en moyenne, un peu moins politisés. Au sommet de la pyramide des âges, la méconnaissance du concept chez les plus de 70 ans tient probablement davantage au plus faible niveau de formation de cette classe d'âge.

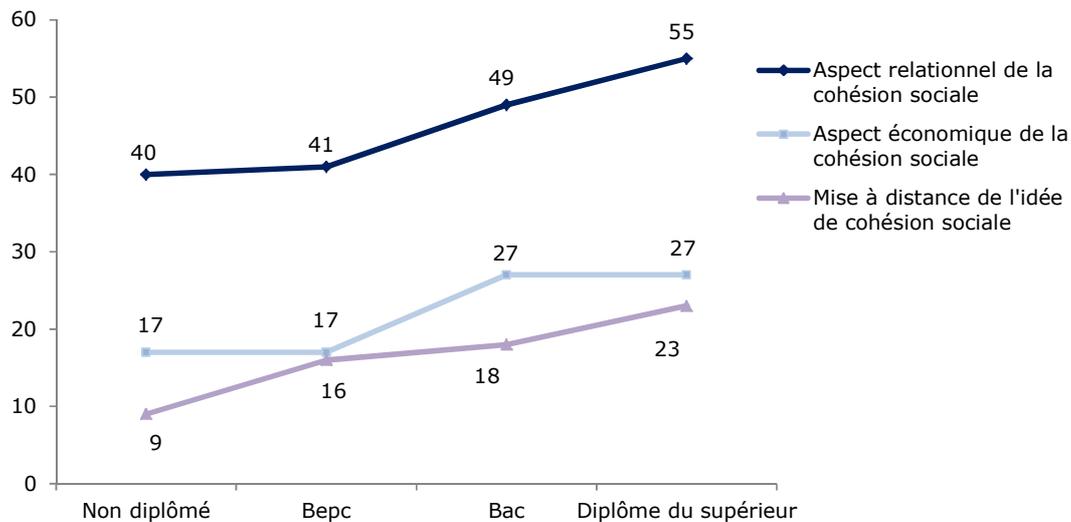
Graphique 3 – Propension à donner une définition spontanée de la cohésion sociale selon l'âge et l'identification de l'individu à la sphère politique (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

La meilleure appréhension de l'expression par certains groupes sociaux n'implique pas une adhésion sans faille au concept. Certes, à mesure que le niveau de formation de l'individu progresse, les aspects économiques et sociaux sont de plus en plus évidents pour l'interviewé. Mais il convient de signaler que les **réserves s'amplifient** également lorsque le niveau de diplôme progresse (23% des citations des diplômés du supérieur contre 9% chez les non-diplômés). C'est d'ailleurs une constante au sein des groupes qui connaissent le mieux l'expression (cadres et professions intellectuelles supérieures et professions intermédiaires, personnes avec des revenus élevés).

Graphique 4 – Principaux registres évoqués spontanément à propos de la cohésion sociale en fonction du diplôme (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011
Le détail complet des réponses selon les catégories socio-démographiques figure p.69

Les classes les plus aisées (avec des revenus supérieurs à 3100€ par mois) sont les plus nombreuses à évoquer les notions de **solidarité et d'entraide** (23% contre 18% en moyenne) et de **lutte contre les inégalités de revenus / partage des richesses** (20% contre 14% en moyenne).

Tableau 1 – Principales évocations spontanées de la cohésion sociale (en %)

	Vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit	Solidarité, entraide, s'occuper des autres	Egalité, lutte contre les inégalités, partage des richesses	Utopie, vœu inatteignable	Accepter les gens comme ils sont
Ensemble de la population	19	18	14	9	8
. Dont revenus mensuels du foyer inférieurs à 900 €	(16)	(17)	(11)	(6)	(9)
. Dont revenus mensuels du foyer compris entre 900 et 1500 €	23	14	11	(6)	(6)
. Dont revenus mensuels du foyer compris entre 1500 et 2300 €	18	16	10	10	(7)
. Dont revenus mensuels du foyer compris entre 2300 et 3100 €	23	17	15	(7)	9
. Dont revenus mensuels du foyer supérieurs à 3100 €	18	23	20	13	10

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Si l'identification politique influe sur la connaissance du concept, elle génère en revanche assez peu de divergences de contenu. La dimension du lien entre les individus prédomine

quel que soit le positionnement. Tout au plus les sympathisants de gauche se montrent un peu plus préoccupés des inégalités et de l'aide aux plus démunis (26%). Mais les écarts restent relativement ténus avec les personnes se situant à droite.

Tableau 2 – Principales évocations spontanées de la cohésion sociale selon l'identification politique (en %)

	Aspect relationnel de la cohésion sociale	Aspect économique de la cohésion sociale	Mise à distance de la cohésion sociale	Total
Ensemble de la population	46	21	17	100
Dont se positionne à gauche	49	26	18	100
Dont se positionne au centre	46	18	13	100
Dont se positionne à droite	49	21	19	100
Dont ne se positionne pas sur l'échiquier politique	35	14	15	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

2. Un pré-requis : le respect mutuel

Quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? Comment établir des relations harmonieuses entre les individus ? L'opinion est formelle : le **respect mutuel** est la pierre angulaire de l'édifice, loin devant tout autre impératif (41%). Autrement dit, nos concitoyens s'en remettent, avant tout, à la **responsabilité et l'initiative personnelles** pour créer du lien social. La notion de respect mutuel fait écho à la place occupée par l'individu dans nos sociétés. « Les citoyens doivent se respecter les uns les autres » introduit une notion de réciprocité : pour bâtir la cohésion sociale, il faut **accepter de reconnaître à chacun sa valeur**. En un mot, j'attends pour moi-même autant de considération que j'en dois à autrui.

Deuxième constat, l'opinion se montre relativement **pragmatique** et aborde la cohésion sociale sous un jour relativement concret. La cohésion sociale repose davantage sur des **conduites**, des comportements que sur un éventuel consensus autour de « valeurs communes » ou d'un « projet commun » qui recueillent tous deux une part très minoritaire des suffrages (respectivement 9% et 4%).

Certains travaux mettent à jour le désir des individus de suivre leur chemin personnel en

s'affranchissant des règles ou normes autrefois imposées¹¹. La population réaffirme probablement ici ce désir, à la fois en octroyant une place prépondérante au « respect d'autrui » et en reléguant en fin de classement la question des valeurs et du projet commun. Respecter la diversité des valeurs et des objectifs qui animent aujourd'hui les membres de la société apparaît ainsi comme la condition indispensable à une société à la fois pluraliste et pacifiée.

Graphique 5 - La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation.

Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ?
(en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

La hiérarchie des réponses est la même pour toutes les catégories de la population. On pourra toutefois pointer quelques variations mineures. Le respect mutuel séduit plus largement les jeunes, les diplômés du bac et les moins engagés politiquement. La solidarité est davantage mentionnée par les personnes à bas revenus. Tandis que les personnes âgées et les sympathisants de droite se montrent plus sensibles au respect des lois.

¹¹ Voir par exemple Pierre Bréchon et Olivier Galland, « L'individualisation des valeurs », Armand Colin, 2010

Tableau 3 –La condition la plus indispensable à la cohésion sociale selon les groupes sociaux (en %)

Les citoyens doivent se respecter les uns les autres (41% en moyenne)	Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres (19% en moyenne)	Les citoyens doivent respecter les lois (16% en moyenne)
18-24 ans (46%) 25-39 ans (46%) Diplômés du bac (46%) Ne se positionne pas sur l'échiquier politique (49%)	Revenus du foyer inférieurs à 900 € par mois (24%)	60-69 ans (22%) 70 ans et plus (22%) Retraités (21%) Se positionne à droite (22%)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011
Le tableau détaillé des résultats par catégories sociales figure p.70

En définitive les réponses sont surtout dictées par **la connaissance** du concept de cohésion sociale. Les personnes pour lesquelles l'expression n'évoque rien spontanément sont particulièrement réceptives au respect des individus et des lois. Les autres jugent la solidarité et la lutte contre les inégalités plus essentielles.

Tableau 4 –La condition la plus indispensable à la cohésion sociale selon la propension à donner une définition spontanée de l'expression (en %)

	Ensemble de la population	Dont :	
		Donne une définition spontanée de la cohésion sociale	Ne sait pas spontanément donner une définition de la cohésion sociale
Les citoyens doivent se respecter les uns les autres.....	41	39	46
Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres	19	20	15
Les citoyens doivent respecter les lois.....	16	15	21
Les inégalités sociales ne doivent pas être importantes	11	12	(6)
Les citoyens doivent partager les mêmes valeurs	9	9	10
Les citoyens doivent partager un projet d'avenir commun ...	4	5	(1)
Ne sait pas	(0)	(0)	(1)
Total	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

3. La cohésion sociale relève d'abord des efforts individuels mais s'appuie aussi sur les institutions

Pour l'opinion, la cohésion sociale repose avant tout sur **les efforts de chacun pour vivre ensemble** (33% des réponses, Graphique 6). L'individu, à travers ses actions, ses efforts envers l'autre, est donc vu comme le principal ciment de la société. La désaffection de nos concitoyens pour les formes d'actions collectives traditionnelles (hausse de l'abstention, diminution du syndicalisme, rejet des institutions, etc.) pourrait laisser penser que les

individus se sont, d'une certaine manière, désinvestis du collectif. Ils semblent ici affirmer le contraire : loin de se montrer désengagés, **nos concitoyens se sentent au premier chef responsables et acteurs de la cohésion sociale.**

L'école occupe ensuite une place importante dans la construction du « vivre ensemble » (20% des réponses). Probablement, en premier lieu, parce qu'il s'agit d'un **lieu de rencontre et de mixité sociale**, quand bien même celle-ci serait imparfaite. La classe et la cour de récréation sont ainsi des lieux d'échange et de socialisation. L'école est en outre un des derniers « **passages obligés** » des individus dans une société où les parcours s'affranchissent de plus en plus de rites et de parcours autrefois partagés par tous (mariage, église, armée, etc.). Mais le rôle joué par l'école dans la cohésion sociale tient sans doute aussi, à sa mission **de transmission des valeurs républicaines**. François Dubet explique ainsi que « *L'école républicaine française a voulu former des citoyens français adhérant aux représentations "sacrées" de la nation, de la raison et de la République au-delà de leurs différences de classes* »¹². Enfin, rappelons le rôle de plus en plus central joué en France par le **diplôme dans l'intégration sociale** et, à l'inverse, l'absence de diplôme dans l'exclusion¹³.

Troisième pilier, la **protection sociale** recueille 17% des suffrages. L'assurance maladie, la protection chômage, vieillesse, etc. participent fortement à créer une société unie du point de vue des enquêtés. Cette adhésion aux mécanismes de protection sociale n'est pas nouvelle. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » montre même que depuis plus de vingt ans, une majorité de nos concitoyens estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis, quelle que soit la conjoncture économique (62% en 2011). Parallèlement, de nombreux signes montrent une inquiétude grandissante par rapport au système de protection sociale, qu'il s'agisse des débats autour de la réforme des retraites, ou de celle du système de santé : une part croissante de la population s'accorde à penser que « quand on a de l'argent et des relations, on est mieux soigné » (75% en 2011, contre 54% en 1980).

Les mécanismes d'entraide au sein de la cellule familiale plus ou moins élargie (12%) sont un peu moins cités. Ceci peut paraître étonnant au regard de l'attachement de nos concitoyens à la famille (60% déclarent par exemple que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu). Ces résultats s'inscrivent plus généralement dans le désir de la population de prendre ses distances avec différentes communautés d'appartenance (famille, profession, communauté religieuse, etc.) : les « efforts de chacun » n'ont pas

¹² Dubet François, « Déclin de l'institution et/ou néolibéralisme ? », *Education et sociétés*, 2010/1 n° 25, p. 17-34.

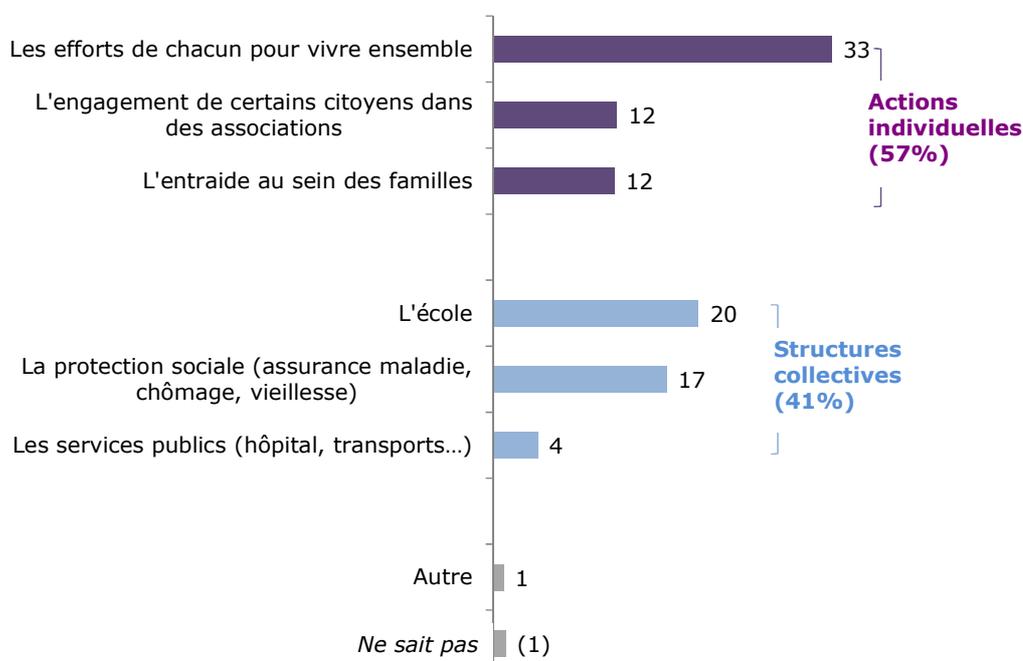
¹³ Duru-Bellat Marie, « *L'inflation scolaire : les désillusions de la méritocratie* », Éd. du Seuil, 2006.

nécessairement besoin d'en passer par la famille pour être créateurs de lien social¹⁴.

Les **services publics** (transports, hôpital) sont très peu cités (4%). Ecartons tout d'abord l'hypothèse d'un désaveu des services publics. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » montre en effet que 57% de la population estiment qu'ils fonctionnent bien (soit 14 points de plus que la proportion de Français persuadés du contraire : 43%). En revanche, force est de constater que le lien avec la cohésion sociale est peu évident pour le grand public.

Au total, si l'on devait résumer ces différents résultats, les actions individuelles (efforts de chacun, engagement associatif ou entraide familiale) doivent se conjuguer avec l'influence des structures collectives (école, protection sociale, service publics) : respectivement 57% et 41% des opinions. Les Français semblent montrer leur attachement à un **modèle mixte, alliant solidarité privée et solidarité publique**. Un modèle que Esping-Andersen¹⁵ distingue du régime social-démocrate des pays scandinaves où l'Etat joue un important rôle distributeur, du modèle libéral (anglo-saxon) qui met l'accent sur la responsabilité individuelle et la régulation par le marché, ou du modèle méditerranéen (Italie, Espagne, Grèce, Portugal) où les solidarités familiales sont encore très vivaces.

Graphique 6 - Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

¹⁴ Pour plus de détail sur cette thématique voir, Régis Bigot, Patricia Croutte, et Sandra Hoibian, « Début 2011 : Corps social convalescent », *Note de conjoncture sociétale*, CRÉDOC, avril 2011

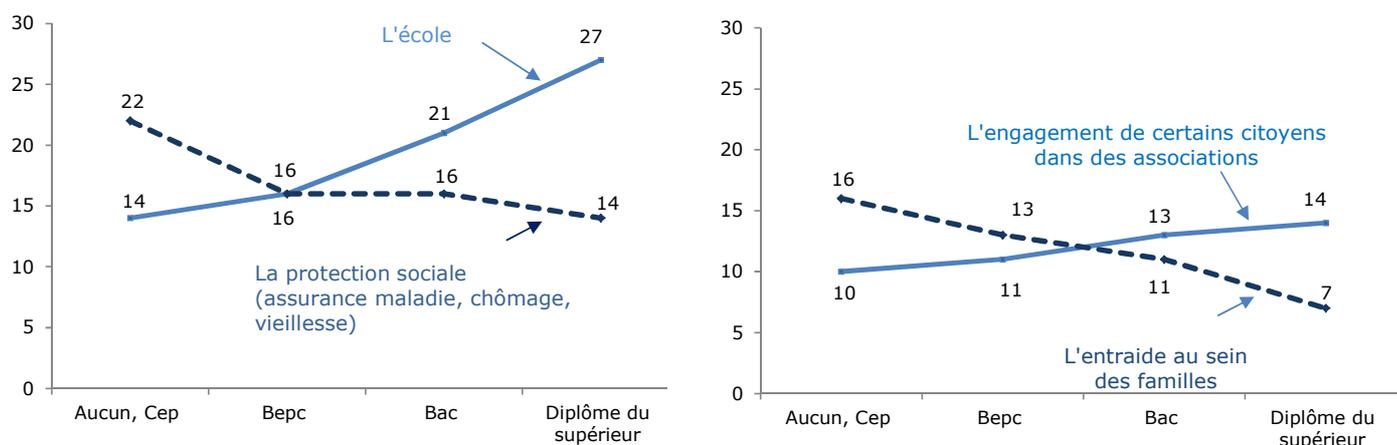
¹⁵ Gosta Esping-Andersen, *Three Worlds of Welfare Capitalism*, Polity Press, Cambridge, 1990

« Les efforts de chacun pour vivre ensemble » sont quasi-unaniment considérés comme le socle de la cohésion sociale dans toutes les franges de la population, à l'exception notable des **jeunes**, qui placent l'école en tête de leurs réponses (cf. tableau p.71).

Le **niveau socio-culturel** contribue ensuite à cliver assez sensiblement les appréciations. A mesure que le niveau d'études s'élève, la « protection sociale », incontournable pour 22% des personnes sans formation, fait place à l'école, source de lien collectif pour 27% des diplômés du supérieur. Les cadres et professions intellectuelles supérieures (31%), les personnes ayant des revenus élevés (26%) et les habitants de l'agglomération parisienne (31%) se montrent aussi particulièrement attachés à l'école et à son rôle de creuset républicain. Ces divergences tiennent évidemment à la place occupée par ces aspects du *Welfare state* aux deux extrémités de l'échelle sociale. Les non-diplômés sont en effet plus directement concernés par la protection sociale, car davantage sujets aux aléas de la vie (chômage, maladie, etc)¹⁶. Les personnes n'ayant pas fait d'études sont probablement aussi moins disposées à consacrer l'importance de l'école.

Un phénomène de vases communicants similaire s'observe entre **action associative et entraide familiale**. Rappelons à ce sujet que l'engagement associatif est, de longue date, plus important chez les diplômés du supérieur (59% en 2011 chez les diplômés du supérieur contre 29% chez les non-diplômés). Tandis que la famille occupe une place beaucoup plus importante chez les personnes sans diplôme. En 2011, notre enquête montre ainsi que 79% des non-diplômés adhèrent à l'idée que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » contre seulement 43% chez les diplômés du supérieur.

Graphique 7 – Les facteurs renforçant la cohésion sociale selon le diplôme (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

¹⁶ A titre d'exemple, selon les enquêtes emploi 2008, le taux de chômage des non-diplômés est 2,7 fois plus élevé que celui des personnes qui disposent d'un niveau au moins égal à bac +2. Dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », 26% des non-diplômés jugent leur état de santé peu ou pas du tout satisfaisant, contre 6% des diplômés du supérieur.

Les opinions politiques orientent assez peu les réponses. Les individus s'identifiant plutôt à droite jugent les efforts de chacun un peu plus indispensables (34% contre 29% à gauche), et l'engagement associatif moins important (9% contre 16% à gauche). Mais la hiérarchie des réponses varie somme toute assez peu.

Signalons enfin que les personnes déclarant souffrir d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme, soit selon notre enquête 25% de la population en 2011, sont plus sensibles au rôle joué par la protection sociale que les autres (21% contre 15%).

4. L'individualisme est perçu comme la principale menace de la cohésion sociale

L'individu est décidemment la pièce maîtresse de la cohésion sociale aux yeux des Français. D'un côté, les efforts de chacun envers l'autre constituent le principal ciment du vivre ensemble. De l'autre, l'individu peut également se révéler son principal ennemi. 31% de la population considèrent en effet que **l'individualisme** est la principale source de fragilité de la cohésion sociale. Sur le plan théorique, la notion d'individualisme a été l'objet de nombreux travaux, qu'il serait difficile de résumer ici. On pourrait définir le terme comme une conception de la société qui place l'individu en son centre et qui vise à favoriser son autonomie personnelle, sa liberté et ses droits par rapport à des contraintes ou des normes imposées par des institutions sociales, religieuses ou politiques. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen est souvent citée comme le symbole de ce courant, dans la mesure où elle vise à instaurer le respect de l'individu en tant que personne. Mais le terme a probablement été compris par les interviewés dans son acception la plus courante, désignant une forme **d'égoïsme** et de repli sur soi, où chacun agit dans son propre intérêt, sans se préoccuper des autres.

Se hissant à la deuxième place du classement, 15% des Français jugent que les **discriminations** portent atteinte à l'unité de la société. Rappelons que nos concitoyens sont, depuis longtemps, sensibles à la question des inégalités¹⁷. Or les discriminations constituent précisément une « inégalité de traitement », si l'on se réfère à la définition proposée par la Halde (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité). Les discriminations, qu'elles portent sur l'origine, le sexe, le handicap, l'orientation sexuelle,

¹⁷ Michel Forsé et Olivier Galland, « *Les Français face aux inégalités et à la justice sociale* », Armand Colin, 2011

etc ; nuisent à l'égalité des chances de chaque individu et, par là-même, à son inscription dans une histoire collective.

Mais l'individu et la place que lui accorde la société ne font pas tout. Les **conditions de vie matérielles** semblent aussi déterminantes pour assurer une certaine unité de la population. **Le chômage (13%) et la pauvreté (12%)** entravent la possibilité de vivre ensemble, d'entretenir des liens avec les autres. La crise économique et l'augmentation sensible du taux de demandeurs d'emploi ont sans nul doute amplifié les inquiétudes face au chômage, qui figure au premier rang des préoccupations des Français en 2011 (avec 40% des suffrages) avec la pauvreté en France (31%) parmi une liste de sujets aussi divers que les maladies, l'insécurité, l'environnement, les tensions internationales¹⁸.

Les autres propositions – mondialisation, comportements malhonnêtes, communautarisme, inégalités hommes-femmes, racisme – apparaissent moins menaçantes pour la cohésion sociale, même si elles peuvent, par ailleurs, préoccuper le corps social¹⁹.

Graphique 8 - Selon vous, qu'est-ce qui, aujourd'hui en France, fragilise le plus la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

¹⁸ Régis Bigot, Patricia Croutte et Sandra Hoibian, « 2011 : corps social convalescent », *op.cit.*

¹⁹ La mondialisation est par exemple aujourd'hui principalement perçue comme source d'inconvénients (62% en 2011 contre 46% en 2002) et moins comme source d'avantages qu'il y a dix ans (33% en 2011 contre 43% en 2002).

Le Tableau 5 montre que la hiérarchie des menaces varie peu en fonction de ce que l'on pense des facteurs d'intégration : les plus convaincus du rôle de l'école dans la cohésion sociale se montrent un peu plus inquiets des discriminations, et les partisans de l'entraide familiale préoccupés par le chômage, mais les divergences de point de vue sont très limitées.

Tableau 5 - La vision des éléments qui fragilisent le plus la cohésion sociale, selon l'opinion sur les facteurs qui y contribuent le plus

	Ensemble de la population	Dont cite comme principal moteur de la cohésion sociale...					
		Les efforts de chacun pour vivre ensemble	L'école	La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse)	L'engagement de certains citoyens dans des associations	L'entraide au sein des familles	Les services publics (hôpital, transports...)
L'individualisme.....	31	35	29	28	31	33	(22)
Les discriminations	15	13	20	15	15	14	(13)
Le chômage	13	11	12	15	(11)	18	(20)
La pauvreté	12	12	10	13	(12)	14	(13)
Les comportements malhonnêtes	10	10	11	12	(10)	(9)	(7)
Le repli de certains sur leur communauté	7	7	9	(4)	(8)	(5)	(7)
La mondialisation	4	(4)	(3)	(5)	(5)	(2)	(10)
Le racisme.....	4	(4)	(3)	(4)	(4)	(5)	(6)
Les inégalités entre les hommes et les femmes	2	(2)	(1)	(2)	(2)	(1)	(1)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

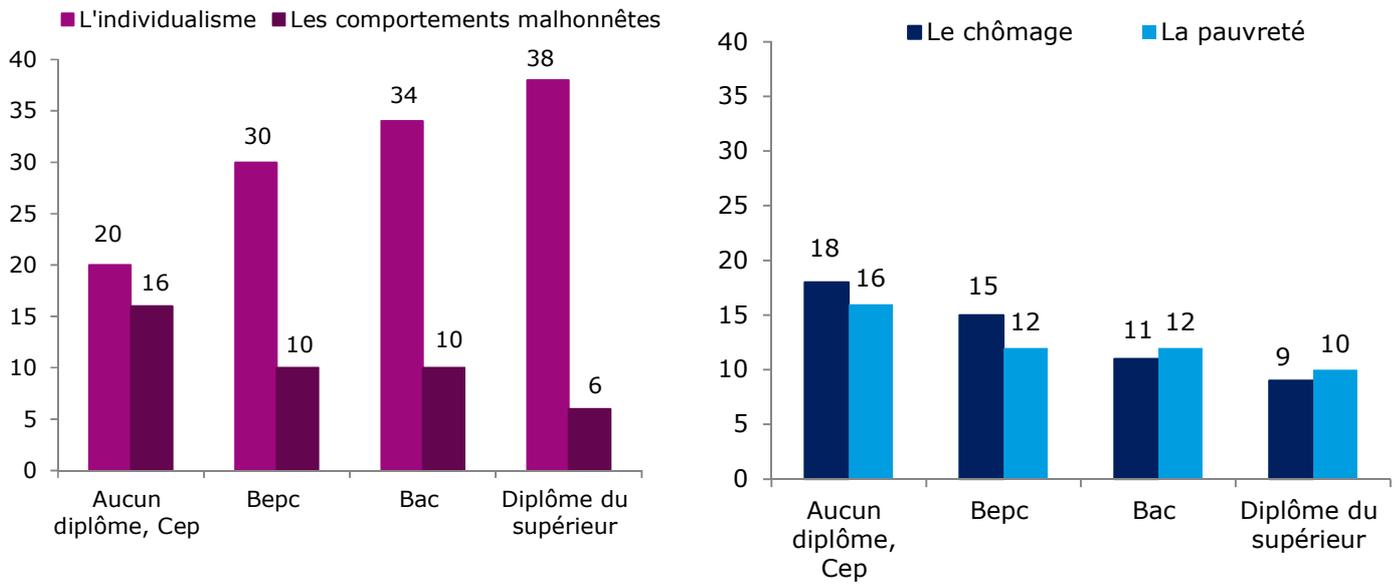
Lecture : 35% de ceux qui voient les « efforts de chacun pour vivre ensemble » comme ce qui contribue le plus à la cohésion sociale considèrent que celle-ci est surtout fragilisée par l'individualisme.

Le diplôme exerce ici encore une forte influence sur les perceptions. La crainte d'une société égoïste et peu soucieuse du bien-être d'autrui progresse à mesure que le capital culturel des interviewés augmente (Graphique 9). Dans le même temps, les plus diplômés se montrent moins inquiets des conséquences des comportements malhonnêtes sur la cohésion sociale. Dans « La France à travers ses valeurs »²⁰, Etienne Schweisguth montre à ce sujet que les diplômés sont en moyenne plus tolérants à la fraude que les personnes sans formation.

A l'inverse, les non-diplômés, en situation plus précaire, se montrent plus soucieux de l'impact de la pauvreté et du chômage sur l'unité du pays.

²⁰ Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia, « La France à travers ses valeurs », Armand Colin, 2009. La tolérance à la fraude est mesurée dans cette enquête au travers de l'attitude vis-à-vis de comportements divers tels que « demander des indemnités au-delà de ce à quoi on a droit », « tricher dans sa déclaration d'impôts si on en a la possibilité », « mentir pour défendre son intérêt personnel », « accepter un pot-de-vin dans l'exercice de ses fonctions », « payer en liquide pour éviter les impôts », « s'arranger pour ne pas payer le billet dans le train ou l'autobus »).

Graphique 9 – Les facteurs fragilisant la cohésion sociale selon le diplôme (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Notons enfin que la question des discriminations semble plus impérieuse aux sympathisants de gauche (17%) et aux personnes non politisées (16%) qu'aux sympathisants de droite (10%).

II - Une vision plutôt négative de la cohésion sociale

1. Les Français déplorent une faible cohésion sociale

a. 83% jugent que la cohésion sociale en France n'est pas forte

Se jugent-ils eux-mêmes individualistes ? Où déplorent-ils que leurs pairs le soient ? Toujours est-il que nos concitoyens jugent plutôt négativement la cohésion de la société française : plus de huit personnes sur dix s'accordent à penser qu'elle n'est « pas très forte », 28% allant même jusqu'à la juger « pas du tout forte ».

Graphique 10 - Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ?
(en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Pour comprendre les ressorts de ce constat assez sombre, nous avons mobilisé plusieurs autres variables de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations ». En particulier, nous avons cherché à déterminer les liens entre l'idée que se font les interviewés de la cohésion sociale et leur niveau de vie personnel, leur « bien-être » matériel ou psychologique, leur position sociale (profession- catégorie sociale, âge, sexe, etc.), leurs opinions sur l'action des pouvoirs publics, l'idée qu'ils se font de la justice sociale, leurs perspectives d'espoir face à l'avenir, etc.

Le premier constat qui s'impose est que, quels que soient les angles d'analyse choisis, la cohésion du pays est perçue comme fragile.

En particulier, une fois n'est pas coutume, **la perception qu'ont les interviewés de la cohésion sociale semble indépendante de leur situation personnelle**. Les caractéristiques sociales jouent assez peu. On aurait pu s'attendre à ce que les personnes les moins fortunées, les plus en difficulté (actifs en situation d'emploi précaire, chômeurs, etc.) soient plus négatifs que les autres. Ce n'est pas le cas. Au contraire, les plus diplômés (85%) et les personnes aisées (88%) se montrent plus critiques que les autres (Tableau 27

p.73), probablement en liaison avec leur forte inquiétude vis-à-vis de l'individualisme. De même, les conditions de vie de nos concitoyens, approchées par des indicateurs aussi variés que l'importance des charges de logement dans le budget, l'espace dont on dispose chez soi, la satisfaction vis-à-vis de son cadre de vie quotidien, la fréquentation d'équipements sportifs et culturels ou l'habitude de partir en vacances sont sans influence.

b. Une confiance mitigée en autrui

Comment créer du lien social, des relations apaisées entre citoyens sans confiance dans les échanges entre les individus ? Plusieurs travaux²¹ ont ainsi attiré l'attention sur l'importance de la confiance dans les relations inter-individuelles et plus généralement, pour la société. La notion de « *capital social* » décrite notamment par Robert Putnam se réfère ainsi à la valeur collective créée par les réseaux sociaux et les systèmes d'entraide qui en découlent, créant un « *ciment qui lie les communautés, les organisations, les entreprises et les différents groupes sociaux et éthiques* »²². Une société empreinte de confiance serait ainsi plus unie.

Si la confiance envers autrui est, sans conteste, une des facettes de la cohésion sociale, il n'est pas pour autant facile de la mesurer. Un même individu pourra, selon les circonstances ou les interlocuteurs (famille, amis, relations professionnelles ou parfaits inconnus) se montrer plus ou moins méfiant. Laurent Eloi a très justement rappelé les nombreuses questions que soulève la mesure de la confiance depuis le début des années 1950 dans les enquêtes américaines sur les valeurs, puis ensuite dans les enquêtes internationales (European Value Survey et World Value Survey)²³.

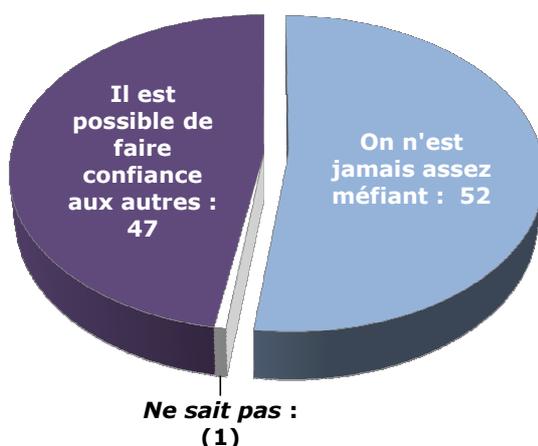
Nous avons dans notre enquête repris une formulation proche de celle utilisée dans ces enquêtes, mais pas complètement identique, en posant la question suivante aux enquêtés « *En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ?* ». La population se divise alors très nettement en deux groupes d'un poids quasi-équivalent. D'un côté les personnes qui adhèrent à l'idée qu'il est possible de faire confiance aux autres (47%) et de l'autre, celles qui pensent qu'on n'est jamais assez méfiants (52%).

²¹ Voir par exemple Yann Algan et Pierre Cahuc, « La société de défiance, Comment le modèle social français s'autodétruit », éditions rue d'Ulm/ Presses de l'École Normale Supérieure, 2007

²² F. Fukuyama, *Trust : The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, New York, The Free Press, 1995.

²³ Laurent Éloi, « Peut-on se fier à la confiance ? », *Revue de l'OFCE*, n° 108, 2009

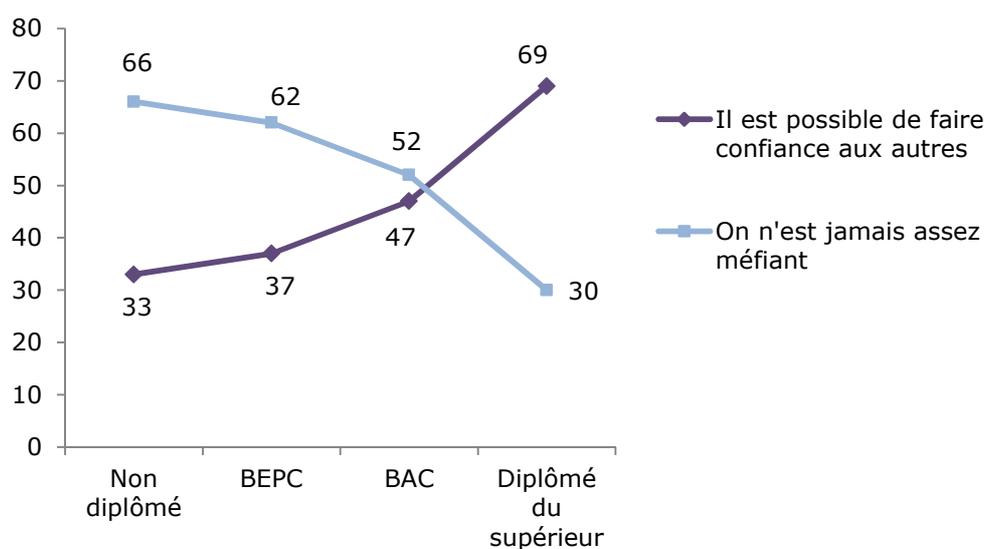
Graphique 11 - En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Les attitudes sont loin d'être homogènes d'un groupe à l'autre. **La place dans l'échelle sociale prédispose à une plus ou moins grande confiance en autrui** (Graphique 12). Les diplômés du supérieur (69%), les cadres et professions intellectuelles supérieures (74%), les professions intermédiaires (60%), les personnes disposant de revenus supérieurs à 3100€ (58%) se déclarent, en règle générale, très majoritairement confiants. Plusieurs explications peuvent être avancées. D'une part, l'instruction peut aider à lever des inquiétudes et à aborder les relations avec les autres avec plus d'assurance. D'autre part, les personnes de condition modeste ont pu être plus souvent confrontées à des situations de vie plus difficiles.

Graphique 12 – Attitude de confiance ou de méfiance selon le diplôme (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011
 Les résultats de cette question dans les différents groupes sociaux sont détaillés p.74

Trois autres caractéristiques influent sur les attitudes en la matière :

- Les personnes les plus **vulnérables** – personnes handicapées ou souffrant de maladie chronique, chômeurs - se montrent plus méfiantes que les autres (56% dans les deux groupes).
- **L'âge** joue aussi. Alors que les jeunes semblent hésiter entre méfiance (50%) et confiance (50%), à partir de 60 ans la méfiance est majoritaire (55%).
- **L'orientation politique** imprime également sa marque sur les jugements. A gauche, la confiance l'emporte (54%), à droite les avis sont partagés, au centre et chez les personnes qui ne se positionnent pas, la méfiance domine (58% et 62%).

c. Près d'une personne sur deux se sent « parfois » ou « souvent » seule

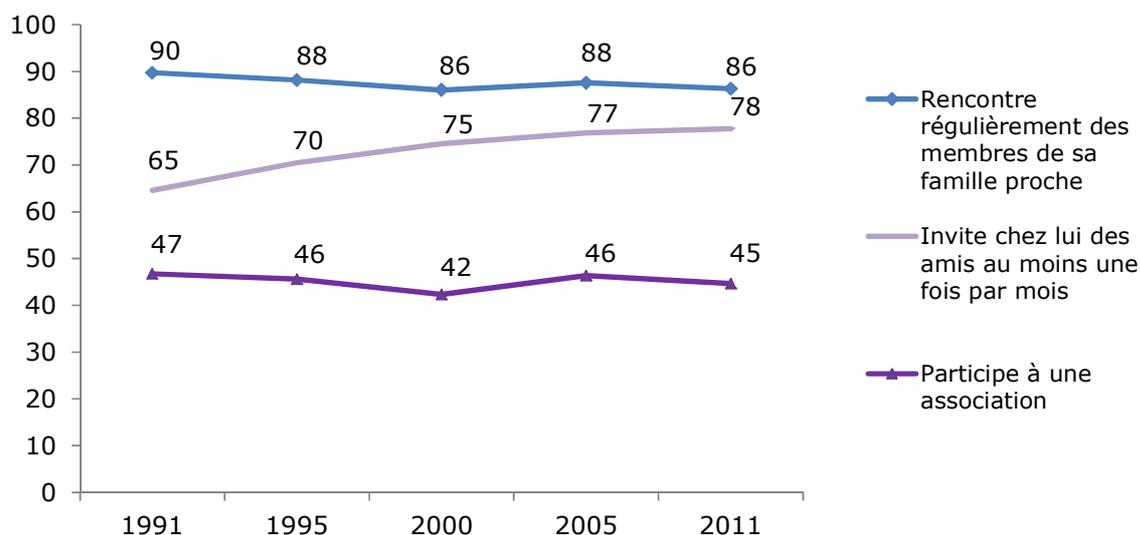
Nous l'évoquions dans le premier chapitre, la cohésion sociale résonne avant tout avec l'idée de relations entre les individus. « *Cohésion ça veut dire entente, essayer de s'entendre entre les gens* », « *des gens proches les uns des autres* », « *une entraide entre les gens* », « *de la solidarité* », « *s'occuper les uns des autres* », « *être sociable avec les gens, bien s'entendre avec les voisins* », « *les liens entre les individus* », etc.

Comment appréhender ces relations ? De multiples aspects peuvent être intégrés. On pourra chercher à mesurer l'étendue du réseau relationnel d'une personne, l'intensité de ces liens (se sent-on très proche d'une personne ou s'agit-il d'une simple connaissance ?), la fréquence avec laquelle on rencontre ses amis ou des membres de la famille, le nombre de personnes à qui on parle chaque semaine, le sentiment de pouvoir compter sur autrui en cas de difficulté, l'implication dans des organisations collectives et citoyennes.

L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » intègre ainsi depuis plusieurs décennies certaines de ces facettes. Le Graphique 13 montre que, en 2011, pas moins de 86% des Français rencontrent régulièrement des membres de leur famille proche, 78% invitent chez

eux des amis une fois par mois ou plus souvent, 45% participent à une association²⁴. Le suivi dans le temps de ces indicateurs révèle par ailleurs une très forte stabilité dans le temps de ces formes de sociabilité. **Loin de se déliter, le lien social, ainsi approché, semble toujours aussi vivace qu'il y a vingt ans.** La fréquence de rencontre avec les amis a même sensiblement progressé (+13 points entre 1991 et 2001).

Graphique 13 – Quelques indicateurs de l'évolution du lien social



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Pour compléter ces aspects quantitatifs, nous avons choisi, dans le cadre de l'étude menée pour la DGCS, d'aborder la question du **sentiment de solitude, tel que l'éprouvent les individus**. 52% disent ainsi ne « jamais » se sentir seuls, 35% éprouvent parfois ce sentiment et 12% sont souvent affectés par la solitude.

Notons tout d'abord que la proportion d'une personne sur dix se sentant « souvent seule » est convergente avec des résultats d'autres études. L'enquête « Statistic and Income and Living Conditions » d'Eurostat (SILC) comptabilise ainsi en 2006 10% de Français déclarant ne pas pouvoir demander de l'aide à des amis, relations ou voisins²⁵, soit 3 points de plus que la moyenne européenne (7%), plaçant ainsi la France parmi les trois pays les plus touchés par l'isolement relationnel. Si l'on compare à présent les 12% de personnes ressentant souvent un sentiment de solitude avec les travaux menés par Jean-Louis Pan Ké Shon, on constate une relative stabilité dans le temps : en 2001, 11% de la population

²⁴ Ce chiffre recouvre la participation à au moins une association parmi les suivantes : association culturelle, sportive, religieuse, mouvement de jeunesse, association estudiantine, syndicat, association de défense de l'environnement, de parents d'élèves, association de consommateur ou parti politique

²⁵ Source : « Social participation and social isolation », Methodologies and working papers, Commission européenne, 2010, http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-RA-10-014/EN/KS-RA-10-014-EN.PDF. A titre d'exemple, seuls 2% des individus déclarent ne pas pouvoir faire appel à leur entourage au Danemark, 3% en Espagne, 5% en Allemagne.

n'avaient eu que quatre contacts ou moins d'ordre privé au cours d'une semaine²⁶.

Que dire ensuite de cette répartition de la population ? La lecture de ces résultats est très dépendante des **normes et exigences sociétales** : une société où l'on se sent « parfois seul », est-elle une société marquée par un manque de lien social ? Ou au contraire, est-ce « normal », « acceptable » de se sentir parfois seul ?

Graphique 14 - Vous arrive-t-il de vous sentir seul ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Le sentiment de solitude ne touche pas indifféremment toutes les franges de la société. Le **statut matrimonial et la situation familiale** dessinent les premières lignes de partage. Alors que la proportion de personnes se sentant « parfois ou souvent » seules est inférieure à 40% chez les couples, elle culmine à 70% ou plus chez les séparés, divorcés ou veufs. Les personnes élevant seules leurs enfants – familles « monoparentales » – ressentent plus durement la solitude (63%) que les couples sans enfants (37%). La présence d'enfants apparaît donc moins influente que la vie de couple sur le sentiment de solitude. Notons d'ailleurs que la vie à deux semble favoriser la sociabilité au-delà du couple lui-même, au moins dans le cadre familial : 89% des personnes en couple déclarent en effet rencontrer régulièrement des membres de leur famille contre 81% chez les personnes vivant seules ou 80% des familles monoparentales. En un mot, le cercle familial s'élargit aux familles des deux conjoints²⁷ (Tableau 6).

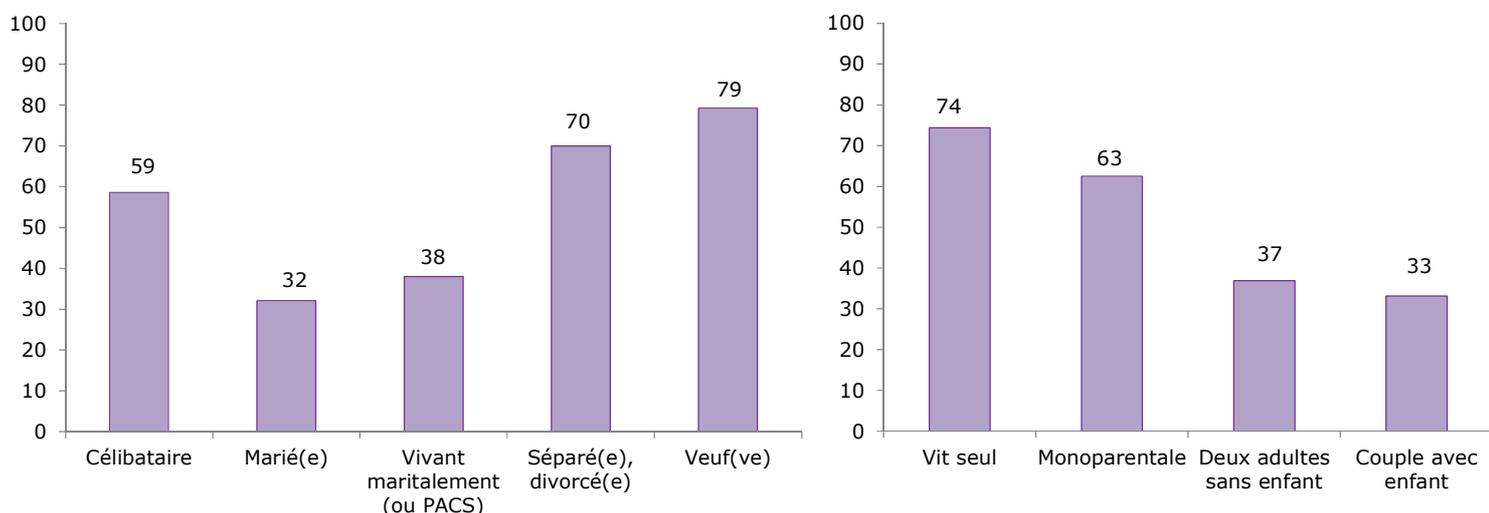
Les **personnes vivant seules** sont très affectées par un sentiment de solitude (24%) en dépit de contacts réguliers avec leurs amis et leur famille (Tableau 6). Mais il faut probablement aussi y voir un effet de l'âge. En effet, lorsqu'on distingue les personnes seules selon leur âge, on constate que les plus de 60 ans sont plus nombreux à se sentir « souvent » seuls (29% contre 21% des moins de 60 ans) et surtout, qu'ils ont un réseau relationnel amical beaucoup moins développé : seuls 59% des personnes vivant seules âgées de plus de 60 ans rencontrent leurs amis régulièrement, contre 78% en moyenne (Tableau 6).

²⁶ Jean-Louis Pan Ké Shon, Isolement relationnel et mal-être, Insee Première n°931, novembre 2003, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip931.pdf

²⁷ Sur ces aspects, voir Régis Bigot, *Quelques aspects de la sociabilité des Français*, Cahier de recherche n°169, CRÉDOC, décembre 2001, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C169.pdf>

La progression du célibat, le vieillissement de la population, l'augmentation des foyers de personnes seules (20% des foyers en 1962, 33% en 2006)²⁸ sont donc autant de tendances lourdes, invitant à suivre avec attention dans le temps l'évolution du sentiment de solitude.

Graphique 15 – Proportion de personnes se sentant « parfois ou souvent seules » selon le statut matrimonial et la structure familiale (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 6 – Proportion de personnes se sentant « souvent seules », fréquence de rencontre avec des membres de la famille proche ou des amis selon la structure familiale

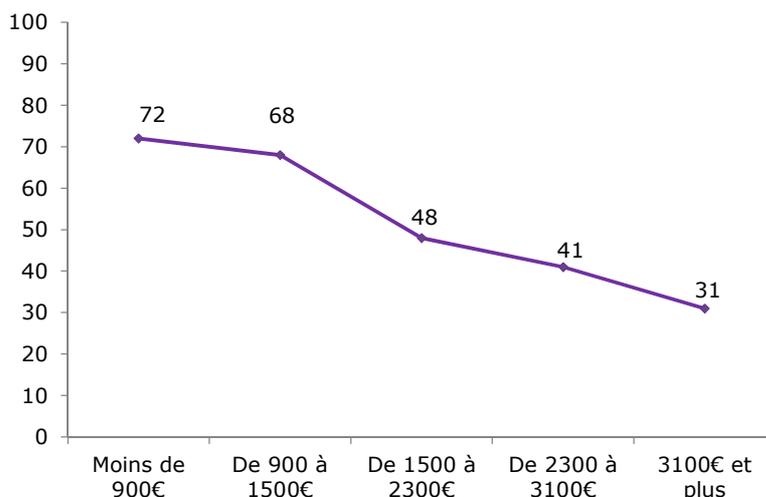
	Ensemble de la population	Dont :					
		Personne vivant seule	Dont personne vivant seule, âgée de moins de 60 ans	Dont personne vivant seule, âgée de 60 ans ou plus	Mono-parentale	Deux adultes sans enfant	Couple avec enfant
Se sent souvent seul	12	24	21	29	(26)	6	7
Rencontre régulièrement des membres de sa famille	86	81	81	82	80	89	89
Rencontre ses amis au moins une fois par mois.....	78	70	80	59	81	78	81

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Le niveau de ressources joue également un rôle important. Le sentiment de solitude touche ainsi 72% des bas revenus contre seulement 31% en haut de l'échelle des revenus. Cette influence se confirme lorsqu'on analyse les réponses dans les différentes catégories professionnelles et niveaux de diplôme.

²⁸ http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/france/couples_menages_familles/menages_nombre_personnes

Graphique 16 – Proportion de personnes se sentant « parfois ou souvent seules » selon le niveau de revenus (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

On pourra citer quatre autres descripteurs sociaux influant sur le sentiment de solitude, parfois liés les uns aux autres :

- L'âge : jeunes et personnes âgées se sentent plus souvent seuls qu'en moyenne (respectivement 52% et 57%).
- Le sexe : les femmes se montrent plus touchées (56%) que les hommes (39%). Rappelons qu'en moyenne les femmes sont un peu moins diplômées et un peu plus âgées que les hommes.
- La catégorie d'agglomération : contrairement aux idées reçues, le sentiment de solitude n'est pas plus présent dans les grandes villes ou en région parisienne, mais culmine dans les agglomérations de taille moyenne (56%).
- Le statut professionnel : le sentiment de solitude passe de 41% chez les actifs à 56% chez les chômeurs, confirmant le rôle du travail dans l'intégration sociale²⁹. Occuper un emploi, c'est aussi avoir un statut social, et également avoir un tissu relationnel plus étendu.
- Notons enfin que le sentiment de solitude est plus prégnant chez les personnes affectées d'une maladie chronique ou d'un handicap (59%) que chez celles qui en sont épargnées (44%).

²⁹ Voir des travaux antérieurs réalisés au CRÉDOC sur ce sujet. Régis Bigot, « L'instabilité professionnelle développe un sentiment de mal-être et fragilise les liens sociaux », *Consommation et modes de vie* n°203, mai 2007, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/203.pdf>

2. Plusieurs indicateurs viennent tempérer cette vision négative

a. Les nouvelles technologies permettent de nouer des liens avec de nouvelles personnes

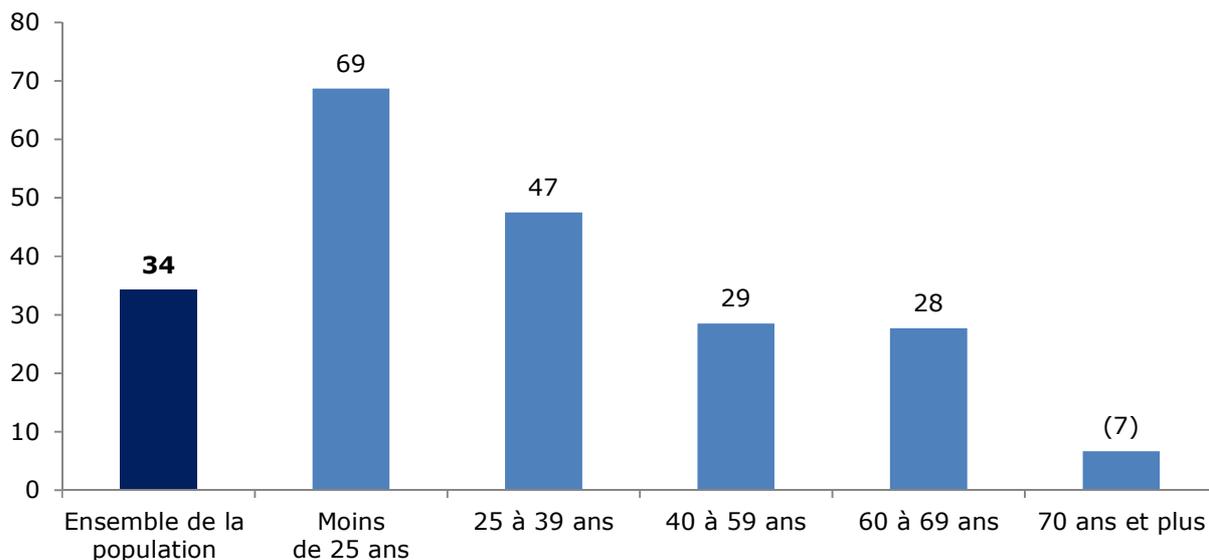
De nombreuses études ont montré la complémentarité des liens sociaux établis grâce aux multiples nouveaux modes de communication. Téléphone mobile (échanges vocaux ou textuels), courriels, blogs, réseaux sociaux alimentent souvent les liens avec autrui, et se complètent au gré des interlocuteurs, des moments et des sujets.

Nous avons cherché à savoir dans quelle mesure les nouvelles technologies pouvaient permettre l'émergence de **nouveaux liens**, de *nouvelles* rencontres **au-delà du cercle relationnel habituel**. En effet, la diffusion massive et rapide d'Internet dans les foyers³⁰ offre de nouvelles potentialités qui, *théoriquement*, devraient pouvoir élargir le réseau relationnel des individus. D'abord, car les conversations peuvent se nouer autour de centres d'intérêt (forums de discussion, jeu en ligne, web-collaboratif) en s'affranchissant des habituelles barrières sociales liées à l'âge, au statut social, au sexe, à l'apparence physique, ou plus simplement aux distances géographiques. Ensuite, car le succès des réseaux sociaux en ligne (Facebook, copains d'avant, Myspace, etc.) semble à priori propice aux échanges avec de nouvelles personnes par le biais « d'amis » communs. Pour autant, d'autres facteurs peuvent militer en sens inverse. Les codes et barrières sociales se recréent petit à petit sur la toile en fonction des registres de langage utilisés. Les rencontres peuvent aussi être plus éphémères que celles réalisées « en chair et en os » (« IRL », in real life, comme on dit sur la Toile).

L'enquête menée pour la DGCS offre donc un premier point de mesure intéressant. **Plus d'un tiers des Français disent avoir noué des relations** avec de nouvelles personnes grâce aux « TIC » (technologies de l'information et de la communication). Ce taux s'élève à 44% chez les personnes qui disposent d'un accès à leur domicile. Il atteint même 69% chez les moins de 25 ans.

³⁰ Cf. Régis Bigot, Patricia Croutte, *La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française*, Collection des rapports, n° 269, CRÉDOC, décembre 2010, http://www.cgiet.org/documents/2010_12_10_Rapport_CRÉDOC_2010.pdf

Graphique 17 - Internet et les technologies de l'information vous ont-ils permis de nouer des liens avec de nouvelles personnes ? (% de réponses positives)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Les rencontres ainsi nouées touchent des publics qui sont traditionnellement plus familiers des nouvelles technologies : cadres et professions intellectuelles supérieures, diplômés du supérieur, habitants de l'agglomération parisienne (cf. tableau p.76). Elles viennent aussi renforcer le réseau relationnel de personnes déjà très actives et insérées socialement et qui rencontrent déjà très régulièrement des amis : 38% des personnes qui invitent régulièrement des amis chez elles ont rencontré de nouvelles personnes par ce biais, contre 23% chez les personnes ayant une moindre sociabilité (Tableau 7). Mais la diffusion massive de ces technologies semble porter ses effets au-delà de ses périmètres traditionnels d'influence : **42% des employés et des ouvriers** ont aussi élargi leur cercle relationnel grâce à ces nouveaux outils.

Tableau 7 – Proportion de personnes ayant noué des liens avec de nouvelles personnes grâce à Internet et aux TIC selon la fréquence de rencontre avec des amis (en %)

	Ensemble de la population	Dont :	
		Invite rarement ou jamais des amis chez lui	Invite au moins une fois par mois des amis chez lui
A déjà noué des liens avec de nouvelles personnes grâce aux TIC et à Internet.....	34	23	38
Non	65	77	62
Total (y.c nsp)	100	100	100

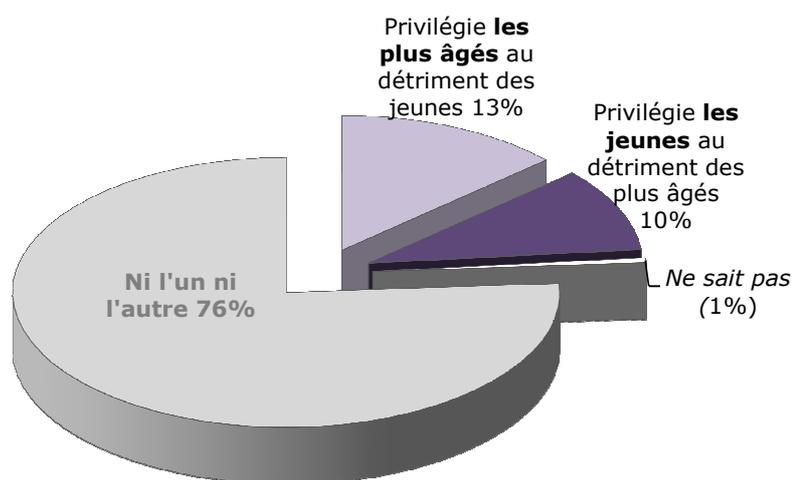
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

b. Le corps social n'identifie pas de conflits générationnels

Le lien social, la cohésion entre les membres d'une société, tient aussi aux mécanismes de redistribution et d'échanges entre les générations. Les débats entourant la réforme des retraites de l'automne 2010 ont orienté les projecteurs sur la question du « contrat » passé entre personnes dans la force de l'âge, jeunes et personnes âgées. Certaines générations sont-elles lésées au profit d'autres ? S'agit-il plutôt des jeunes générations, qu'on décrit souvent comme laissées pour compte d'une société où il est de plus en plus difficile de franchir les étapes de passage à l'âge « adulte » (situation professionnelle stable, logement indépendant, etc.). Louis Chauvel défend ainsi l'idée qu'« *au cours des trente dernières années, les personnes âgées se sont enrichies alors que les jeunes se sont paupérisés, et cela touche non seulement les jeunes de moins de 25 ans mais aussi beaucoup de moins de 40 ans, maintenant parents de la génération suivante* »³¹. *A contrario*, d'autres pointent le peu de place attribuée aux aînés dans une société tournée vers l'apparence, le succès, la rapidité, autant de principes souvent associés à un « jeunisme » à marche forcée.

Nous avons donc cherché à connaître le sentiment de nos concitoyens sur la question des conflits générationnels. Il semblerait que le corps social soit peu préoccupé par cette question. **Les trois-quarts des interviewés s'accordent à penser que la société ne privilégie ni les plus âgés, ni les plus jeunes.**

Graphique 18 - Avez-vous le sentiment que notre société ... (en %)

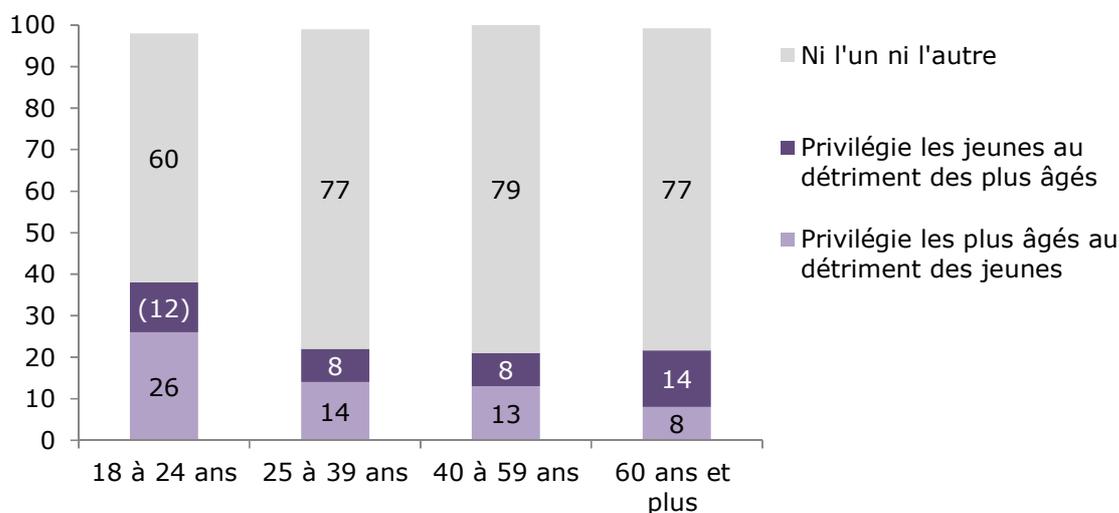


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

³¹ Extrait d'un débat organisé par Damon Julien, « Qu'en est-il des rapports intergénérationnels en France ? », *Horizons stratégiques*, n° 4, 2007.

L'enquête révèle un très **fort consensus** dans les différents groupes socio-économiques étudiés (Tableau 31 p.77). Le sexe, le diplôme, le lieu d'habitation, ou le revenu influent peu sur les réponses. Comme on pouvait s'y attendre, l'âge modifie quelque peu les opinions : 26% des plus jeunes se sentent lésés par la société au profit des plus âgés. On pourra remarquer que les plus de 60 ans ne se sentent pas autant délaissés (14%). Les seniors se considèrent-ils eux-mêmes moins prioritaires ? On remarquera enfin une prédisposition des personnes de gauche à considérer que la société privilégie les personnes âgées au détriment des jeunes. Mais finalement, les clivages restent très peu marqués.

Graphique 19 - Avez-vous le sentiment que notre société ... (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

c. Une mixité sociale jugée satisfaisante

De plus en plus de travaux évoquent l'idée d'une société hiérarchisée jusque dans son inscription géographique, avec des espaces de vie cloisonnés - entre d'un côté des quartiers sensibles où vivent les classes les plus défavorisées et de l'autre des quartiers huppés³². Qu'en disent les habitants eux-mêmes ? 22% de la population sont d'accord avec l'idée que « Dans leur quartier, les habitants se ressemblent trop, il faudrait davantage de diversité », à l'inverse, 76% jugent suffisante la mixité de leur quartier.

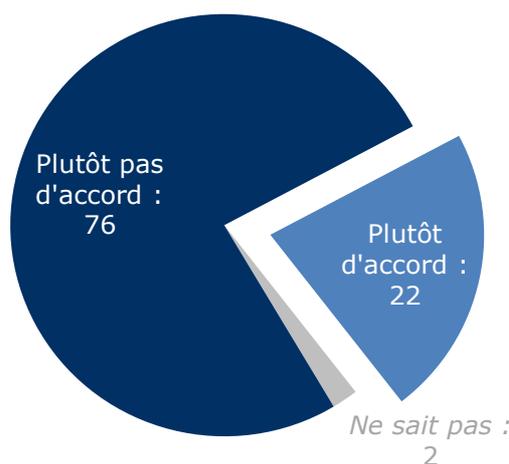
Les habitants se montrent donc satisfaits de leur situation. Peu déplorent un manque de diversité, de mélange. Deux interprétations de ce constat, relativement opposées, viennent alors à l'esprit. Première lecture : la mixité sociale est effectivement la règle dans une

³² Voir les travaux de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon : *Les Ghettos du Gotha : comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Payot, Paris, 2009, ou *Ségrégation urbaine. Classes sociales et équipements collectifs en région parisienne*, Paris, Anthropos, 1986, ou les travaux de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Ile-de-France. Par exemple, Anne-Claire Davy, Brigitte Guigou, Mariette Sagot, *Ségrégation urbaine et politiques publiques : étude comparative, synthèse des monographies*, IAURIF, Octobre 2005, http://www.iau-idf.fr/fileadmin/Etudes/etude_456/SyntheseEurope.pdf

grande majorité du territoire, expliquant la satisfaction des habitants. Deuxième interprétation : les habitants ne désirent pas forcément une grande diversité. Comme l'explique Pierre Gilbert « *La recherche de l'entre-soi n'est pas seulement le fait des classes supérieures et la propension à habiter dans un environnement familial, à proximité des réseaux amicaux et familiaux, est depuis longtemps établie comme une caractéristique des catégories populaires* »³³.

L'enquête « Conditions de vie et Aspirations » apporte un éclairage complémentaire à ces deux lectures. Depuis plus de trente ans que nous les interrogeons sur ce thème, les **Français se montrent très attachés à leur quartier** : selon les années d'observation, entre 80% et 89% de la population se disent satisfaits de leur cadre de vie quotidien (Graphique 21). Cet attachement au lieu de vie quotidien est par ailleurs confirmé plus loin dans le document. Le quartier est, en effet, le deuxième échelon territorial auquel les interviewés se sentent le plus « appartenir », après la France. Il faut dire que la décision d'installation dans un quartier est le fruit d'un arbitrage complexe, invoquant tout à la fois les prix de l'immobilier, la distance avec le lieu de travail du ou des adultes actifs du foyer, l'emplacement des écoles, la proximité géographique avec le réseau amical et familial. Une fois installé, il est souvent délicat pour le ménage de remettre en cause ces arbitrages. Rappelons qu'en moyenne, moins d'une personne sur dix change de logement chaque année³⁴. Difficile dès lors de porter un regard trop négatif sur son lieu de vie, que l'on sait difficile à quitter.

Graphique 20 - Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante « Dans mon quartier, les habitants se ressemblent trop, il faudrait davantage de diversité » ? (en %)

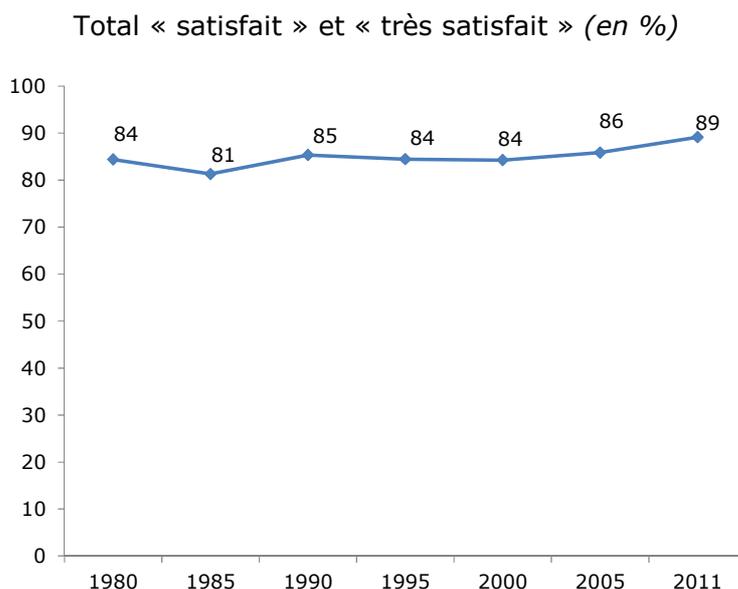


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » début 2011

³³ Pierre Gilbert, « Ghetto », « relégation », « effets de quartier ». *Critique d'une représentation des cités*, *Metropolitiques.eu*, février 2011, <http://www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de.html>

³⁴ Nathalie Donzeau et Jean-Louis Pan Ké Shon, « L'évolution de la mobilité résidentielle en France entre 1973 et 2006 : nouvelles estimations », *Population*, n°4 (volume 64), 2010, p. 779-795.

Graphique 21 - Que pensez-vous de votre cadre de vie quotidien, c'est-à-dire ce qui entoure le logement où vous vivez ; dans l'ensemble, en êtes-vous ?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations » début 2011

Pour aller plus loin dans la compréhension de ce résultat, nous avons tenté de rapprocher les perceptions des enquêtés de données mesurées par ailleurs sur les communes d'habitation. Nous avons pour cela utilisé deux indicateurs délivrés par l'INSEE au niveau communal, issus des revenus fiscaux de 2008. Il s'agit, d'une part, de la proportion de foyers imposés dans la commune, qui donne une idée de la prospérité des foyers y vivant. D'autre part, nous avons mobilisé le « rapport inter-déciles par unité de consommation » : c'est à dire le ratio entre le revenu des 10% les plus aisés et celui des 10% les plus modestes, qui apporte un éclairage sur la disparité de niveaux de vie dans la commune : plus le ratio est élevé, plus la commune rassemble des familles avec des niveaux de vie différents. Les réponses semblent relativement homogènes, que l'interviewé habite dans une commune « riche » ou « pauvre ». Lorsque les inégalités économiques sont importantes (ratio interdécile supérieur à 8) le souhait de diversité est un peu plus marqué (26%). Mais les différences restent très limitées.

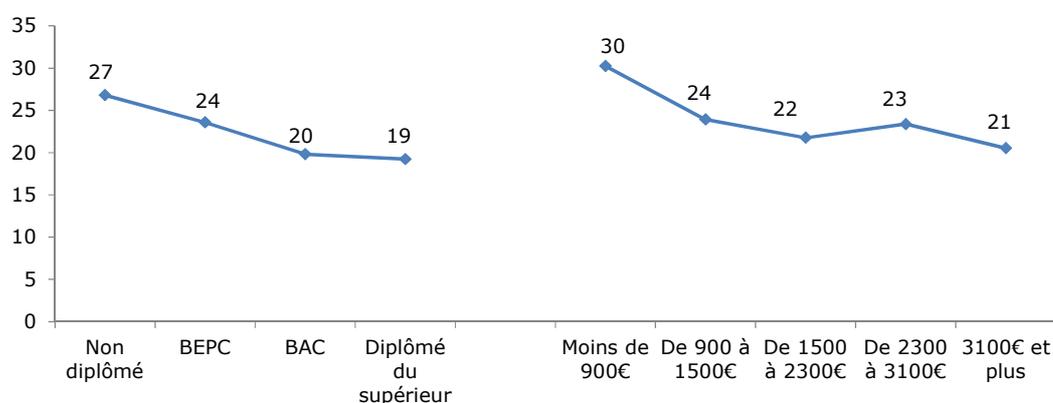
Tableau 8 – Souhait de davantage de mixité sociale selon le niveau de richesse de la commune d’habitation (en %)

	Ensemble de la population	Dont habite dans une commune				Dont habite dans une commune		
		Avec très peu de disparités de revenus (ratio inter-décile inférieur à 4)	Avec peu de disparités de revenus (ratio entre 4 et 6)	Avec des disparités sensibles (ratio entre 6 et 8)	Avec de fortes disparités de revenus (ratio 8 et plus)	Où moins de 50% des foyers paient des impôts	Où entre 50% et 2 tiers des foyers paient des impôts	Où plus des deux tiers des foyers de la commune paient des impôts
Il faudrait davantage de diversité	22	21	20	22	26	22	21	25
Plutôt pas d'accord	76	76	78	77	72	74	78	72
Total (y.c nsp)	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011 et données INSEE sur les revenus fiscaux des communes en 2008

Il est probable que la **commune constitue un échelon trop grossier** pour en tirer de réelles conclusions. Pour bien faire, il aurait fallu opérer ce rapprochement quartier par quartier, ce qui n’a pas pu être réalisé pour des questions techniques³⁵. Le **niveau socio-économique** de l’interviewé semble dès lors la meilleure clé de lecture des résultats. Le souhait de mixité sociale, qui plafonne autour de 21% chez les revenus élevés, atteint 30% chez les bas revenus, et ce, alors même que tous les bas revenus n’habitent pas dans des quartiers pauvres. Les **jeunes et les habitants de l’agglomération parisienne** manifestent eux aussi un peu plus que les autres le souhait de lieux de vie intégrant des populations diverses (respectivement 27% et 28%). Faible en moyenne, le sentiment de ségrégation spatiale semble donc un peu plus prégnant chez certains.

Graphique 22 – Souhait de davantage de mixité sociale selon le niveau socio-culturel de l’interviewé (en %)



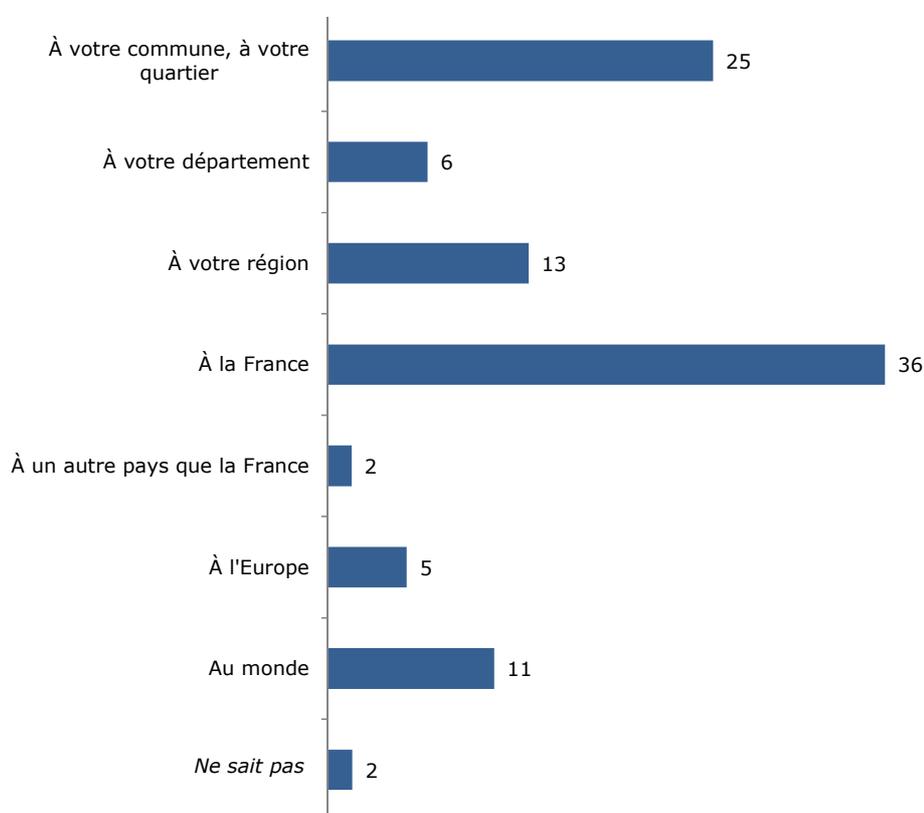
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011
Le tableau détaillé des réponses par groupes socio-démographiques figure p.78

³⁵ Afin de protéger la vie privée des personnes interrogées, les données analysées sont anonymisées, et l’information du quartier d’habitation, trop précise, n’est pas été recueillie dans l’enquête « Conditions de vie et Aspirations » .

d. La France et la commune : les deux échelons auxquels la population se sent appartenir en priorité

Pour approcher la force du lien entre les membres de la société, nous avons également abordé le sentiment d'appartenance de nos concitoyens à différents échelons territoriaux, du plus local (la commune) au plus étendu (le monde). **La France (36%) et le quartier, la commune (25%)** rassemblent à eux deux plus de la moitié des réponses. Entre les deux, 6% s'identifient au département, 13% à leur région. Seuls 16% s'inscrivent dans un territoire plus étendu : l'Europe (5%) voire le monde (11%). A l'opposé, rares sont les interviewés qui se réclament d'un pays autre que la France (2%).

Graphique 23 - Auquel de ces lieux, avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ? (en %)

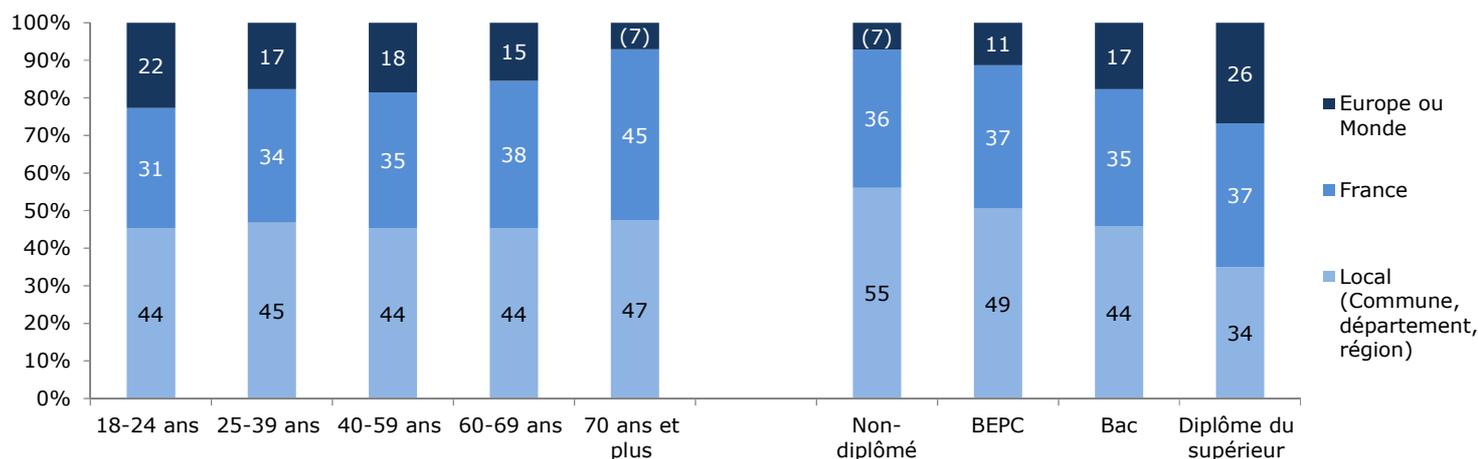


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

L'analyse des réponses selon les différents groupes sociaux montre que plus on est jeune ou diplômé et plus on se sent appartenir à un univers élargi (France, Europe, Monde). 22% des moins de 25 ans s'identifient à l'Europe ou au monde, contre moins de 10% des plus de 70 ans, qui s'inscrivent plus volontiers dans un territoire local (47% des réponses des plus de 70 ans) ou hexagonal (45%). L'écart est très sensible également entre diplômés du

supérieur et non-diplômés et, parallèlement, entre les catégories professionnelles ou les niveaux de revenus. Employés, ouvriers, bas salaires sont plus nombreux à s'identifier à un territoire local, tandis que cadres et revenus élevés se reconnaissent plus souvent dans un espace géographique étendu.

Graphique 24 – Sentiment d'appartenance regroupé selon l'âge et le niveau de diplôme (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011
Le détail des réponses par groupes sociaux figure p.79

Le **positionnement politique** influe aussi fortement sur le sentiment d'appartenance. Les personnes qui ne se positionnent pas sur l'échiquier politique se reconnaissent plus souvent dans une identité territoriale locale (commune, département ou région totalisent 50% de leurs réponses). Les sympathisants de droite rallient plutôt l'échelon national (48% répondent la France). L'identité internationale ou européenne est plus présente chez les personnes à gauche (21% contre 9% à droite).

Enfin, plus l'interviewé réside dans une **petite agglomération**, voire une zone rurale, et plus il revendique une appartenance géographique limitée à un échelon local, départemental ou régional (53% chez les personnes résidant en zone rurale contre 26% à Paris). A contrario, les franciliens s'identifient plus facilement à un territoire dépassant les frontières de l'hexagone (23% contre 13% des ruraux).

Nous avons, il y a dix ans posé une question très proche aux interviewés³⁶. Les personnes se retrouvant davantage dans une **inscription locale sont aujourd'hui moins nombreuses qu'hier** : 44% en 2011 contre 50% en 1999, et ceci alors même qu'on

³⁶ L'intitulé de la question était identique, mais les réponses « le département » ou « un autre pays que la France » n'étaient pas proposées.

proposait en 2011 trois réponses (commune, département, région) au lieu de deux en 1999 (commune et région). Dans le même temps, le sentiment d'appartenance à la France, loin de faiblir, semble progresser (+3 points).

Ce « recentrage » au niveau hexagonal est le fruit de deux évolutions concomitantes :

- ⇒ D'un côté les seniors et les habitants de communes de taille moyenne s'identifient moins à l'échelon local aujourd'hui qu'hier (-13 points chez les 60-69 ans et -17 points chez les personnes résidant dans des agglomérations entre 20000 et 100000 habitants)
- ⇒ Les classes moyennes (professions intermédiaires, diplômés du bac) s'inscrivent moins dans un espace international (Europe, Monde) : respectivement -9 points et -10 points en 10 ans.

Tableau 9 – Evolution du sentiment d'appartenance (en %)

	1999 (*)	2011
Commune, région et département(*)	50	44
France	33	36
Europe ou monde	17	16
Total (y.c. nsp).....	100	100

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

(*) Les items de réponses étaient légèrement différents en 1999, dans la mesure où l'on ne proposait pas les réponses « le département » ou « un autre pays que la France ».

3. Un sentiment d'injustice sociale

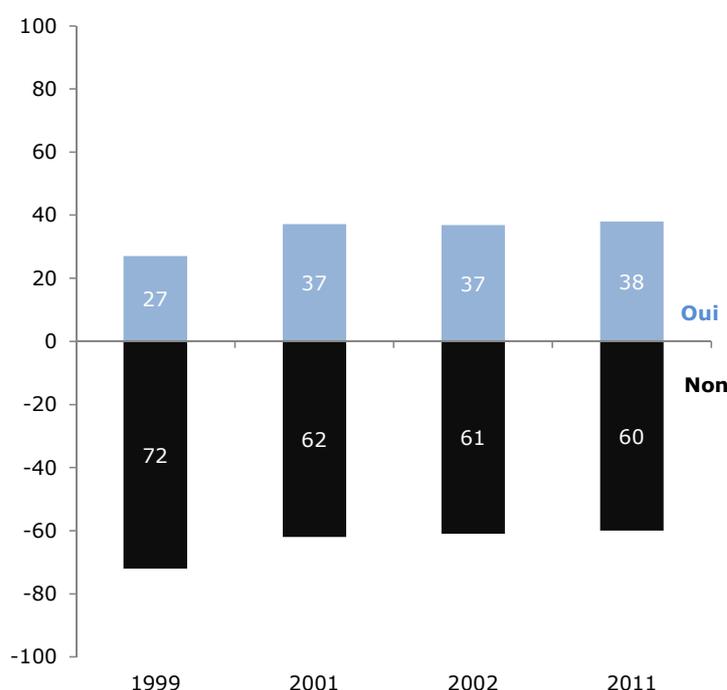
a. Seule une petite minorité a le sentiment que chacun peut trouver la place qu'il mérite dans la société

La question du caractère « méritocratique » de notre société anime de nombreux débats. Chacun a-t-il réellement la possibilité d'occuper la place qu'il mérite dans la société ? Nombreux s'accordent en effet à penser qu'une société démocratique se doit de récompenser le mérite. Ce-faisant, elle offrirait les conditions propices à une certaine justice sociale en proposant des perspectives de mobilité à tous. Une société juste, fluide, où chacun aurait les mêmes chances de succès, ouvrirait ainsi la voie à une forme de cohésion,

d'unité de la population. L'idée semble séduisante. Pour autant, la définition du mérite n'est pas sans poser question : quels sont donc les mérites qu'il convient de récompenser ? Les compétences individuelles ou aptitudes personnelles doivent-elles être considérées comme des mérites ? La notion de mérite fait-elle davantage référence aux efforts réalisés par chacun³⁷ ? Les indicateurs choisis pour évaluer ce mérite posent eux-aussi question, les travaux de Pierre Bourdieu défendaient déjà au début des années 1970, l'idée que le diplôme et plus généralement l'école ne reflétaient pas nécessairement les mérites personnels mais davantage des moyens de légitimer la « reproduction sociale »³⁸.

Lorsqu'on l'interroge sur ce thème, la population est très majoritairement convaincue que **la société française n'est pas une société permettant « à chacun de trouver vraiment la place qu'il mérite » (60% en 2011)**. Les jugements ont eu quelque peu tendance à s'adoucir au cours du temps, sans pour autant faire pencher la balance du côté positif : 27% des interviewés reconnaissaient un caractère méritocratique en 1999, on en compte 38% en 2011.

Graphique 25 - Pensez-vous que, dans notre société, chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite ? (en %)



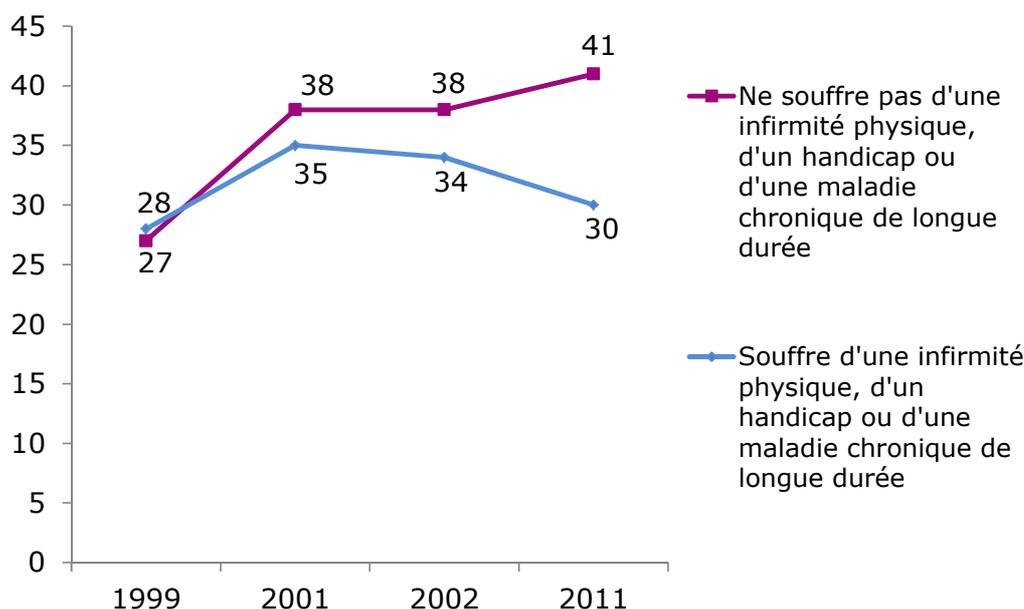
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

³⁷ Sur ce thème, Caroline Guibet Lafaye montre que, derrière la notion de mérite, les Français souhaiteraient voir valoriser prioritairement l'effort, suivi des résultats obtenus dans le travail, des talents individuels, et enfin du niveau de diplôme, soit une hiérarchie inversée par rapport à celle qu'ils perçoivent dans la réalité. Cf. Michel Forsé et Olivier Galland (2011), *op.cit.*

³⁸ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Minuit, 1970.

La progression constatée au niveau national (38% en 2011 contre 27% en 1999) est loin d'être homogène d'un bout à l'autre de l'échelle sociale. Tout d'abord, certains expriment le **sentiment d'être laissés sur le bord du chemin**. Les personnes déclarant souffrir d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme se montrent plus désabusées que les autres en 2011 (seuls 30% d'entre eux estiment que chacun a la possibilité de trouver la place qu'il mérite contre 41% dans le reste de la population) et surtout, les perceptions de ces deux groupes s'écartent à mesure que le temps passe.

Graphique 26 – Adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société (en %)

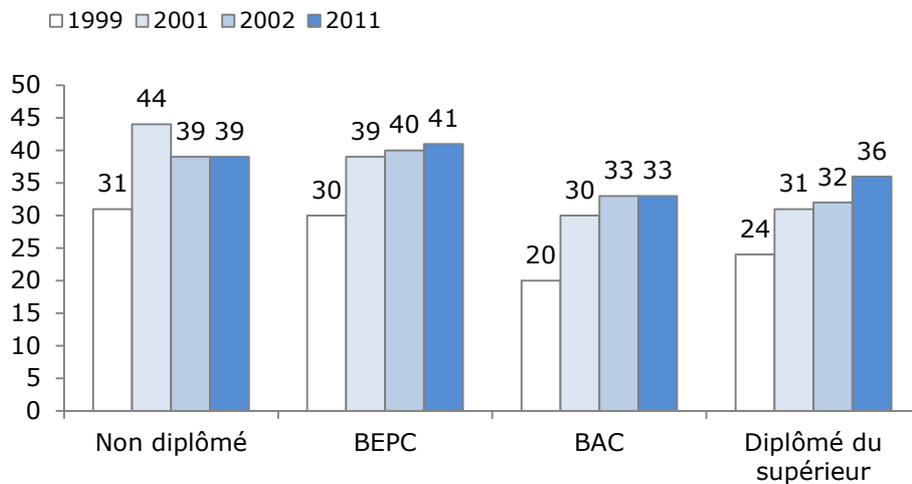


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

L'amélioration, particulièrement flagrante chez les diplômés du supérieur (+12 points entre 1999 et 2011), n'est **pas partagée par les non-diplômés**. Le diplôme joue, il est vrai, de plus en plus le rôle d'étalon des mérites de chacun : le taux de chômage des personnes sans formation est ainsi aujourd'hui 2,7 fois plus élevé que celui des diplômés du supérieur (12,7% contre 4,7% en 2008 selon les données de l'enquête emploi de l'INSEE) il n'était que de 1,9 en 2003³⁹. Et, au-delà de l'accès à l'emploi, le diplôme joue ensuite un rôle déterminant dans le type d'emploi occupé.

³⁹ Voir INSEE, enquêtes emploi, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?req_id=0&ref_id=NATnon03345

Graphique 27 – Adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société, selon le diplôme (en %)

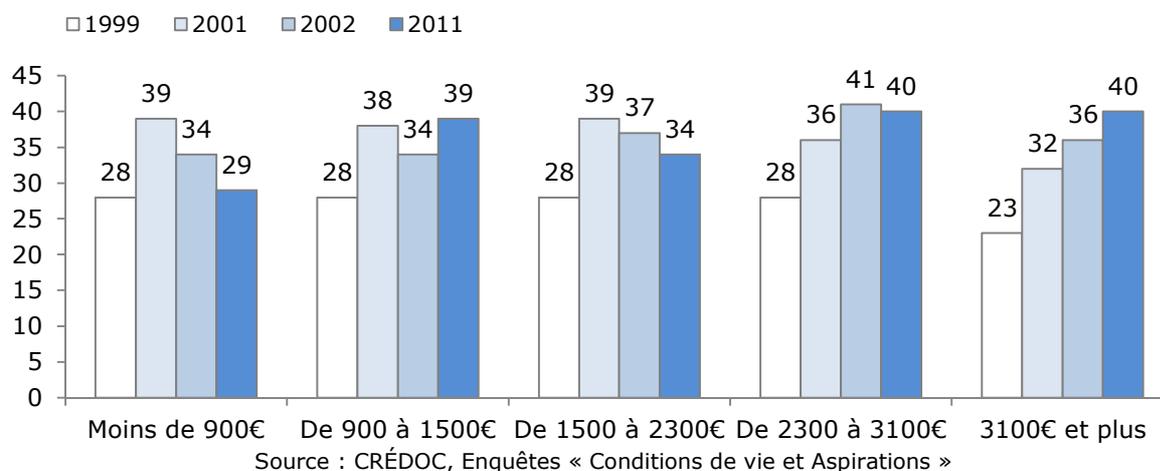


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Les divergences de points de vue selon le niveau de ressources sont encore plus patentées. D'un côté, le sentiment que chacun a véritablement la possibilité de trouver la place qu'il mérite dans la société s'est largement diffusé chez les classes moyennes supérieures et les hauts revenus (respectivement +12 points et +17 points). **De l'autre, dans les catégories modestes et moyennes inférieures, les perceptions semblent stagner, voire se dégrader** après s'être beaucoup améliorées en 2001 (-10 points en bas de l'échelle des revenus entre 2001 et 2011), si bien que les personnes les plus pauvres sont aujourd'hui beaucoup moins disposées que les autres à penser que la société intègre chacun à hauteur de ses mérites (29% en bas de l'échelle des revenus, contre 40% chez les personnes les fortunées). L'écart était inversé il y a dix ans. Le pic observé en 2001 dans ces groupes sociaux est probablement à relier au niveau exceptionnel du moral économique atteint cette année-là - le plus haut depuis deux décennies - et qui suit depuis une pente descendante. En un mot, on retrouve ici un des signaux du sentiment de déclassement qui traverse les classes moyennes et modestes depuis plusieurs années⁴⁰.

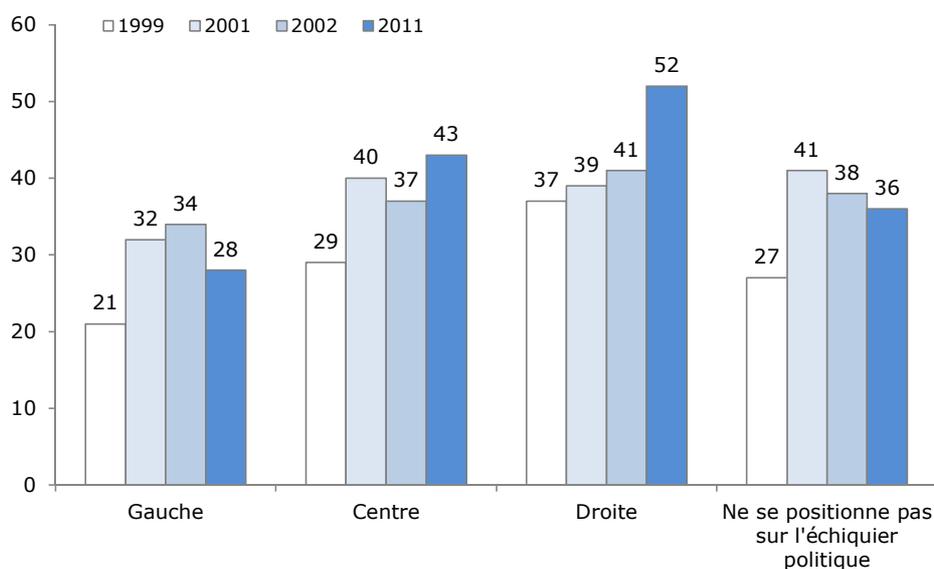
⁴⁰ Sur ce sujet voir, Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, éditions de l'Aube, 2010

Graphique 28 - Adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société, selon le niveau de revenus (en %)



Cette question dessine enfin une ligne de **clivage entre les deux bords politiques**. Les personnes se plaçant à droite, déjà les plus convaincues du caractère méritocratique de la société en 1999 (37% en 1999), ont fortement conforté leur opinion au cours du temps (52% en 2011, +15 points en une dizaine d'années). Cette vision semble dans une certaine mesure partagée par les personnes se plaçant au centre de l'échiquier politique (+14 points). Tandis qu'à gauche et chez les individus non-politisés, la conviction que la société offre à chacun la place qu'il mérite semble petit à petit s'effriter après le regain constaté en 2001.

Graphique 29 - Evolution des opinions sur la possibilité pour chaque individu de trouver vraiment la place qu'il mérite selon l'opinion politique (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Difficile de sérier ici toutes les raisons qui conduisent la population à juger que la société récompense peu les mérites de chacun. On pourra toutefois remarquer que le sentiment d'une société insensible aux mérites de chacun coïncide avec celle d'une **justice inefficace**, qui « fonctionne mal » (67% contre 49% chez ceux qui pensent que la société française offre à chacun la possibilité de trouver la place qu'il mérite) ainsi qu'à l'impression d'une **société à deux vitesses** où par exemple, on est mieux soigné si l'on dispose d'argent ou de relations (41% contre 29%), ainsi qu'à celle d'une société où la **mixité sociale dans les quartiers d'habitation est insuffisante**.

Tableau 10 – Quelques opinions selon la perception du caractère méritocratique de la société (en %)

	Ensemble de la population	Dont :	
		Pense que la société offre à chacun la place qu'il mérite	Pense que la société n'offre pas à chacun la place qu'il mérite
La justice fonctionne <i>bien</i> en France.....	38	50	32
La justice fonctionne <i>mal</i> en France	60	49	67
<i>Tout à fait d'accord</i> avec l'idée qu'on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations.....	37	29	41
<i>Assez d'accord</i> avec l'idée qu'on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations.....	38	37	38
<i>Pas du tout d'accord</i> avec l'idée qu'on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations.....	25	34	20
Pense qu'il n'y a <i>pas assez de diversité</i> dans les quartiers	22	19	24
Juge la mixité sociale satisfaisante.....	76	79	74

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Le sujet mérite d'autant plus attention, que dans l'esprit de nos concitoyens méritocratie et cohésion sociale semblent interconnectées. Le Tableau 11 montre ainsi que 25% des personnes convaincues que la société Française offre chacun la place qu'il mérite jugent la cohésion sociale forte contre 11% chez ceux qui déplorent une société figée.

Tableau 11 – Certaines opinions selon l'adhésion à l'idée que chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite dans notre société (en %)

	Ensemble de la population	Dont :	
		Pense que la société offre à chacun la place qu'il mérite	Pense que la société n'offre pas à chacun la place qu'il mérite
La cohésion sociale est très ou assez forte.....	16	25	11
La cohésion sociale n'est pas très ou pas du tout forte	83	74	88

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Lecture : 25% de ceux qui pensent que le mérite est récompensé à juste titre en France considèrent que la cohésion sociale est forte contre 11% qui sont d'avis contraire.

b. Le sentiment que les inégalités se creusent est très ancré dans l'opinion

La vision relativement sombre que l'opinion a de la cohésion du pays, et de la place accordée à chacun dans la société renvoient à des **représentations pessimistes très ancrées** dans le corps social. Le CRÉDOC questionne nos concitoyens à intervalle régulier sur l'image qu'ils se font des inégalités, et de leur prévalence dans la société. Certains points de mesure sont ainsi présentés dans le Tableau 12 pour illustrer la constance de l'opinion sur ce plan. Les Français sont unanimes à penser que **les inégalités se creusent de plus en plus dans notre pays**. Cette idée ne rallie jamais moins de 80% de la population, depuis au moins vingt ans que nous nous y intéressons.

Difficile, bien entendu, d'en déduire l'image exacte que se faisait l'opinion de la cohésion sociale il y a vingt ans, mais les différents éléments à notre disposition (caractère méritocratique de la société, importance des inégalités) laissent supposer que le pessimisme en la matière n'est pas nouveau.

Tableau 12 - Avec laquelle de ces deux opinions, êtes-vous le plus en accord ?
(en %)

	1991	1995	2001	2005	2011
Dans notre société, les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés sont de plus en plus défavorisés	82	88	80	86	86
Dans notre société, il y a de moins en moins de différence entre les favorisés et les défavorisés	17	12	19	13	13
Total y.c nsp	100	100	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Autre marqueur de la sensibilité de l'opinion par rapport à ces thématiques, l'idée d'un **système de soins à deux vitesses**, où l'on serait mieux soigné lorsqu'on dispose d'argent ou de relations, domine également le corps social depuis trente ans. Très légèrement majoritaire au début des années 80 (54%) il atteint même 75% de la population en 2011.

Tableau 13 – Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante. Certains pensent que quand on a de l'argent et des relations, on est mieux soigné. (en %)

	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2011
Tout à fait ou assez d'accord	54	60	61	54	60	62	75
Pas du tout d'accord	46	40	39	46	40	38	25

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

c. Un sentiment d'injustice qui nourrit l'idée d'un pays peu uni

Si l'on devait résumer en quelques mots les différentes facettes de la cohésion sociale que nous venons d'aborder, on pourrait retenir trois enseignements :

- L'opinion porte un regard très négatif sur la cohésion du pays. Lorsqu'on l'interroge, la population explique que l'individualisme ambiant vient fragiliser les liens entre les membres de la société. Les questions de répartition des richesses sont moins systématiquement évoquées.
- La force du lien social n'est, en réalité, pas si dégradée que le décrit de prime abord la population. Les rencontres entre amis et membres de la famille sont relativement fréquentes, le sentiment de solitude n'est pas si répandu, la population identifie peu de conflits générationnels ou de problèmes de mixité sociale.
- En revanche, l'idée d'une société inégalitaire et injuste est très ancrée. Et c'est la force de ce sentiment qui semble, en vérité, expliquer le pessimisme de nos concitoyens sur l'unité du pays.

Une analyse statistique des réponses appuie cette hypothèse. Nous avons, en effet, mobilisé pas moins d'une cinquantaine de variables issues de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » pour tenter de déterminer les principaux ressorts de l'opinion négative qu'ont nos concitoyens de la cohésion sociale. En définitive, on recense trois dimensions qui influent sur les perceptions :

- Le sentiment **d'injustice sociale** contribue fortement à noircir le trait. 88% des détracteurs du fonctionnement de la justice dans l'hexagone jugent sévèrement l'unité du pays, contre 73% des individus qui sont satisfaits du fonctionnement de la justice. De la même façon, considérer que la société ne donne pas à chacun la place qu'il mérite ou que les inégalités se creusent nourrissent une vision négative du « vivre ensemble ».

Tableau 14 – Perception de la cohésion sociale selon l'idée que l'on se fait de la justice sociale (en %)

	Ensemble de la population	Dont :					
		Pense que la justice fonctionne bien	Pense que la justice fonctionne mal	Pense que la société donne à chacun la place qu'il mérite	Pense que la société ne donne pas à chacun la place qu'il mérite	Pense que les inégalités se réduisent	Pense que les inégalités se creusent
La cohésion sociale est très ou assez forte	16	26	11	25	11	31	14
La cohésion sociale n'est pas très ou pas du tout forte	83	73	88	74	88	68	85
Total.....	100	100	100	100	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

- **L'idée que l'on se fait du niveau de vie de l'ensemble des Français** semble influente. La cohésion sociale est jugée forte par seulement 13% des interviewés qui considèrent que le niveau de vie des Français s'est dégradé ces dix dernières années, tandis que le score monte à 34% chez les plus optimistes. L'opinion émise sur l'évolution du niveau de vie *personnel* joue également mais de manière moins marquée. La croissance économique est-elle perçue comme le socle d'une vie partagée harmonieuse ?

Tableau 15 – Perception de la cohésion sociale selon l'opinion sur l'évolution du niveau de vie (en %)

	Ensemble de la population	Dont : Pense que depuis une dizaine d'années le niveau de vie de l'ensemble des Français va ...			Dont : Pense que depuis une dizaine d'années son niveau de vie personnel va ...		
		...Mieux	...Pareil	...Moins bien	...Mieux	...Pareil	...Moins bien
La cohésion sociale est très ou assez forte.....	16	34	30	13	20	20	12
La cohésion sociale n'est pas très ou pas du tout forte	83	65	67	87	79	79	87
Total.....	100	100	100	100	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

- La croyance dans **des pouvoirs publics** investis et efficaces contribue également à forger les opinions. Les critiques de la cohésion sociale sont ainsi plus élevées chez

les personnes considérant que les « pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis » (87%) que chez celles persuadées que les pouvoirs publics « font ce qu'ils doivent pour les plus démunis » (75%).⁴¹

Tableau 16 – Perception de la cohésion sociale selon l'opinion sur les pouvoirs publics (en %)

	Ensemble de la population	Dont :	
		Les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis	Les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent
La cohésion sociale est très ou assez forte.....	16	13	24
La cohésion sociale n'est pas très ou pas du tout forte.....	83	87	75
Total	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

⁴¹ Ces résultats sont d'ailleurs confirmés par des analyses économétriques comparant les effets respectifs des critères socio-démographiques (sexe, âge, diplôme, revenus, profession et taille de l'agglomération de résidence) et des opinions. « Toutes choses égales par ailleurs » la probabilité de juger positivement la cohésion sociale augmente lorsqu'on pense que les inégalités ont tendance à se réduire, que chacun peut trouver la place qu'il mérite, que la justice fonctionne bien, que le niveau de vie des Français s'est amélioré ou est resté stable au cours des dix dernières années, ou que les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent pour les plus démunis (cf. régression logistique Tableau 36 p.82).

III - Une attente d'action de la part des pouvoirs publics

1. Les Français pensent que la cohésion sociale contribue beaucoup à améliorer la compétitivité économique

Depuis quelques années, émerge l'idée que le facteur « humain », la cohésion d'un pays et les relations entre ses membres ont un impact sur le développement économique⁴². L'OCDE met ainsi en évidence, dans son rapport sur le bien-être des nations⁴³ plusieurs liens : la confiance en autrui pourrait améliorer la productivité des entreprises en fluidifiant les processus, une certaine harmonie sociale favoriserait des mécanismes de coopération accrue entre les entreprises, un « capital social » (réseau de relations) étendu faciliterait l'accès à l'emploi ou encore l'émergence de systèmes régionaux d'innovation.

90% de nos concitoyens établissent eux-aussi aujourd'hui un lien entre cohésion sociale et compétitivité économique. 46% considèrent même que la cohésion sociale contribue « beaucoup » à améliorer les performances économiques du pays.

Graphique 30 - D'après vous, la cohésion sociale contribue-t-elle à améliorer la compétitivité économique d'un pays ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

La conviction qu'une société unie est une société efficace économiquement est particulièrement marquée chez certaines catégories sociales :

- Les habitants de l'agglomération parisienne sont particulièrement convaincus de cette idée (56% contre 46% en zone rurale).

⁴² Yann Algan et Pierre Cahuc, *La société de défiance*, dans 16 nouvelles questions d'économie contemporaine, sous la direction de Philippe Askenazy et Daniel Cohen, Albin Michel, 2010

⁴³ « Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social », éditions OCDE, dont on peut trouver un résumé en ligne : <http://www.oecd.org/dataoecd/48/23/1870581.pdf>

- Le niveau socioculturel a aussi un fort pouvoir explicatif. 53% des diplômés du supérieur, 55% des cadres, 54% des personnes avec des revenus élevés (dépassant 3100€ par mois) considèrent que la cohésion sociale joue beaucoup dans l'efficacité économique d'un pays, contre 38% des personnes qui n'ont pas fait d'études, 37% des ouvriers, 40% des bas revenus (inférieurs à 900€ par mois)⁴⁴.
- Le lien entre la qualité du « vivre ensemble » et l'efficacité économique est moins patent pour les personnes sans opinion politique ou s'identifiant au centre de l'échiquier politique : respectivement 52% et 50% perçoivent un léger impact contre 44% en moyenne. A contrario il est particulièrement évident pour les personnes à droite (54% pensent que la cohésion joue beaucoup contre 46% en moyenne).

Enfin, le lien entre cohésion sociale et compétitivité économique est d'autant plus flagrant que l'interviewé sait spontanément ce que recouvre la cohésion sociale.

Tableau 17 –Lien entre cohésion sociale et compétitivité selon la connaissance de l'expression (en %)

	Ensemble de la population	Dont :	
		Donne une évocation spontanée	N'a pas spontanément d'idée associée à la cohésion sociale
La cohésion sociale contribue beaucoup à améliorer la compétitivité	46	49	33
La cohésion sociale contribue un peu à améliorer la compétitivité	44	42	50
La cohésion sociale ne contribue pas du tout à améliorer la compétitivité	8	8	10
Total (y.c nsp).....	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

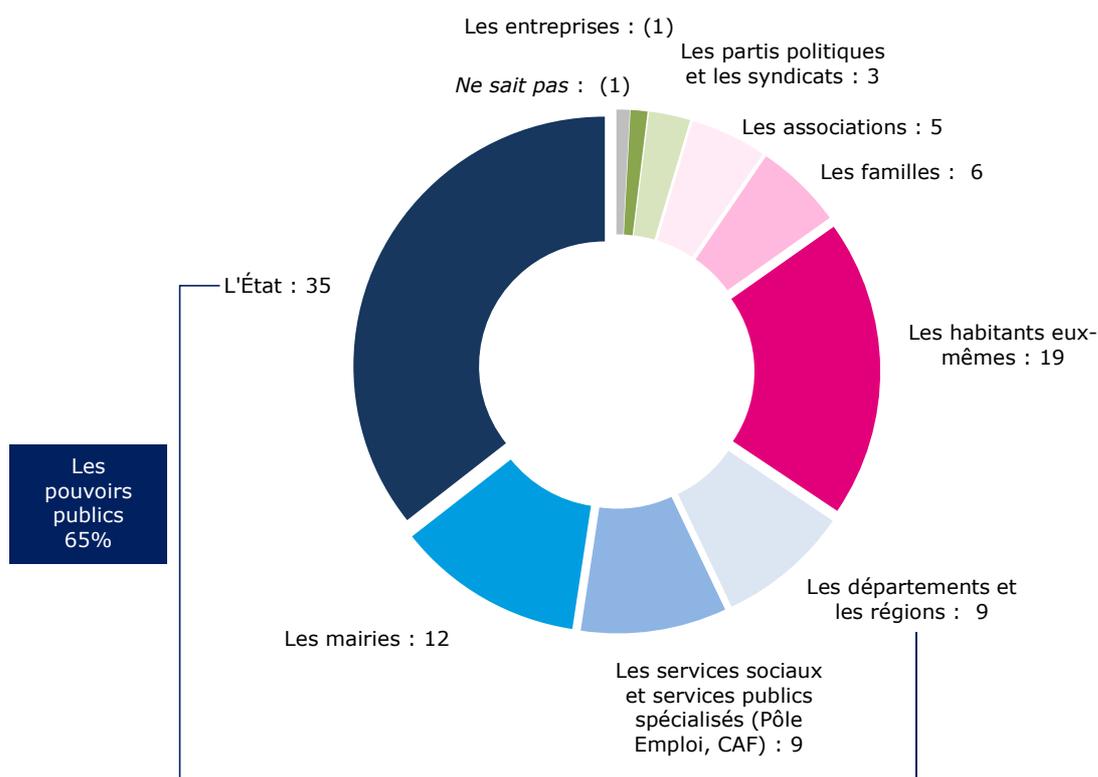
⁴⁴ Le tableau détaillé des réponses par groupes socio-démographiques figure p.80

2. L'Etat est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale

Le sentiment que la cohésion sociale est faible ou que les inégalités se creusent, l'idée que la qualité du vivre ensemble constitue un terreau favorable à la compétitivité économique ... nombreuses sont les raisons qui invitent à tenter d'identifier les pistes d'actions les plus propices à améliorer la cohésion sociale et les acteurs les plus légitimes pour le faire.

Aux yeux de l'opinion, **les pouvoirs publics** apparaissent sans conteste les mieux placés et recueillent au total 65% des suffrages. L'Etat, en particulier, arrive en tête des réponses (35%). Les efforts des individus arrivent en deuxième position (19%).

Graphique 31 - Dans la liste suivante, qui est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Nota : « Les institutions religieuses » ne figurent pas sur ce graphique, (moins d'un pourcent des réponses)

L'attente d'action de la part de la puissance publique est particulièrement forte chez les personnes inquiètes des conséquences du chômage ou de la mondialisation (Tableau 18), et par celles qui placent la protection sociale, les services publics ou l'école en tête des

facteurs de renforcement de la cohésion sociale. Cela étant, même les personnes convaincues que la cohésion sociale repose avant tout sur les efforts de chacun pour vivre ensemble, ou celles qui considèrent que la cohésion sociale est avant tout minée par l'individualisme se rangent à l'opinion générale.

Tableau 18 – Les acteurs les plus légitimes pour améliorer la cohésion sociale

...selon les principales menaces perçues de la cohésion sociale (en %)

	Ensemble de la population	Dont pense que la cohésion sociale est principalement fragilisée par ... :							
		Le chômage	La mondialisation	Les discriminations	La pauvreté	Les comportements malhonnêtes	L'individualisme	Le repli de certains sur leur communauté	Le racisme
Pouvoirs publics (Etat, mairies, services sociaux, départements et régions).....	65	74	70	69	68	65	61	59	57
Citoyens (habitants, familles).....	25	19	(19)	20	21	23	30	30	(33)
Organisations de la société civile (associations, entreprises, partis politiques, syndicats)	9	(7)	(9)	11	(11)	(12)	7	(10)	(11)

... selon les principaux facteurs qui contribuent à la cohésion sociale (en %)

	Ensemble de la population	Dont pense que la cohésion sociale s'appuie avant tout sur :					
		La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse)	Les services publics (hôpital, transports...)	L'école	L'entraide au sein des familles	Les efforts de chacun pour vivre ensemble	L'engagement de certains citoyens dans des associations
Pouvoirs publics (Etat, mairies, services sociaux, départements et régions) .	65	78	71	70	59	59	57
Citoyens (habitants, familles).....	25	13	(18)	23	32	33	22
Organisations de la société civile (associations, entreprises, partis politiques, syndicats).....	9	(8)	(10)	(6)	(7)	8	21

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

On pourra noter quelques nuances de points de vue selon les groupes sociaux, qui ne viennent toutefois jamais bouleverser la hiérarchie des réponses :

- Les groupes aisés, diplômés, les cadres et professions intermédiaires s'en remettent davantage que les autres aux initiatives individuelles. Les jeunes les rejoignent également sur ce point.
- A l'inverse, les personnes n'ayant pas fait d'étude ou les ouvriers placent davantage leur espoir dans l'Etat. Les ruraux semblent également plus en attente d'intervention de l'Etat.
- Les bas revenus et personnes âgées se montrent un peu en attente d'action de la part des services sociaux et services publics spécialisés.

Tableau 19 – Quelques différences de point de vue sur les acteurs les mieux placés pour améliorer la cohésion sociale selon les groupes sociaux

L'État (35% en moyenne)	Les mairies (12% en moyenne)	Les services sociaux et services publics spécialisés (9% en moyenne)	Les habitants eux- mêmes (19% en moyenne)
Non diplômés (40)	Reste au foyer (17)	70 ans et plus (14)	25-39 ans (24)
Ouvrier (41)		Revenu mensuel du foyer compris entre 900 à 1500 € (14)	Diplômés du supérieur (25)
Ruraux (41)			Cadres (25)
Gauche (40)			Professions intermédiaires (26)

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011
L'ensemble des résultats détaillés par groupes sociaux figure p.84.

1. Les pouvoirs publics doivent agir en priorité sur l'emploi, le logement et l'éducation

Lorsqu'on questionne les Français sur les domaines dans lesquels les pouvoirs publics doivent intervenir en priorité pour renforcer la cohésion sociale, trois pistes se détachent. **L'emploi** arrive très nettement au premier rang (53% des suffrages). En toile de fond, la remontée rapide du chômage consécutive à la crise 2008-2010, n'est probablement pas étrangère à cette attente⁴⁵. Mais au-delà de la conjoncture récente, la progression de l'emploi précaire (CDD, intérim, temps partiel subi), les difficultés rencontrées par les jeunes pour entrer sur le marché du travail, ou celles des seniors et catégories peu

⁴⁵ Pour plus de détail sur cette thématique voir, Régis Bigot, Patricia Croutte, et Sandra Hoibian, « Début 2011 : Corps social convalescent », *Note de conjoncture sociétale*, CRÉDOC, avril 2011

diplômées à s'y maintenir, alimentent probablement dans l'opinion, l'idée d'une compétition permanente entre les membres de la société pour obtenir un emploi, peu propice à créer une société unie. L'action des pouvoirs publics pour « assurer à tous un emploi » semble dès lors une condition importante pour renforcer l'unité de la population.

Le logement figure ensuite en deuxième place des attentes (37%). Les dépenses pour se loger constituent le premier poste de consommation des ménages bien avant l'alimentation, les transports, les loisirs, la santé, etc. Or, son poids ne cesse de croître depuis cinquante ans : il représente aujourd'hui 22% du budget des foyers, contre seulement 9% en 1959. Entre 1995 et 2010, les prix des logements anciens ont été multipliés par 2,5, tandis que le revenu nominal moyen par ménage n'a progressé que de 40%. Des travaux menés au Crédoc ont en outre montré que la qualité de l'habitat, assez moyenne en France lorsqu'on la compare à celles de nos voisins européens, contribue au sentiment de déclassement qui traverse aujourd'hui le corps social⁴⁶. Pour bien vivre ensemble, encore faut-il que les conditions de vie minimum soient assurées, notamment en matière de logement.

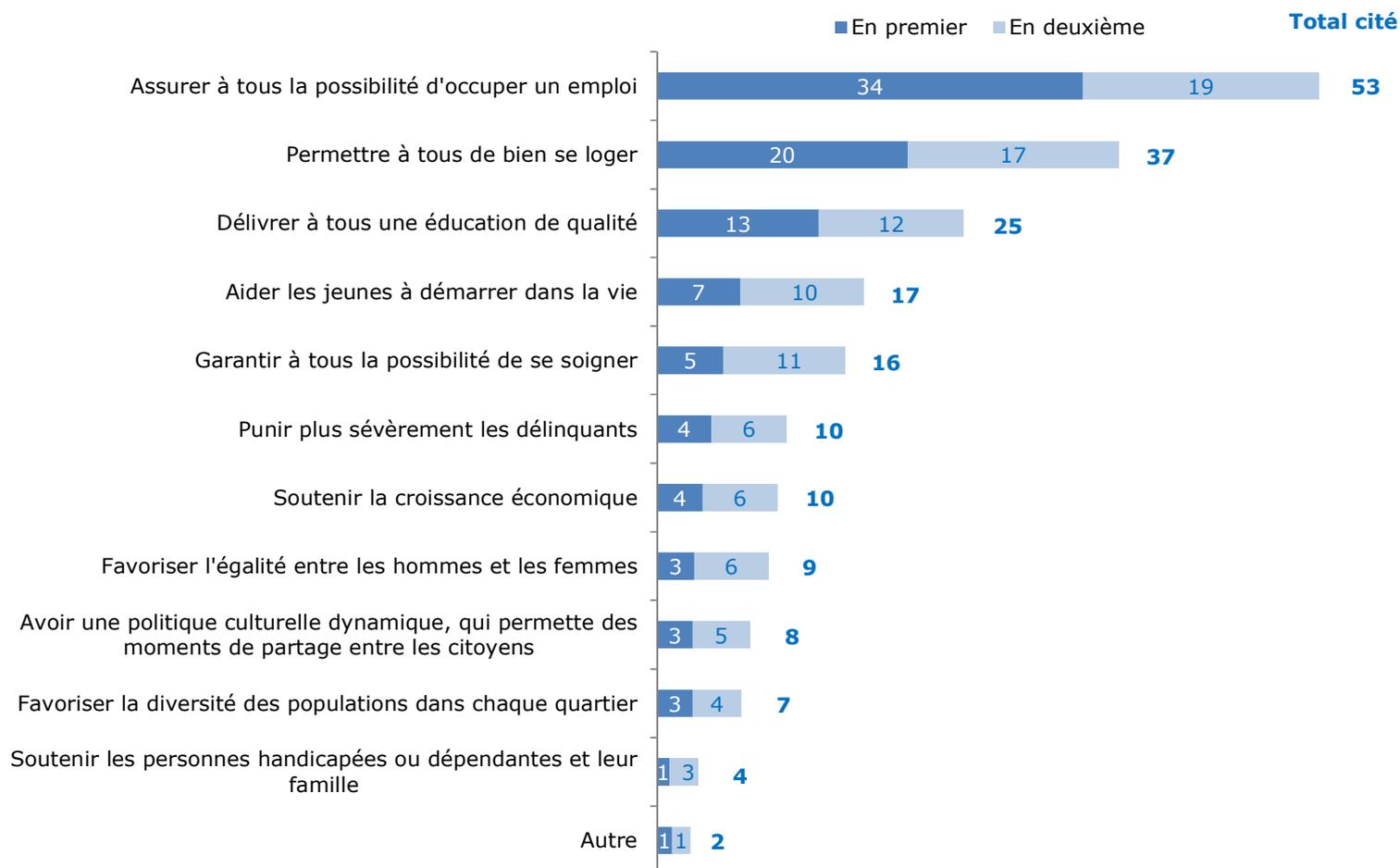
La **mission éducative** des pouvoirs publics est également jugée prioritaire par une part significative de la population (25%). « *Délivrer à tous une éducation de qualité* » est, selon l'OCDE⁴⁷, un moyen efficace pour résorber les inégalités de revenus, favoriser la participation civique, le volontariat et le don, réduire la délinquance, améliorer l'état de santé de la population, enfin plus généralement accroître le bien-être de la population. En plaçant l'éducation au troisième rang de leurs priorités, les citoyens semblent se montrer conscients de vivre dans une société de la « connaissance ».

La lecture du Graphique 32 montre aussi que les actions qui touchent l'ensemble de la société et consistent à offrir **à tous** un accès identique à différents biens sociaux (travail, logement, éducation, et dans une certaine mesure, la santé) surpassent celles destinées à telle ou telle catégorie de population (aide aux jeunes, répression des délinquants, lutte contre les inégalités hommes-femmes, soutien aux personnes handicapées ou dépendantes). Autrement dit, l'opinion attend principalement de l'Etat qu'il intervienne en **amont des ruptures** : garantir un accès équitable à tous aux biens fondamentaux (incluant d'ailleurs les populations les plus fragiles), c'est éviter d'avoir à agir plus tard en réparation.

⁴⁶ Régis Bigot et Sandra Hoibian, « La crise du logement entretient le sentiment de déclassement social », *Consommation et modes de vie*, n° 226, CRÉDOC, février 2010, <http://www.CRÉDOC.fr/pdf/4p/226.pdf>

⁴⁷ Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social, éditions OCDE, op.cit.

Graphique 32 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Emploi, logement, éducation arrivent en tête des priorités données aux pouvoirs publics dans tous les groupes sociaux. La situation personnelle des interviewés teinte toutefois, à la marge, les réponses⁴⁸ :

- Les moins de 40 ans semblent un peu plus en demande en matière de logement.
- L'attente d'intervention publique dans le domaine de l'éducation progresse avec le niveau d'études et le niveau de revenus. A l'inverse, la question du logement et des soins semble d'autant plus prioritaire que le niveau d'études et les ressources du foyer sont limités.
- L'investissement des pouvoirs publics dans le domaine éducatif est plus important pour les habitants des grandes agglomérations. Les habitants de zone rurale semblent plus sensibles aux efforts réalisés pour l'insertion des jeunes.
- Les moins de 25 ans réclament un effort particulier envers leur classe d'âge.

⁴⁸ Le détail des réponses par groupes sociaux est présenté p.87

Annexe 1. Post-codage des questions ouvertes

Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « Cohésion sociale »?

- Coder TOUTES les réponses fournies -

A l'exception du code 99 codé uniquement si la seule réponse donnée est « je ne sais pas ».

01. Vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit : « vivre ensemble », « être ensemble », « vivre en société », « c'est une entente entre les gens », « s'entendre », « bonne entente sociale », « se mettre d'accord ensemble », « compréhension mutuelle », « absence de conflits », « symbiose », « osmose », « des gens proches les uns des autres », « Cohésion ça veut dire entente, essayer de s'entendre entre les gens », « que les différentes parts de la société s'entendent bien pour le bien de l'humanité », « c'est que tout le monde soit en plus grande harmonie », « avancer main dans la main », « paix de la société »

02. Unité de la population : « réunification », « unité », « travail d'équipe », « c'est la capacité et l'aptitude des gens à unir leurs forces », « équipe », « il faut être collectif », « action de groupe », « union », « rassemblement », « union sociale », « former un groupe qui va dans la même direction », « se regrouper pour être plus fort », « c'est l'unité des gens à agir en faveur du progrès », « la capacité des gens à s'unir pour se soutenir dans cette société qui se dégrade », « soudure entre tout le monde », « qu'on ne forme qu'un bloc », « être plus fort ensemble »

03. Accepter les gens comme ils sont, respecter les autres, être tolérant : « regarder les gens tels qu'ils sont », « pas *d'a priori* », « le respect des autres », « ouverture d'esprit et accepter les autres sans préjugés », « accepter le raisonnement de chacun », « acceptation mutuelle des différences », « être ouvert », « c'est le ciment de la société c'est ce qui fait que les gens malgré leurs différences arrivent quand même à vivre ensemble », « une population qui doit se respecter et s'entraider »

04. Mélange des cultures, anti-racisme, intégration : « mixité », « intégration de tout individu peu importe ses origines », « mélange des cultures », « bonne entente entre différentes cultures », « cohésion entre origines ethniques », « éviter les ghettos », « mixité sociale », « ne pas faire de différence entre les personnes venant d'autres origines ethniques », « meilleure intégration des minorités »

05. La solidarité, s'entraider, s'occuper des autres : « aide » « aider les autres », « c'est l'entraide entre les gens », « assistance que les gens apportent à leurs concitoyens », « c'est s'entraider les uns les autres », « s'occuper des autres », « se serrer les coudes », « soutien », « solidarité »

07. Aider les personnes en difficulté, les plus démunis, lutter contre l'exclusion : « aider les gens qui ont des problèmes », « s'occuper des démunis, des laissés pour compte », « assistance aux personnes en difficulté », « aider la population qui est très fragilisée », « avoir moins d'exclus », « ne pas mettre à l'écart les défavorisés », « tirer les personnes qui ont du mal vers le haut », « c'est l'aide qu'on apporte au gens qui n'ont plus rien ou pas grand-chose », « c'est de rendre service à chaque personne dans le besoin »

08. Egalité / lutte contre les inégalités / partage des richesses : « égalité », « tout le monde soit sur le même pied d'égalité, « c'est l'égalité des chances », « avoir une vie sociale plus égalitaire », « harmonie entre les différentes couches de la société », « la différence entre le niveau de vie des gens », « pas une France à deux vitesses » « c'est la différence entre les riches et les pauvres », « éviter les écarts de salaire de 1 à 500 », « que tout le monde puisse manger une part du gâteau », « il faudrait mieux partager les richesses », « harmonie entre les différentes classes sociales », « société plus juste basée sur l'égalité et les besoins de chacun plutôt que sur la spéculation et la réussite personnelle des patrons et hommes politiques », « redistribution », « c'est un équilibre cohérent entre toutes les couches de la population : les couches plus démunies soient plus aidées et prises en charge pour vivre autrement par rapport aux couches supérieures », « l'égalité pour tous », « les plus riches devraient donner aux plus pauvres », « moins d'extrême dans la richesse et dans la pauvreté »

09. Donner des conditions de vie décentes à tous (logement, travail, soins, éducation, alimentation) : « proposer des emplois aux chômeurs », « l'égalité des gens pour le travail », « que tout le monde ait un travail, emploi, logement », « accès au logement », « proposer des logements aux SDF », « égalité des soins », « il faut que tout le monde puisse se nourrir correctement », « amélioration du niveau de vie de tout le monde », « pas de misère », « amélioration des conditions de vie », « il faudrait que tout le monde puisse vivre comme il faut », « travail pour tout le monde et pas de misère », « les mêmes droits pour tous : logement alimentation et soins. Qu'il n'y ait des gens qui mangent beaucoup trop bien et d'autres qui vont au kebab », « le bien-être des citoyens », « l'Etat doit prendre soin des Français dans tous les domaines », « droit pour tous à l'éducation, la santé, le travail, le logement et la culture »

10. Lien social (que les gens se parlent, éviter la solitude, relations de voisinage) :

« éviter la solitude » « relations de voisinage », « que les gens se parlent », « liens sociaux », « le service que l'on peut se rendre entre voisins », « les gens ne soient pas isolés les uns des autres », « l'apéro », « les gens ne se disent pas bonjour », « la cohésion c'est le contact », « être sociable avec les gens, bien s'entendre avec les voisins », « quand on est seul, ce n'est pas bien », « rapprochement, amitié, contact, communication », « rencontre », « cordialité »,

11. Association : « association », « Emmaus », « Restos du cœur »

12. Utopie, vœu inatteignable : « ça n'existe pas », « ça n'existera jamais », « ça n'existe plus » : « arriverons nous à faire quelque chose? », « utopie », « ça serait bien si ça existait mais on en est loin », « il y a du pain sur la planche », « il n'y a pas de cohésion sociale en France », « les gens sont égoïstes et individualistes », « je pense qu'il n'y en a pas, je n'y crois pas », « il y aura toujours des castes ou des classes », « ça m'évoque un mode qu'on a perdu », « un mirage ou une chimère », « vœu pieux », « c'est une utopie, on vit dans une société où c'est chacun pour soi », « difficile et peu réaliste », « un rêve », « c'est idéaliste, il y a beaucoup de travail à faire pour arriver à cette cohésion sociale »

13. « Baratin » / arnaque/ leurre politique : « hypocrisie », « c'est du pipeau », « arnaque », « fumisterie », « c'est du vent, baratin à la Sarkozy qui n'est que de la poudre aux yeux », « alibi pour le gouvernement », « c'est de la manipulation », « ce sont de beaux mots mais qui ne sont pas mis en pratique », « glue sociale », « argument politique et illusion », « je n'y crois pas, c'est du gloubiboulga social », « mensonge », « ça ne veut rien dire », « c'est du trompe l'œil », « c'est de la foutaise », « c'est pour faire sa propre propagande », « belles paroles », « c'est surtout un attrape-nigaud », « c'est du blabla pour rien », « ce sont de grands mots et rien derrière »

14. Rejet de la cohésion sociale : « touche des jeunes qui ne veulent pas travailler », « assistanat », « on en a marre du social », « j'en veux pas », « ça m'énerve », « je suis contre », « assez de l'assistanat », « dans mon quartier lotissement HLM il y a de plus en plus de cas sociaux qui ont des logements pour rien et qui embêtent le monde ils veulent tout pour rien », « désordre » « on en fait trop, on soutient trop les cas sociaux »

98. Autre : « grève », « manque de confiance mutuelle », « complexité », « débat politique », « action syndicale », « syndicalisme », « démocratie », « tension entre patronat et ouvriers », « manifestation », « le sort des gens », « politique », « clientélisme », « vivre à la française, être laïc », « assistante sociale », « que tous les partis soient d'accord entre eux » ; cite une personnalité politique (Jean-Louis Borloo, Rama Yade, Sarkozy, Ségolène Royal, Roselyne Bachelot, etc.)

99. Aucune idée/ ne sait pas

Annexe 2 – Tableaux complémentaires

Tableau 20- Propension à donner une définition de la « Cohésion sociale » et richesse des évocations spontanées

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à postériori (en %) -

		Au moins une évocation spontanée	Nombre d'idées spontanément citées	Aucune idée, ne sait pas
Sexe	. Homme.....	82	1,2	18
	. Femme	74	1,1	26
Age	. 18 - 24 ans	69	1,1	31
	. 25 - 39 ans	76	1,2	24
	. 40 - 59 ans	83	1,2	17
	. 60 - 69 ans	83	1,1	17
	. 70 ans et plus	71	1,0	29
Diplôme	. Aucun, Cep	64	0,8	36
	. Bepc.....	72	1,0	28
	. Bac	83	1,3	17
	. Diplôme du supérieur	91	1,5	9
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	84	1,2	(16)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	93	1,5	(7)
	. Profession intermédiaire.....	88	1,4	12
	. Employé	75	1,1	25
	. Ouvrier	67	0,9	33
	. Reste au foyer	71	0,9	29
	. Retraité	77	1,1	23
. Etudiant.....	76	1,2	(24)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	68	1,0	32
	. De 900 à 1500 €.....	72	1,0	28
	. De 1500 à 2300 €.....	74	1,0	26
	. De 2300 à 3100 €.....	79	1,2	21
	. 3100 € et plus	88	1,4	12
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	77	1,2	23
	. De 2000 à 20000 habitants	76	1,1	24
	. De 20000 à 100000 habitants.....	75	1,1	25
	. Plus de 100000 habitants.....	77	1,1	23
	. Paris et aggl. parisienne	85	1,2	15
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	74	1,1	26
	. Pas de handicap.....	79	1,2	21
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	84	1,3	16
	. Se positionne au centre	73	1,0	27
	. Se positionne à droite.....	83	1,2	17
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	62	0,8	38
Ensemble de la population		78	1,1	22

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 21
Effets de différentes variables sur la propension à donner spontanément une
définition de la cohésion sociale

Résultats de régression logistique		<i>Odds ratio</i>	<i>Signif (en %)</i>
Sexe	. Homme.....	1,5	0,11%
	. Femme	1,0	Réf.
Age	. 18 - 24 ans	0,4	0,01%
	. 25 - 39 ans	0,6	0,04%
	. 40 - 59 ans	1,0	Réf.
	. 60 - 69 ans	1,4	NS
	. 70 ans et plus	1,0	NS
Diplôme	. Aucun, Cep.....	0,7	2,87%
	. Bepc.....	1,0	Réf.
	. Bac	2,0	0,01%
	. Diplôme du supérieur	3,1	0,00%
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	1,1	NS
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure.....	1,3	NS
	. Profession intermédiaire.....	1,2	NS
	. Employé.....	1,0	Réf.
	. Ouvrier	0,7	NS
	. Reste au foyer	0,9	NS
	. Retraité	0,8	NS
Revenus mensuels du foyer	. Etudiant.....	1,5	NS
	. Moins de 900 €	0,8	NS
	. De 900 à 1500 €	1,0	NS
	. De 1500 à 2300 €	1,0	Réf.
	. De 2300 à 3100 €	1,1	NS
Taille d'agglomération	. 3100 € et plus	1,4	NS
	. Moins de 2000 habitants	1,0	NS
	. De 2000 à 20000 habitants	1,2	NS
	. De 20000 à 100000 habitants.....	1,0	Réf.
	. Plus de 100000 habitants	1,0	NS
Préférence politique	. Paris et agglo. parisienne	1,5	NS
	. Se positionne à gauche sur l'échiquier politique..	1,7	0,04%
	. Se positionne au centre sur l'échiquier politique.	1,0	Réf.
	. Se positionne à droite sur l'échiquier politique ...	1,6	0,82%
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	0,7	4,29%

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Lecture : toutes choses égales par ailleurs, **les diplômés du supérieur ont 3,1 fois plus de chance de donner une définition de la cohésion sociale que les diplômés du bac**, pris ici comme modalité de référence.

Modalité de référence : Ref. NS : non significatif

Tableau 22- Détail des évocations spontanées de la « Cohésion sociale »

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à posteriori (en %) -

	Vivre ensemble, en bonne entente, sans conflit	Solidarité, entraide, s'occuper des autres	Egalité, lutte contre les inégalités, partage des richesses	Utopie, vœu inatteignable	Accepter les gens comme ils sont	
Sexe	. Homme.....	19	19	17	9	9
	. Femme.....	20	17	12	8	7
Age	. 18 - 24 ans.....	18	19	(10)	(6)	(8)
	. 25 - 39 ans.....	20	18	14	8	8
	. 40 - 59 ans.....	18	19	17	8	8
	. 60 - 69 ans.....	24	17	13	(11)	(9)
	. 70 ans et plus	20	14	13	10	(8)
Diplôme	. Aucun, Cep.....	19	15	10	(5)	(5)
	. Bepc.....	20	13	11	7	5
	. Bac.....	20	22	20	10	10
	. Diplôme du supérieur.....	19	23	19	12	13
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	(13)	(24)	(13)	(4)	(6)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	(16)	25	23	(9)	(13)
	. Profession intermédiaire	18	23	16	14	12
	. Employé.....	20	17	15	(6)	(7)
	. Ouvrier	21	13	(10)	(6)	(3)
	. Reste au foyer.....	16	14	(13)	(6)	(4)
	. Retraité.....	22	16	15	11	10
. Etudiant	(24)	(20)	(11)	(6)	(10)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	(16)	(17)	(11)	(6)	(9)
	. De 900 à 1500 €	23	14	11	(6)	(6)
	. De 1500 à 2300 €.....	18	16	10	10	(7)
	. De 2300 à 3100 €.....	23	17	15	(7)	9
	. 3100 € et plus.....	18	23	20	13	10
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	19	19	15	8	9
	. De 2000 à 20000 habitants.....	23	17	14	(5)	(6)
	. De 20000 à 100000 habitants	21	17	12	(9)	(9)
	. Plus de 100000 habitants	18	15	16	10	8
	. Paris et aggl. parisienne	18	23	13	(10)	(9)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	18	16	13	10	7
	. Pas de handicap	20	19	15	8	8
Préférence politique	. Se positionne à gauche	21	20	18	8	10
	. Se positionne au centre.....	20	16	11	9	7
	. Se positionne à droite	20	19	15	9	9
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	15	13	(10)	(8)	(5)
Ensemble de la population.....	19	18	14	9	8	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Nota : les autres réponses détaillées ne figurent pas dans ce tableau, car les effectifs des répondants ne permettent d'analyse croisée des résultats.

Tableau 23- Principaux registres d'évocations spontanées de la « Cohésion sociale »

- Question ouverte, réponses spontanées recodées à postériori (en %) -

		Aspect relationnel de la cohésion sociale	Aspect économique de la cohésion sociale	Mise à distance de la cohésion sociale
Sexe	. Homme	47	24	19
	. Femme.....	46	19	15
Age	. 18 - 24 ans.....	49	16	(11)
	. 25 - 39 ans.....	47	21	16
	. 40 - 59 ans.....	46	26	19
	. 60 - 69 ans.....	48	20	19
	. 70 ans et plus	42	19	16
Diplôme	. Aucun, Cep	40	17	9
	. Bepc	41	17	16
	. Bac.....	49	27	18
	. Diplôme du supérieur	55	27	23
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	44	(25)	(20)
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	52	33	18
	. Profession intermédiaire	53	24	24
	. Employé.....	48	21	15
	. Ouvrier.....	41	16	13
	. Reste au foyer.....	38	22	14
	. Retraité	45	20	18
	. Etudiant	52	(14)	(12)
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	46	(16)	(10)
	. De 900 à 1500 €	43	18	14
	. De 1500 à 2300 €.....	44	18	19
	. De 2300 à 3100 €.....	45	21	17
	. 3100 € et plus.....	52	29	22
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	45	23	16
	. De 2000 à 20000 habitants.....	47	21	14
	. De 20000 à 100000 habitants	47	19	17
	. Plus de 100000 habitants	42	21	19
	. Paris et aggl. parisienne.....	54	21	17
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	42	19	19
	. Pas de handicap	48	22	16
Préférence politique	. Se positionne à gauche	49	26	18
	. Se positionne au centre	46	18	13
	. Se positionne à droite	49	21	19
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	35	14	15
Ensemble de la population.....		46	21	17

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 24 - Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ? (en %)

	Les citoyens doivent se respecter les uns les autres	Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres	Les citoyens doivent respecter les lois	Les inégalités sociales ne doivent pas être importantes	Les citoyens doivent partager les mêmes valeurs	Les citoyens doivent partager un projet d'avenir commun	Total (y.c nsp)	
Sexe	. Homme	39	19	15	12	10	4	100
	. Femme.....	42	19	17	9	8	4	100
Age	. 18 - 24 ans.....	46	16	(12)	(9)	(13)	(4)	100
	. 25 - 39 ans.....	46	19	12	11	9	(3)	100
	. 40 - 59 ans.....	38	20	15	11	10	5	100
	. 60 - 69 ans.....	37	16	22	13	(7)	(5)	100
	. 70 ans et plus	36	23	22	(8)	(8)	(2)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	38	21	19	9	9	(2)	100
	. Bepc	40	19	20	9	9	(3)	100
	. Bac.....	46	16	12	13	9	(4)	100
	. Diplôme du supérieur	39	20	12	13	9	7	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	32	(20)	(21)	(7)	(17)	(2)	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	37	21	(11)	(16)	(9)	(5)	100
	. Profession intermédiaire	43	22	(10)	14	(8)	(3)	100
	. Employé.....	47	16	15	(8)	9	(5)	100
	. Ouvrier.....	39	20	16	(9)	13	(3)	100
	. Reste au foyer.....	42	21	15	(10)	(8)	(4)	100
	. Retraité.....	37	19	21	10	8	(4)	100
. Etudiant	42	(14)	(14)	(13)	(9)	(8)	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	40	24	(12)	(6)	(11)	(4)	100
	. De 900 à 1500 €	38	20	19	9	10	(4)	100
	. De 1500 à 2300 €.....	45	17	13	9	11	(4)	100
	. De 2300 à 3100 €.....	41	21	16	11	8	(3)	100
	. 3100 € et plus.....	36	16	18	15	9	6	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	40	19	17	10	10	(4)	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	45	18	17	(8)	(9)	(3)	100
	. De 20000 à 100000 habitants	42	17	14	(10)	12	(3)	100
	. Plus de 100000 habitants	39	19	17	13	8	(4)	100
	. Paris et agglo. parisienne.....	37	22	14	10	(9)	(7)	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	37	19	20	12	7	(3)	100
	. Pas de handicap	41	19	15	10	10	4	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	35	23	13	15	9	5	100
	. Se positionne au centre.....	41	21	18	(6)	10	(4)	100
	. Se positionne à droite	43	13	22	8	10	(3)	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	49	17	12	10	(8)	(2)	100
Ensemble de la population.....	41	19	16	11	9	4	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 25 – Selon vous, aujourd’hui en France, qu’est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale (en %)

	Les efforts de chacun pour vivre ensemble	L'école	La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse)	L'engagement de certains citoyens dans des associations	L'entraide au sein des familles	Les services publics (hôpital, transports...)	Total y.c nsp et autre	
Sexe	. Homme	31	23	16	12	11	4	100
	. Femme	34	17	18	12	12	4	100
Age	. 18 - 24 ans.....	24	28	(11)	17	15	(3)	100
	. 25 - 39 ans.....	35	20	15	12	11	(4)	100
	. 40 - 59 ans.....	35	18	18	11	9	6	100
	. 60 - 69 ans.....	31	21	20	(11)	12	(3)	100
	. 70 ans et plus	32	16	19	11	15	(4)	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	30	14	22	10	16	(4)	100
	. Bepc.....	36	16	16	11	13	(4)	100
	. Bac.....	33	21	16	13	11	(4)	100
	. Diplôme du supérieur.....	31	27	14	14	7	(5)	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	37	(23)	(8)	(15)	(12)	(3)	100
	. Cadre et prof. intell. sup.	28	31	(15)	(13)	(4)	(7)	100
	. Profession intermédiaire.	34	23	17	11	(8)	(3)	100
	. Employé.....	37	18	15	10	14	(4)	100
	. Ouvrier	29	20	18	14	14	(2)	100
	. Reste au foyer	32	15	24	(8)	(10)	(7)	100
	. Retraité.....	33	16	18	12	14	(4)	100
. Etudiant	29	(22)	(10)	(17)	(14)	(6)	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	30	18	(13)	(13)	(16)	(6)	100
	. De 900 à 1500 €	35	16	19	10	15	(3)	100
	. De 1500 à 2300 €	33	20	17	11	11	(6)	100
	. De 2300 à 3100 €	31	18	18	15	11	(3)	100
	. 3100 € et plus.....	32	26	16	11	9	(5)	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 hab	34	18	20	10	12	(4)	100
	. De 2000 à 20000 hab	38	16	16	11	13	(3)	100
	. De 20000 à 100000 hab.	36	19	13	13	(10)	(3)	100
	. Plus de 100000 hab	31	21	15	14	11	6	100
	. Paris et aggl. paris	25	25	18	12	13	(5)	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme ...	33	18	21	9	12	(4)	100
	. Pas de handicap	33	20	15	13	12	4	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche ..	29	19	17	16	11	5	100
	. Se positionne au centre	35	20	18	10	11	(4)	100
	. Se positionne à droite	34	20	17	9	13	(4)	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	36	21	13	(8)	12	(3)	100
Ensemble de la population	33	20	17	12	12	4	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 26 - Selon vous, qu'est-ce qui, aujourd'hui en France, fragilise le plus la cohésion sociale ? Réponses ayant recueilli plus de 5% des suffrages (en %)

	L'indivi- dualisme	Les discriminations	Le chômage	La pauvreté	Les compor- tements malhon- nêtes	Le repli de certains sur leur communauté	Total y.c nsp et autre	
Sexe	. Homme.....	33	14	12	11	9	9	100
	. Femme	29	15	14	13	11	5	100
Age	. 18 - 24 ans	30	27	(8)	(11)	(6)	(7)	100
	. 25 - 39 ans	31	19	11	13	10	7	100
	. 40 - 59 ans	32	12	13	12	9	8	100
	. 60 - 69 ans	33	13	12	(11)	(11)	(4)	100
	. 70 ans et plus	30	(5)	20	12	15	(7)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	20	12	18	16	16	(5)	100
	. Bepc.....	30	14	15	12	10	6	100
	. Bac	34	17	11	12	10	(5)	100
	. Diplôme du supérieur	38	15	9	10	6	10	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	36	(11)	(7)	(16)	(11)	(4)	100
	. Cadre et prof. intell. sup	41	(17)	(11)	(9)	(3)	(10)	100
	. Profession intermédiaire.	38	13	(9)	11	(8)	(10)	100
	. Employé	29	17	13	12	12	(6)	100
	. Ouvrier	25	17	14	15	(10)	(4)	100
	. Reste au foyer	22	16	15	14	(13)	(8)	100
	. Retraité	32	9	16	11	13	6	100
	. Etudiant.....	28	29	(11)	(12)	(3)	(7)	100
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	27	(13)	(16)	(11)	(15)	(5)	100
	. De 900 à 1500 €.....	26	14	14	16	13	(5)	100
	. De 1500 à 2300 €.....	31	13	15	13	10	7	100
	. De 2300 à 3100 €.....	33	19	11	9	9	(7)	100
	. 3100 € et plus	35	15	11	11	6	10	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 hab.....	35	14	12	12	11	(5)	100
	. De 2000 à 20000 hab....	30	15	13	13	12	(4)	100
	. De 20000 à 100000 hab	32	12	12	14	(10)	(6)	100
	. Plus de 100000 hab.....	29	13	15	13	10	10	100
	. Paris et aggl. paris.....	31	21	12	(9)	(7)	(10)	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	31	11	14	12	12	8	100
	. Pas de handicap.....	31	16	13	12	10	7	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche..	31	17	13	12	9	6	100
	. Se positionne au centre	33	14	16	12	10	(5)	100
	. Se positionne à droite....	31	10	12	10	12	13	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	30	16	(10)	15	11	(3)	100
Ensemble de la population	31	15	13	12	10	7	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 27 - Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement ?
(en %)

	Total Très ou assez forte	Total Pas très forte ou pas du tout forte	Dont Pas très forte	Dont Pas du tout forte	Total	
Sexe	. Homme.....	17	82	53	28	100
	. Femme	16	83	55	28	100
Age	. 18 - 24 ans	21	77	57	20	100
	. 25 - 39 ans	17	82	52	30	100
	. 40 - 59 ans	15	85	55	30	100
	. 60 - 69 ans	18	82	55	27	100
	. 70 ans et plus	15	82	54	28	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	18	80	52	28	100
	. Bepc.....	18	80	51	29	100
	. Bac	14	85	56	29	100
	. Diplôme du supérieur	15	85	58	27	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(24)	75	43	32	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	(17)	83	58	25	100
	. Profession intermédiaire.....	12	87	63	25	100
	. Employé.....	15	85	54	30	100
	. Ouvrier	21	77	49	28	100
	. Reste au foyer	18	81	47	34	100
	. Retraité	16	83	55	28	100
. Etudiant.....	(17)	82	62	(20)	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	22	76	49	27	100
	. De 900 à 1500 €	18	81	56	25	100
	. De 1500 à 2300 €	16	83	49	34	100
	. De 2300 à 3100 €	18	81	55	25	100
	. 3100 € et plus	11	88	61	28	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	16	83	56	27	100
	. De 2000 à 20000 habitants	17	79	55	25	100
	. De 20000 à 100000 habitants.....	14	84	47	37	100
	. Plus de 100000 habitants.....	15	84	56	29	100
	. Paris et aggl. parisienne	20	80	56	24	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	13	86	54	32	100
	. Pas de handicap.....	18	81	55	27	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	14	85	53	32	100
	. Se positionne au centre	18	82	57	25	100
	. Se positionne à droite.....	18	81	56	25	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	18	78	51	27	100
Ensemble de la population	16	83	55	28	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 28 – En règle générale, pensez-vous qu’il est possible de faire confiance aux autres ou que l’on n’est jamais assez méfiant ?... (en %)

	Il est possible de faire confiance aux autres	On n’est jamais assez méfiant	Total y.c nsp	
Sexe	. Homme.....	49	50	100
	. Femme	46	54	100
Age	. 18 - 24 ans	50	50	100
	. 25 - 39 ans	47	52	100
	. 40 - 59 ans	51	49	100
	. 60 - 69 ans	43	56	100
	. 70 ans et plus	44	55	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	33	66	100
	. Bepc.....	37	62	100
	. Bac.....	47	52	100
	. Diplôme du supérieur.....	69	30	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	47	53	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	74	24	100
	. Profession intermédiaire.....	60	39	100
	. Employé.....	42	58	100
	. Ouvrier	38	62	100
	. Reste au foyer	38	61	100
	. Retraité.....	44	55	100
. Etudiant	52	48	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	42	57	100
	. De 900 à 1500 €	41	59	100
	. De 1500 à 2300 €	45	55	100
	. De 2300 à 3100 €	44	54	100
	. 3100 € et plus	58	42	100
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants	46	54	100
	. De 2000 à 20000 habitants	39	61	100
	. De 20000 à 100000 habitants.....	41	58	100
	. Plus de 100000 habitants	52	48	100
	. Paris et agglo. parisienne	58	41	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	43	56	100
	. Pas de handicap.....	49	50	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	54	46	100
	. Se positionne au centre.....	42	58	100
	. Se positionne à droite.....	49	50	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	37	62	100
Ensemble de la population	47	52	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 29 – Vous arrive-t-il de vous sentir seul ? (en %)

		Total	Dont :	Dont :	Jamais
		Souvent ou parfois	Souvent	Parfois	
Sexe	. Homme	39	9	30	61
	. Femme	56	16	40	44
Age	. 18 - 24 ans	52	(10)	42	48
	. 25 - 39 ans	44	9	34	56
	. 40 - 59 ans	47	13	34	53
	. 60 - 69 ans	44	(11)	32	56
	. 70 ans et plus	57	20	37	43
Diplôme	. Aucun, Cep	62	21	41	38
	. Bepc	45	11	34	55
	. Bac	45	11	34	55
	. Diplôme du supérieur	42	9	34	57
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	43	(10)	33	57
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	34	(5)	29	66
	. Profession intermédiaire	47	(8)	39	53
	. Employé	48	13	35	52
	. Ouvrier	42	(10)	32	58
	. Reste au foyer	66	25	41	34
	. Retraité	48	14	34	52
. Etudiant	53	(9)	44	47	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	72	29	43	28
	. De 900 à 1500 €	68	21	48	32
	. De 1500 à 2300 €	48	13	34	52
	. De 2300 à 3100 €	41	10	32	59
	. 3100 € et plus	31	(3)	27	69
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	43	8	34	57
	. De 2000 à 20000 habitants	49	12	37	51
	. De 20000 à 100000 habitants	56	19	38	44
	. Plus de 100000 habitants	46	13	34	54
	. Paris et aggl. parisienne	50	14	36	50
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	59	21	38	41
	. Pas de handicap	44	9	35	56
Préférence politique	. Se positionne à gauche	47	12	35	53
	. Se positionne au centre	50	13	37	50
	. Se positionne à droite	44	11	33	56
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	51	15	36	49
Ensemble de la population		47	12	35	52

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 30 - Internet et les technologies de l'information vous ont-ils permis de nouer des liens avec de nouvelles personnes ? (en %)

	Oui	Non	Total (y.c. nsp)	
Sexe	. Homme.....	36	64	100
	. Femme	33	66	100
Age	. 18 - 24 ans	69	31	100
	. 25 - 39 ans	47	52	100
	. 40 - 59 ans	29	71	100
	. 60 - 69 ans	28	72	100
	. 70 ans et plus	(7)	92	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	18	81	100
	. Bepc.....	33	67	100
	. Bac.....	39	60	100
	. Diplôme du supérieur.....	43	56	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	33	67	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	43	57	100
	. Profession intermédiaire.....	35	65	100
	. Employé.....	42	57	100
	. Ouvrier	42	57	100
	. Reste au foyer	25	74	100
	. Retraité.....	16	83	100
. Etudiant	72	28	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	32	67	100
	. De 900 à 1500 €	31	68	100
	. De 1500 à 2300 €	37	62	100
	. De 2300 à 3100 €	37	62	100
	. 3100 € et plus	33	67	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	30	70	100
	. De 2000 à 20000 habitants	32	66	100
	. De 20000 à 100000 habitants.....	31	69	100
	. Plus de 100000 habitants	37	63	100
	. Paris et aggl. parisienne	42	58	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	25	74	100
	. Pas de handicap	37	62	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	34	66	100
	. Se positionne au centre.....	35	64	100
	. Se positionne à droite	33	66	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	37	63	100
Ensemble de la population	34	65	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 31 – Avez-vous le sentiment que notre société ... (en %)

	Privilégie les plus âgés au détriment des jeunes	Privilégie les jeunes au détriment des plus âgés	Ni l'un ni l'autre	Total, y.c nsp	
Sexe	. Homme	16	9	75	100
	. Femme	11	11	77	100
Age	. 18 - 24 ans	26	(12)	60	100
	. 25 - 39 ans	14	8	77	100
	. 40 - 59 ans	13	8	79	100
	. 60 - 69 ans	(10)	15	75	100
	. 70 ans et plus	(6)	13	79	100
Diplôme	. Aucun, Cep	10	15	75	100
	. Bepc	14	11	74	100
	. Bac	13	(7)	78	100
	. Diplôme du supérieur	15	8	77	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	(18)	(6)	75	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	(16)	(3)	80	100
	. Profession intermédiaire	13	(11)	76	100
	. Employé	16	(8)	76	100
	. Ouvrier.....	16	(11)	72	100
	. Reste au foyer.....	(10)	15	73	100
	. Retraité	8	11	81	100
. Etudiant.....	(23)	(10)	65	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	(10)	(10)	78	100
	. De 900 à 1500 €.....	12	16	72	100
	. De 1500 à 2300 €.....	12	10	77	100
	. De 2300 à 3100 €.....	15	9	75	100
	. 3100 € et plus	15	6	79	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	11	11	77	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	12	11	76	100
	. De 20000 à 100000 habitants	(11)	(8)	79	100
	. Plus de 100000 habitants.....	16	9	74	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	15	11	74	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	10	11	78	100
	. Pas de handicap.....	14	10	75	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	15	8	76	100
	. Se positionne au centre	13	11	75	100
	. Se positionne à droite.....	10	13	77	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	15	(9)	75	100
Ensemble de la population.....	13	10	76	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 32 – Dans mon quartier, les habitants se ressemblent trop, il faudrait davantage de diversité (en %)

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Total, y.c nsp	
Sexe	. Homme.....	23	75	100
	. Femme	21	77	100
Age	. 18 - 24 ans	27	71	100
	. 25 - 39 ans	20	78	100
	. 40 - 59 ans	21	76	100
	. 60 - 69 ans	26	73	100
	. 70 ans et plus	20	78	100
Diplôme	. Aucun, Cep.....	27	72	100
	. Bepc.....	24	75	100
	. Bac.....	20	77	100
	. Diplôme du supérieur.....	19	79	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(26)	69	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	(17)	82	100
	. Profession intermédiaire.....	20	78	100
	. Employé.....	21	76	100
	. Ouvrier	24	75	100
	. Reste au foyer	23	75	100
	. Retraité.....	23	75	100
	. Etudiant	25	73	100
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	30	68	100
	. De 900 à 1500 €	24	74	100
	. De 1500 à 2300 €	22	76	100
	. De 2300 à 3100 €	23	75	100
	. 3100 € et plus	21	78	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	22	76	100
	. De 2000 à 20000 habitants	19	78	100
	. De 20000 à 100000 habitants.....	23	74	100
	. Plus de 100000 habitants	20	79	100
	. Paris et aggl. parisienne	28	69	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	23	74	100
	. Pas de handicap	22	76	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche	26	73	100
	. Se positionne au centre.....	24	74	100
	. Se positionne à droite	16	83	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	19	77	100
Ensemble de la population	22	76	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 33 – Auquel de ces lieux, avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ? ... (en %)

	À votre commune, à votre quartier	À votre département	À votre région	À la France	À l'Europe	Au monde	Total, y.c nsp	
Sexe	. Homme	21	6	12	39	6	12	100
	. Femme	29	7	14	34	4	9	100
Age	. 18 - 24 ans	25	(11)	(7)	31	(6)	16	100
	. 25 - 39 ans	23	7	15	34	(4)	12	100
	. 40 - 59 ans	25	5	14	35	6	12	100
	. 60 - 69 ans	28	(5)	(11)	38	(8)	(8)	100
	. 70 ans et plus	26	(6)	15	45	(2)	(5)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	35	8	12	36	(2)	(5)	100
	. Bepc.....	27	9	13	37	(4)	7	100
	. Bac	23	(6)	15	35	(3)	14	100
	. Diplôme du supérieur	18	(3)	13	37	9	17	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	29	(6)	(9)	40	(4)	(7)	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	19	(3)	(7)	37	(13)	20	100
	. Profession intermédiaire	16	(5)	18	38	(5)	15	100
	. Employé	30	(6)	14	32	(3)	12	100
	. Ouvrier.....	25	12	12	35	(5)	(7)	100
	. Reste au foyer.....	30	(8)	16	30	(5)	(9)	100
	. Retraité	26	(5)	13	43	(4)	7	100
. Etudiant.....	(23)	(7)	(14)	29	(6)	(16)	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	25	(11)	(14)	29	(5)	(9)	100
	. De 900 à 1500 €.....	28	(8)	15	32	(4)	9	100
	. De 1500 à 2300 €.....	27	8	11	37	(5)	11	100
	. De 2300 à 3100 €.....	28	8	13	36	(3)	11	100
	. 3100 € et plus	19	(3)	14	42	9	12	100
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	32	7	14	32	(4)	9	100
	. De 2000 à 20000 habitants	29	(7)	17	33	(5)	(6)	100
	. De 20000 à 100000 habitants.....	20	(6)	13	35	(7)	14	100
	. Plus de 100000 habitants.....	24	7	14	37	(5)	10	100
	. Paris et aggl. parisienne	16	(5)	(5)	45	(6)	17	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	30	6	12	33	(5)	10	100
	. Pas de handicap.....	23	7	14	37	5	11	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	25	6	13	32	6	15	100
	. Se positionne au centre	25	7	14	37	(6)	10	100
	. Se positionne à droite.....	22	(6)	12	48	(6)	(3)	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	29	(9)	12	29	(2)	13	100
Ensemble de la population	25	6	13	36	5	11	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Nota : les résultats détaillés de la proposition « Un autre pays que la France » n'ont pu être ventilés selon les catégories sociales, compte tenu de la faiblesse des effectifs concernés (moins de 2% de la population)

Tableau 34 – Evolution du sentiment d'appartenance (échelons regroupés) ...

(en %) Nota : la question posée en 2009 était légèrement différente : les items « département » et « un autre pays que la France » n'étaient pas proposés

	Local		France		Europe ou Monde		
	1999 (local + région)	2011 (local + département + région)	1999	2011	1999	2011	
Sexe	. Homme	49	39	32	39	18	19
	. Femme.....	51	50	33	34	16	13
Age	. 18 - 24 ans.....	48	44	29	31	22	22
	. 25 - 39 ans.....	46	45	31	34	22	17
	. 40 - 59 ans.....	51	44	33	35	16	18
	. 60 - 69 ans.....	57	44	33	38	(9)	15
	. 70 ans et plus	51	47	39	45	(11)	(7)
Diplôme	. Aucun, Cep	60	55	31	36	8	(7)
	. Bepc	52	49	35	37	13	11
	. Bac.....	41	44	32	35	27	17
	. Diplôme du supérieur.....	39	34	32	37	29	26
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	60	44	26	40	(14)	(12)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	31	28	40	37	30	33
	. Profession intermédiaire	41	39	29	38	29	20
	. Employé.....	51	50	31	32	17	15
	. Ouvrier.....	52	50	32	35	15	(12)
	. Reste au foyer.....	55	53	31	30	14	14
	. Retraité.....	52	44	38	43	10	11
. Etudiant	45	44	31	29	(24)	(22)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	57	49	27	29	16	(14)
	. De 900 à 1500 €.....	54	51	31	32	15	13
	. De 1500 à 2300 €.....	49	45	35	37	16	15
	. De 2300 à 3100 €.....	48	49	33	36	18	14
	. 3100 € et plus.....	40	35	36	42	23	21
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	60	53	27	32	14	13
	. De 2000 à 20000 habitants.....	56	53	30	33	13	11
	. De 20000 à 100000 habitants	56	39	32	35	(11)	21
	. Plus de 100000 habitants.....	44	44	35	37	21	15
	. Paris et aggl. parisienne.....	32	27	43	45	24	23
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	53	48	34	33	12	15
	. Pas de handicap	49	43	32	37	19	16
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	49	44	29	32	22	21
	. Se positionne au centre	48	46	32	37	20	15
	. Se positionne à droite	48	40	42	48	9	9
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	55	50	31	29	14	15
Ensemble de la population	50	44	33	36	17	16	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 35 – Proportion de personnes estimant que « dans notre société, chaque individu a aujourd’hui la possibilité de trouver vraiment la place qu’il mérite »
(en %)

	1999	2001	2002	2011	
Sexe	. Homme	28	38	38	39
	. Femme.....	26	36	36	37
Age	. 18 - 24 ans	31	34	36	42
	. 25 - 39 ans	29	38	39	38
	. 40 - 59 ans	23	36	34	35
	. 60 - 69 ans	26	38	40	41
	. 70 ans et plus	30	39	38	38
Diplôme	. Aucun, Cep	31	44	39	39
	. Bepc	30	39	40	41
	. Bac	20	30	33	33
	. Diplôme du supérieur	24	31	32	36
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	33	44	42	50
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	24	31	32	33
	. Profession intermédiaire	22	37	29	34
	. Employé	28	36	36	38
	. Ouvrier.....	29	39	41	43
	. Reste au foyer	28	38	37	34
	. Retraité	28	38	38	39
. Etudiant.....	24	29	37	35	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	28	39	34	29
	. De 900 à 1500 €.....	28	38	34	39
	. De 1500 à 2300 €.....	28	39	37	34
	. De 2300 à 3100 €.....	28	36	41	40
	. 3100 € et plus	23	32	36	40
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	32	38	34	39
	. De 2000 à 20000 habitants.....	29	41	42	38
	. De 20000 à 100000 habitants	28	34	40	41
	. Plus de 100000 habitants.....	23	36	37	38
	. Paris et aggl. parisienne.....	24	37	33	34
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	28	35	34	30
	. Pas de handicap.....	27	38	38	41
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	21	32	34	28
	. Se positionne au centre	29	40	37	43
	. Se positionne à droite.....	37	39	41	52
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	27	41	38	36
Ensemble de la population.....	27	37	37	38	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 36 - Effets de différentes variables sur la propension à considérer que la cohésion sociale est forte

Résultats de régression logistique		Odds ratio	Signif (en %)
Sexe	. Homme	1,0	NS
	. Femme.....	1,0	Réf.
Age	. 18 - 24 ans.....	1,2	NS
	. 25 - 39 ans.....	1,1	NS
	. 40 - 59 ans.....	1,0	Réf.
	. 60 - 69 ans.....	1,3	NS
	. 70 ans et plus	0,9	NS
Diplôme	. Aucun, Cep	1,1	NS
	. Bepc	1,0	Réf.
	. Bac.....	0,8	NS
	. Diplôme du supérieur.....	0,9	NS
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	2,2	1,30%
	. Cadre et prof. intellectuelle supérieure	1,5	NS
	. Profession intermédiaire	0,8	NS
	. Employé	1,0	Réf.
	. Ouvrier.....	1,3	NS
	. Reste au foyer.....	1,2	NS
	. Retraité	1,0	NS
. Etudiant	0,8	NS	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	1,5	NS
	. De 900 à 1500 €.....	1,0	NS
	. De 1500 à 2300 €.....	1,0	Réf.
	. De 2300 à 3100 €.....	1,0	NS
	. 3100 € et plus.....	0,6	1,44%
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	1,1	NS
	. De 2000 à 20000 habitants.....	1,2	NS
	. De 20000 à 100000 habitants	1,0	Réf.
	. Plus de 100000 habitants.....	1,1	NS
	. Paris et aggl. parisienne.....	1,5	NS
Préférence politique	. Se positionne à gauche sur l'échiquier politique ..	1,1	NS
	. Se positionne au centre sur l'échiquier politique..	1,0	Réf.
	. Se positionne à droite sur l'échiquier politique	0,9	NS
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	1,4	NS
Opinion sur les inégalités	Les inégalités se réduisent	1,8	0,13%
	Les inégalités se creusent	1,0	Réf.
Opinions sur la justice	La justice fonctionne bien	2,5	0,00%
	La justice fonctionne mal	1,0	Réf.
Méritocratie	La société donne à chacun la place qu'il mérite	1,7	0,02%
	La société ne donne pas à chacun la place qu'il mérite	1,0	Réf.
Opinion sur l'évolution du niveau de vie des Français depuis 10 ans	Le niveau de vie des Français va mieux	2,1	0,26%
	Le niveau de vie des Français va n'a pas changé	2,2	0,00%
	Le niveau de vie des Français va moins bien	1,0	Réf.
Action des pouvoirs publics	Les pouvoirs publics font trop pour les plus démunis	1,4	NS
	Les pouvoirs publics font ce qu'ils doivent	1,6	0,08%
	Les pouvoirs publics ne font pas assez	1,0	Réf.

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Lecture : toutes choses égales par ailleurs, les personnes qui pensent que les inégalités se réduisent ont 1,8 fois plus de chance de penser que la cohésion sociale est forte que ceux qui pensent que les inégalités se creusent, pris ici comme modalité de référence. Modalité de référence : Ref. NS : non significatif

Tableau 37 – D’après vous, la cohésion sociale contribue-t-elle à améliorer la compétitivité économique d’un pays ? (en %)

	Beaucoup	Un peu	Pas du tout	Total (y.c. nsp)	
Sexe	. Homme	48	42	8	100
	. Femme.....	43	46	8	100
Age	. 18 - 24 ans	38	52	(9)	100
	. 25 - 39 ans	43	44	10	100
	. 40 - 59 ans	48	41	9	100
	. 60 - 69 ans	52	42	(4)	100
	. 70 ans et plus	45	45	(7)	100
Diplôme	. Aucun, Cep	38	52	(8)	100
	. Bepc	41	45	11	100
	. Bac	49	41	(7)	100
	. Diplôme du supérieur	53	39	6	100
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	59	(28)	(12)	100
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	55	36	(7)	100
	. Profession intermédiaire	50	41	(8)	100
	. Employé	44	42	11	100
	. Ouvrier.....	37	51	(10)	100
	. Reste au foyer	41	46	(9)	100
	. Retraité	47	46	(4)	100
. Etudiant.....	34	54	(9)	100	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	40	46	(8)	100
	. De 900 à 1500 €.....	38	49	9	100
	. De 1500 à 2300 €.....	42	44	12	100
	. De 2300 à 3100 €.....	48	42	9	100
	. 3100 € et plus.....	54	40	(5)	100
Taille d’agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	46	42	10	100
	. De 2000 à 20000 habitants.....	38	47	10	100
	. De 20000 à 100000 habitants	41	45	(11)	100
	. Plus de 100000 habitants.....	46	45	7	100
	. Paris et aggl. parisienne.....	56	40	(3)	100
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	47	41	8	100
	. Pas de handicap.....	45	45	8	100
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	47	42	9	100
	. Se positionne au centre	43	50	7	100
	. Se positionne à droite.....	54	36	9	100
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	33	52	(8)	100
Ensemble de la population.....	46	44	8	100	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 38 - Dans la liste suivante, qui est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale ? (en %)

	L'État	Les mairies	Les services sociaux et services publics spécialisés	Les départements et les régions	Les habitants eux-mêmes	Les familles	
Sexe	. Homme.....	35	12	8	9	20	7
	. Femme	36	12	10	8	18	5
Age	. 18 - 24 ans.....	34	(10)	(11)	(5)	22	(6)
	. 25 - 39 ans.....	37	11	8	(6)	24	(4)
	. 40 - 59 ans.....	38	10	8	10	20	6
	. 60 - 69 ans.....	34	15	(8)	12	17	(4)
	. 70 ans et plus	30	15	14	(9)	11	(9)
Diplôme	. Aucun, Cep.....	40	15	12	8	10	(7)
	. Bepc.....	35	11	10	8	19	6
	. Bac.....	38	10	9	9	20	(5)
	. Diplôme du supérieur.....	31	12	7	9	25	5
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	36	(8)	(5)	(9)	(25)	(8)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.....	36	(8)	(7)	(13)	25	(5)
	. Profession intermédiaire.....	39	(10)	(6)	(5)	26	(4)
	. Employé.....	35	11	10	(8)	20	(5)
	. Ouvrier	41	13	(7)	(8)	16	(5)
	. Reste au foyer	37	17	(11)	(6)	14	(5)
	. Retraité.....	30	14	12	11	15	7
	. Etudiant	38	(9)	(12)	(4)	(23)	(5)
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €	37	(18)	(7)	(5)	(12)	(7)
	. De 900 à 1500 €	37	12	14	8	15	(5)
	. De 1500 à 2300 €	34	12	9	9	18	(7)
	. De 2300 à 3100 €	35	11	10	(7)	22	(5)
	. 3100 € et plus	35	10	8	11	23	(6)
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants	41	10	8	9	18	(4)
	. De 2000 à 20000 habitants	32	14	10	(6)	21	(7)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	31	15	(9)	(10)	21	(5)
	. Plus de 100000 habitants	36	10	9	10	19	7
	. Paris et aggl. parisienne	32	14	12	(5)	17	(4)
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme	36	16	9	8	16	6
	. Pas de handicap	35	11	9	9	20	5
Préférence politique	. Se positionne à gauche	40	12	9	7	18	(3)
	. Se positionne au centre.....	30	14	11	10	18	7
	. Se positionne à droite	31	11	10	11	19	9
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	37	10	(7)	(7)	23	(6)
Ensemble de la population.....	35	12	9	9	19	6	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Nota : les réponses « associations », « partis politiques et syndicats », « entreprises », et « institutions religieuses » ont recueilli des scores insuffisants pour faire l'objet d'une analyse détaillée selon les catégories

Tableau 39 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %) - partie 1

	Assurer à tous la possibilité d'occuper un emploi	Permettre à tous de bien se loger	Délivrer à tous une éducation de qualité	Aider les jeunes à démarrer dans la vie	Garantir à tous la possibilité de se soigner	
Sexe	. Homme	53	35	27	18	14
	. Femme.....	54	40	23	16	17
Age	. 18 - 24 ans.....	44	38	22	28	16
	. 25 - 39 ans.....	50	40	25	12	19
	. 40 - 59 ans.....	56	37	25	17	13
	. 60 - 69 ans.....	60	34	21	17	19
	. 70 ans et plus	56	35	28	17	15
Diplôme	. Aucun, Cep	52	43	18	19	22
	. Bepc	54	40	21	19	18
	. Bac.....	55	36	23	17	13
	. Diplôme du supérieur	52	31	34	14	12
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant	46	32	(21)	(29)	(12)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	51	31	39	18	(10)
	. Profession intermédiaire	52	32	30	13	16
	. Employé	55	40	21	16	16
	. Ouvrier.....	55	40	20	19	18
	. Reste au foyer.....	50	43	21	15	25
	. Retraité	58	37	26	16	15
. Etudiant	47	39	(19)	(22)	(14)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	49	44	19	19	(16)
	. De 900 à 1500 €.....	55	44	18	17	18
	. De 1500 à 2300 €.....	50	39	24	18	18
	. De 2300 à 3100 €.....	52	35	25	17	16
	. 3100 € et plus.....	56	32	30	17	14
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	55	36	21	20	19
	. De 2000 à 20000 habitants.....	56	42	22	16	14
	. De 20000 à 100000 habitants	50	35	26	17	17
	. Plus de 100000 habitants.....	56	37	27	17	15
	. Paris et aggl. parisienne.....	47	36	29	13	16
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	52	38	24	16	17
	. Pas de handicap	54	37	25	18	16
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	55	39	27	15	17
	. Se positionne au centre	55	40	25	18	16
	. Se positionne à droite.....	49	30	24	20	13
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique	52	38	19	17	18
Ensemble de la population	53	37	25	17	16	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Tableau 40 - Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ? (en %) - partie 2

	Punir plus sévèrement les délinquants	Soutenir la croissance économique	Favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes	Avoir une politique culturelle dynamique	Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier	
Sexe	. Homme.....	11	9	9	8	9
	. Femme.....	10	10	10	7	5
Age	. 18 - 24 ans.....	(8)	(8)	(11)	(13)	(7)
	. 25 - 39 ans.....	11	10	8	8	10
	. 40 - 59 ans.....	10	10	9	7	6
	. 60 - 69 ans.....	(10)	(11)	(7)	(6)	(6)
	. 70 ans et plus.....	13	(9)	11	(4)	(4)
Diplôme	. Aucun, Cep.....	13	(4)	11	(3)	(3)
	. Bepc.....	11	8	9	6	6
	. Bac.....	11	12	10	(8)	(7)
	. Diplôme du supérieur.....	7	14	8	11	10
Profession - Catégorie sociale	. Indépendant.....	(18)	(13)	(11)	(3)	(7)
	. Cadre et prof. intellectuelle sup.	(5)	(15)	(5)	(8)	(11)
	. Profession intermédiaire.....	(8)	12	(8)	15	(7)
	. Employé.....	10	10	11	(7)	(7)
	. Ouvrier.....	12	(6)	(10)	(6)	(8)
	. Reste au foyer.....	(11)	(6)	(7)	(5)	(3)
	. Retraité.....	11	9	10	(6)	(4)
. Etudiant.....	(10)	(8)	(13)	(12)	(10)	
Revenus mensuels du foyer	. Moins de 900 €.....	(13)	(4)	(14)	(8)	(8)
	. De 900 à 1500 €.....	14	(7)	9	(6)	(4)
	. De 1500 à 2300 €.....	10	(7)	10	8	(7)
	. De 2300 à 3100 €.....	10	10	9	9	8
	. 3100 € et plus.....	8	16	8	6	7
Taille d'agglomération	. Moins de 2000 habitants.....	11	9	8	6	(4)
	. De 2000 à 20000 habitants.....	10	(8)	11	(7)	(5)
	. De 20000 à 100000 habitants.....	(10)	(10)	11	(9)	(7)
	. Plus de 100000 habitants.....	12	11	7	7	7
	. Paris et aggl. parisienne.....	(7)	11	12	10	12
Handicap	. Souffre d'une infirmité physique, d'un handicap ou d'une maladie chronique de long terme.....	14	8	8	(5)	6
	. Pas de handicap.....	9	10	10	8	7
Préférence politique	. Se positionne à gauche.....	7	9	8	9	9
	. Se positionne au centre.....	9	9	8	8	(4)
	. Se positionne à droite.....	16	16	9	(6)	(6)
	. Ne se positionne pas sur l'échiquier politique.....	15	(5)	15	(4)	(6)
Ensemble de la population.....	10	10	9	8	7	

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations », début 2011

Nota : la réponse « soutenir les personnes handicapées ou dépendantes et leurs familles » a recueilli des scores insuffisants pour faire l'objet d'une analyse détaillée selon les catégories

Annexe 3 – Questionnaire

Les « ne sait pas » en italiques figurent sur l'écran des ordinateurs des enquêteurs, mais ne sont pas proposés aux enquêtés.

Q 1 - Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsque l'on vous parle de « Cohésion sociale »?

(Question ouverte – Plusieurs réponses possibles)

/ _____ /

La cohésion sociale peut être définie comme la force des liens qui unissent les citoyens. C'est la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, en réduisant les inégalités et en évitant la marginalisation.

Q 2 - Pour vous, quelle est la condition la plus indispensable à la cohésion sociale ?

(Présenter la liste- une seule réponse)

- | | |
|---|---|
| . Les citoyens doivent partager les mêmes valeurs | 1 |
| . Les citoyens doivent respecter les lois..... | 2 |
| . Les citoyens doivent se respecter les uns les autres..... | 3 |
| . Les citoyens doivent être solidaires les uns des autres | 4 |
| . Les citoyens doivent partager un projet d'avenir commun | 5 |
| . Les inégalités sociales ne doivent pas être importantes | 6 |
| . <i>Ne sait pas</i> | 7 |

Q 3 - Selon vous, la cohésion sociale en France est-elle actuellement

(Enumérez - une seule réponse)

- | | |
|----------------------------|---|
| . Très forte | 1 |
| . Assez forte | 2 |
| . Pas très forte | 3 |
| . Pas du tout forte..... | 4 |
| . <i>Ne sait pas</i> | 5 |

Q 4 – Selon vous, aujourd'hui en France, qu'est-ce qui contribue le plus à renforcer la cohésion sociale ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

- | | |
|--|---|
| . L'école | 1 |
| . La protection sociale (assurance maladie, chômage, vieillesse) | 2 |
| . L'entraide au sein des familles | 3 |
| . Les efforts de chacun pour vivre ensemble | 4 |
| . Les services publics (hôpital, transports ...)..... | 5 |
| . L'engagement de certains citoyens dans des associations | 6 |
| . Autre | 7 |
| . <i>Ne sait pas</i> | 8 |

Q 5 – Selon vous, qu’est-ce qui, aujourd’hui en France, fragilise le plus la cohésion sociale ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

. Les discriminations	1
. L’individualisme	2
. Les comportements malhonnêtes	3
. Le repli de certains sur leur communauté	4
. Le chômage	5
. La mondialisation	6
. Le racisme.....	7
. La pauvreté	8
. Les inégalités entre les hommes et les femmes	9
. Autre	10
. <i>Ne sait pas</i>	11

Q 6 – Selon vous, que doivent faire les pouvoirs publics en priorité pour renforcer la cohésion sociale ?

(Présenter la liste - Classez les deux premières réponses)

	1 ^{ère} réponse citée	2 ^{ème} réponse citée
. Permettre à tous de bien se loger.....	1	1
. Assurer à tous la possibilité d’occuper un emploi	2	2
. Délivrer à tous une éducation de qualité.....	3	3
. Garantir à tous la possibilité de se soigner.....	4	4
. Favoriser l’égalité entre les hommes et les femmes	5	5
. Aider les jeunes à démarrer dans la vie	6	6
. Soutenir les personnes handicapées ou dépendantes et leur famille.....	7	7
. Avoir une politique culturelle dynamique, qui permette des moments de partage entre les citoyens	8	8
. Favoriser la diversité des populations dans chaque quartier	9	9
. Soutenir la croissance économique	10	10
. Punir plus sévèrement les délinquants	11	11
. Autre	12	12
. <i>Ne sait pas</i>	13	13

Q 7 – Dans la liste suivante, qui est le mieux placé pour améliorer la cohésion sociale ?

(Présenter la liste – une seule réponse)

- | | |
|---|----|
| . Les mairies | 1 |
| . Les départements et les régions | 2 |
| . L'Etat..... | 3 |
| . Les services sociaux et services publics spécialisés (Pole emploi, Caf ...) | 4 |
| . Les habitants eux-mêmes..... | 5 |
| . Les familles | 6 |
| . Les entreprises | 7 |
| . Les associations | 8 |
| . Les institutions religieuses | 9 |
| . Les partis politiques et les syndicats | 10 |
| . <i>Ne sait pas</i> | 11 |

Q 8 – D'après vous, la cohésion sociale contribue-t-elle à améliorer la compétitivité économique d'un pays ?

(Enumérez - une seule réponse)

- | | |
|----------------------------|---|
| . Beaucoup | 1 |
| . Un peu | 2 |
| . Pas du tout | 3 |
| . <i>Ne sait pas</i> | 4 |

Q 9 – Auquel de ces lieux avez-vous personnellement le sentiment d'appartenir avant tout ?

(Présentez la liste – une seule réponse possible)

- | | |
|---|---|
| . A votre commune, à votre quartier | 1 |
| . A votre département..... | 2 |
| . A votre région | 3 |
| . A la France | 4 |
| . A un autre pays que la France | 5 |
| . A l'Europe..... | 6 |
| . Au monde | 7 |
| . <i>Ne sait pas, non-réponse</i> | 8 |

Q 10 - Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante « Dans mon quartier, les habitants se ressemblent trop, il faudrait davantage de diversité » ?

(Enumérez, une seule réponse)

- | | |
|-----------------------------|---|
| . Plutôt d'accord | 1 |
| . Plutôt pas d'accord | 2 |
| . <i>Ne sait pas</i> | 3 |

Q 11 - En règle générale, pensez-vous qu'il est possible de faire confiance aux autres ou que l'on n'est jamais assez méfiant ?

(Enumérez - une seule réponse)

- . Il est possible de faire confiance aux autres. 1
- . On n'est jamais assez méfiant. 2
- . *Ne sait pas* 3

Q 12 - Vous arrive-t-il de vous sentir seul ?

(Enumérez - une seule réponse)

- . Souvent 1
- . Parfois..... 2
- . Jamais 3
- . *Ne sait pas* 4

(Placé ailleurs dans le questionnaire)

Q 13 - Internet et les technologies de l'information vous ont-ils permis de nouer des liens avec de nouvelles personnes ?

(Enumérez - une seule réponse)

- . Oui 1
- . Non 2
- . *Ne sait pas* 3

Q 14 - Avez-vous le sentiment que notre société...

(Enumérez, une seule réponse)

- . Privilégie les plus âgés au détriment des jeunes 1
- . Privilégie les jeunes au détriment des plus âgés 2
- . Ni l'un ni l'autre..... 3
- . *Ne sait pas* 4

Q 15 - Pensez-vous que, dans notre société, chaque individu a aujourd'hui la possibilité de trouver vraiment la place qu'il mérite ?

(Enumérez, une seule réponse)

- . Oui 1
- . Non 2
- . *Ne sait pas* 3